

bulletin

A photograph of three people in a laboratory or industrial setting. On the left, a man in a dark suit and light blue shirt stands with his arms crossed. In the center, a man in a brown button-down shirt sits on a rolling office chair. On the right, a woman in a dark blazer and black top stands with one foot on a metal step ladder. The background is filled with complex machinery, pipes, and electrical equipment.

Le magazine du Credit Suisse depuis 1895 Numéro 5 Déc. 2007/Janv. 08

Suisse

Réchauffement climatique Table ronde d'experts

Innovation De jeunes entrepreneurs primés

Walter Kielholz « Profiter de la dynamique actuelle »

Réformes Les chantiers du nouveau Parlement

Automobile Le luxe à l'heure de l'environnement

Peter Brabeck Interview du CEO de Nestlé

Bulletin plus Baromètre des préoccupations 2007

Le magazine en ligne du Credit Suisse

In Focus

www.credit-suisse.com/infocus

«In Focus» informe sur les tendances de l'économie, de la finance, de la société, de la culture et du sport en proposant des analyses approfondies, des entretiens et des reportages. Pour être au courant de toutes les nouveautés, abonnez-vous gratuitement à notre newsletter hebdomadaire en français, en allemand ou en anglais.



Economie Notre rédaction brosse le tableau d'entreprises innovantes, s'entretient avec des experts économiques et présente les nouvelles études du service Research du Credit Suisse.



Finance Les analystes du Credit Suisse fournissent des évaluations sur les entreprises, les secteurs et les marchés, donnent des conseils pour une gestion patrimoniale optimisée et informent sur les nouveaux produits.



Culture La couverture culturelle de «In Focus» est aussi variée que l'engagement du Credit Suisse, allant de la peinture au jazz en passant par le septième art et la musique classique.



Football Le Credit Suisse est depuis près de quatorze ans le sponsor principal de l'équipe nationale suisse de football, et «In Focus» depuis plus de trois ans la plate-forme officielle de l'univers du ballon rond.



Formule 1 «In Focus» jette un regard dans les coulisses de la Formule 1 : analyses de courses, interviews audio, galeries photos et reportages sur BMW Sauber F1 Team tiennent au courant les passionnés de ce sport.



Concours Un ordinateur portable ? Une place de concert ? Un match de football ou une visite exclusive des paddocks de Formule 1 ? «In Focus» met régulièrement en jeu des prix intéressants. Tentez votre chance !



La Suisse s'est rarement aussi bien portée. Telle est la conclusion – un peu audacieuse, peut-être – qui ressort du Baromètre des préoccupations 2007, une enquête représentative réalisée depuis plus de trente ans par un institut de recherche indépendant à la demande du Bulletin du Credit Suisse. Cette année, près de 60% des Suisses jugent leur situation financière bonne, voire très bonne. Et quel meilleur indicateur de la santé d'un Etat que l'appréciation personnelle des citoyens ? Mais ce n'est pas tout : 94% des personnes interrogées pensent que leur situation pourrait rester la même voire s'améliorer l'an prochain. Cet optimisme généralisé est pour le moins surprenant de la part des Suisses, plutôt réputés pour leur réserve et leur scepticisme.

L'appréciation positive des Suisses pour l'année prochaine est également confirmée par les prévisions des conjoncturistes. Ainsi, Alois Bischofberger, chef économiste du Credit Suisse, prévoit pour 2008 une croissance certes légèrement inférieure à celle des années précédentes, mais atteignant quand même près de 2% malgré le ralentissement de l'économie mondiale et les turbulences sur les marchés internationaux des crédits. Selon Alois Bischofberger, cette accalmie qui survient après plusieurs années d'expansion est tout à fait bienvenue pour la Suisse vu l'apparition de certains signes de surchauffe.

Le Credit Suisse aussi se porte bien, même s'il n'a pas été épargné par les turbulences des marchés financiers internationaux. Durant les neuf premiers mois de 2007, il a réussi à faire progresser son bénéfice net de 9% par rapport à l'année record 2006. Visiblement, la stratégie de banque intégrée globale lancée il y a deux ans porte ses fruits.

La région Suisse du Credit Suisse contribue notablement à ce succès, puisqu'elle génère environ un tiers du résultat total de l'entreprise et a enregistré une croissance à deux chiffres au cours des deux dernières années. En outre, cette région joue souvent un rôle de précurseur dans la banque, par exemple pour le développement de nouveaux produits et services qui seront proposés ensuite dans le monde entier.

Le Credit Suisse est aussi l'un des plus grands employeurs, contribuables et acheteurs du pays, avec un effectif de plus de 20 000 collaborateurs, un volume d'impôts de 1,4 milliard de francs et un montant d'achat de 2,1 milliards de francs en 2006. Nous sommes heureux de contribuer ainsi à la bonne santé de la Suisse, et nous comptons poursuivre cet engagement à l'avenir.

Ulrich Körner, Chief Executive Officer de la région Suisse du Credit Suisse

LES AMBASSADEURS



THE LEADING HOUSE OF LEADING NAMES

GENÈVE
39, RUE DU RHÔNE
TEL. + 41-22-318 62 22

ZÜRICH
BAHNHOFSTRASSE 64
TEL. + 41-44-227 17 17

St. MORITZ
PALACE GALERIE
TEL. + 41-81-833 51 77

LUGANO
VIA NASSA 11
TEL. + 41-91-923 51 56



Bulletin 5/07 L'avenir de la Suisse est entre les mains des entreprises jeunes et innovantes. Telle était la conviction de William de Vigier, industriel soleurois, lorsqu'il créa en 1987 la fondation portant son nom, qui soutient chaque année cinq jeunes entreprises prometteuses en leur remettant une somme de 100 000 francs. Parmi les lauréats 2007 figurent Mario Vögeli, Giovanna Davatz et Rico Chandra, récompensés pour leur détecteur de radiations.

| | | |
|---------------------------------|----|--|
| Suisse | 06 | Climat Table ronde sur le réchauffement de la planète |
| | 12 | Corporations Une tradition bien vivante en Suisse |
| | 16 | Fondation W. A. de Vigier Un soutien pour les jeunes entreprises novatrices |
| | 22 | Heinrich Rohrer La recherche vue par un Prix Nobel |
| | 24 | World Economic Forum de Davos Une plate-forme de discussion internationale |
| Bulletin plus | 11 | Supplément sur le Baromètre des préoccupations 2007 |
| Credit Suisse Business | 27 | En bref Actualités de l'univers du Credit Suisse |
| | 28 | Walter Kielholz Les atouts et les points faibles de la Suisse |
| | 30 | Madeleine Albright Invitée de Private Banking à Zurich |
| | 31 | John Major L'importance croissante de l'Asie |
| | 32 | Etude sur le tourisme De bonnes notes pour l'Oberland bernois |
| | 34 | Petit glossaire Trois termes du monde de la finance |
| Credit Suisse Invest | 35 | Highlights |
| | 36 | Perspectives mondiales |
| | 38 | Perspectives Suisse |
| | 40 | Aperçu prévisions |
| | 42 | Investment Focus |
| Credit Suisse Engagement | 43 | Empiris Award Deux chercheuses à l'honneur |
| | 44 | Action caritative Au cœur de la philosophie de la banque |
| | 46 | Bénévolat Vente de soupe et de fleurs par des collaborateurs |
| Credit Suisse Sponsoring | 47 | Sport En route pour la Coupe du monde de football 2010 |
| | 48 | Kunsthau Rétrospective de l'euro-pop |
| | 49 | Culture L'Orchestre de la Suisse Romande fête ses 90 ans |
| Economie | 50 | Réformes Les projets pour la législature 2007–2011 |
| | 54 | Masterplan Une stratégie ambitieuse pour la place financière suisse |
| | 56 | Biotechnologies Les avancées spectaculaires de la médecine |
| | 58 | Automobile Les marques de luxe misent sur l'environnement |
| | 61 | Notes de lecture Guide pratique d'ouvrages économiques |
| Leaders | 62 | Peter Brabeck Génie génétique, biocarburants et valeurs suisses |
| De clic en clic | 66 | @propos Dans le labyrinthe des mots de passe |
| | 66 | In Focus L'ancien footballeur Alain Sutter répond aux internautes |
| Impressum | 61 | Renseignements utiles sur le Bulletin |



Moritz Leuenberger
Ministre suisse de l'environnement



Brady Dougan
CEO du Credit Suisse

Table ronde

Le réchauffement de la Terre ne doit pas nous laisser insensibles

Le rapport de l'ONU sur le changement climatique a provoqué une prise de conscience dans le monde. Le problème du réchauffement planétaire est désormais pris très au sérieux. Mais que peut-on faire concrètement pour y remédier ? Nous avons interrogé quatre experts : **Klaus Schwab**, président du World Economic Forum, le conseiller fédéral **Moritz Leuenberger**, chef du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, **James P. Leape**, directeur général de WWF International, et **Brady Dougan**, CEO du Credit Suisse.



Klaus Schwab
Président du World Economic Forum



James P. Leape
Directeur général de WWF International

Interview : Mandana Razavi et Andreas Schiendorfer

Bulletin : Près de 850 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde. Des dizaines de milliers meurent chaque jour. Au vu de cela, quelle importance peuvent bien revêtir les problèmes climatiques ?

James P. Leape : Une grande importance ! Le changement climatique risque de provoquer de terribles intempéries et d'accroître encore le nombre de personnes victimes de la faim ou confrontées à de graves pénuries d'eau ou de nourriture. Il ne s'agit pas d'occulter un problème au profit d'un autre. Nous devons bien évidemment combattre aussi la famine. Mais si nous ne faisons rien contre le réchauffement climatique, les régions les plus pauvres de la planète seront les premières à pâtir de l'élévation du niveau de la mer, des tempêtes et des sécheresses.

Moritz Leuenberger : Le climat est en grande partie responsable des famines. Les deux problèmes sont étroitement liés. Le réchauffement climatique est à l'origine de pénuries d'eau et de la désertification de régions entières, qui conduisent elles-mêmes à des famines. Lorsque la Suisse soutient des projets respectueux du climat à l'intérieur et en dehors de ses frontières, elle contribue donc aussi à lutter contre la faim dans d'autres parties du monde.

Klaus Schwab : Le monde affronte toute une série de problèmes dramatiques, mais le réchauffement climatique représente un défi sans précédent. Si l'on n'agit pas, le nombre de personnes mourant de faim chaque jour augmentera considérablement. Par ailleurs, les changements climatiques menacent l'économie mondiale dans sa globalité puisqu'ils portent atteinte à la sécurité et au bien-être des pays les plus riches comme les plus pauvres. Selon un rapport publié l'an dernier par l'économiste britannique

Nicholas Stern sur les conséquences économiques du réchauffement climatique, le PIB mondial pourrait reculer de 5 à 20 % d'ici à 2050 si rien n'est fait pour enrayer le phénomène. En revanche, les coûts seraient moins élevés si des mesures étaient prises dès aujourd'hui. Sans oublier que de nombreuses technologies « propres » employées dans l'agriculture, la gestion de l'eau ou d'autres secteurs clés de l'économie profitent également aux plus démunis. Les problèmes du réchauffement climatique et du développement peuvent ainsi trouver des solutions communes.

Brady Dougan : La sauvegarde du climat est plus que jamais d'actualité. Les deux problèmes sont fortement imbriqués car le réchauffement climatique accroît les périodes de sécheresse et les famines. Nous sommes tous concernés. Nous devons apporter notre aide à ceux qui souffrent et, dans le même temps, éviter à tout prix que les catastrophes naturelles ne fassent encore plus de victimes dans le monde. Si nous parvenons à ralentir le réchauffement planétaire, voire à inverser la tendance, nous améliorerons les conditions de culture dans les zones les plus touchées et l'approvisionnement en nourriture dans les régions les plus pauvres. C'est pourquoi nous devons agir sur les deux fronts : la protection de l'environnement et la lutte contre la misère.

Les dirigeants des plus grands groupes internationaux se réuniront fin janvier pour le rendez-vous annuel du World Economic Forum à Davos. Quel rôle doivent jouer les multinationales dans la protection du climat ?

Klaus Schwab : Les grands groupes internationaux sont des acteurs importants du processus de lutte contre le réchauffement >

climatique. Ils ont la possibilité de développer de nouvelles technologies pour produire des énergies propres, de consommer de l'énergie propre, de réduire leurs émissions et de créer pour leurs clients et consommateurs des produits à faible teneur en carbone. C'est un marché à forte croissance pour les multinationales. Il suffit à ces dernières de prendre la tête du mouvement et de développer de nouveaux produits à faible teneur en carbone. A lui seul, le marché des énergies renouvelables devrait peser 46 milliards de dollars en 2008 contre 27 milliards de dollars en 2005. Les entreprises désireuses de s'engager dans cette voie ont le choix parmi une foule de mesures et d'inventions innovantes, pratiques et rentables destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Elles peuvent agir de façon sectorielle ou en coordination avec l'Etat. Les mesures d'économie d'énergie en offrent un bon exemple. Selon les estimations de l'Agence internationale de l'énergie, une meilleure maîtrise de l'énergie permettrait un recul allant jusqu'à 45% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde.

James P. Leape : L'économie a un rôle capital à jouer dans la lutte contre le réchauffement climatique. Le recours à des procédés responsables et durables peut être profitable à l'entreprise autant qu'à la planète. WWF collabore souvent avec les entreprises et tente d'inciter celles-ci à modifier leur comportement. Certaines d'entre elles ont considérablement réduit leurs émissions de CO₂ et ont constaté un impact positif sur leurs résultats. L'une de nos entreprises partenaires, Lafarge, est le premier fabricant mondial de ciment. Ses émissions de CO₂ sont deux fois plus élevées que celles de toute la Suisse. Mais le groupe Lafarge est exemplaire



« Dans la lutte contre le réchauffement, la mondialisation est également un atout. »
Moritz Leuenberger

au sein de son secteur. Il s'est fixé des objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le groupe a modernisé ses usines pour parvenir à une meilleure maîtrise de l'énergie. Il emploie des combustibles et des matériaux alternatifs dans la fabrication du ciment et investit beaucoup d'argent dans la recherche de solutions susceptibles d'abaisser encore ses émissions de CO₂.

Brady Dougan : Les entreprises ont la responsabilité de produire sans nuire à l'environnement, et par conséquent de limiter l'impact de leurs processus de fabrication sur le climat. La protection du climat offre en outre aux entreprises l'occasion de faire ce qu'elles font le mieux, c'est-à-dire satisfaire une demande qui ne l'a pas été jusqu'à présent. Les entreprises sont un moteur de l'innovation. Le rôle de l'économie dans le développement et l'introduction de mesures écologiques efficaces est donc essentiel. En tant que banque active dans le monde entier, le Credit Suisse a lui aussi un rôle à jouer dans la promotion d'une croissance compatible avec l'environnement. Il assume à cet égard une grande responsabilité. Notre atout est de découvrir de nouvelles approches et technologies ainsi que des entreprises engagées dans la protection de l'environnement et de leur faciliter l'accès aux marchés privés et publics internationaux. Nous participons à différents projets de développement d'énergies propres et gérons pour notre clientèle privée des investissements « verts » à hauteur de plus de 440 mil-

lions de dollars. Nous sommes pionniers dans le négoce de nouveaux produits financiers qui présentent des avantages pour l'environnement et permettent à de nombreuses personnes d'en profiter. C'est dans ce but que nous avons créé l'Environmental Business Group (EBG), qui poursuit une approche globale en coordonnant l'ensemble des activités commerciales en rapport avec l'environnement. Car nos clients attachent une importance croissante aux questions environnementales. Nous prenons très au sérieux cette responsabilité qui nous incombe en tant que groupe. Notre système de management environnemental en Suisse répond à la norme ISO 14001, et le bilan des gaz à effet de serre concernant nos activités – y compris les voyages d'affaires – était neutre en 2006. Nous avons pris l'engagement d'obtenir le même résultat au niveau international d'ici à 2009.

Moritz Leuenberger : Dans chaque entreprise, les décisions prises en matière d'investissements ont une répercussion sur la quantité de CO₂ produite. Par souci écologique, mais surtout économique, les entreprises ont tout intérêt à développer et à commercialiser des technologies respectueuses du climat. Ce marché offre d'intéressants débouchés aux entreprises suisses. Il est déjà estimé à plus de 1000 milliards d'euros par l'Union européenne.

La mondialisation est-elle plutôt une bonne ou une mauvaise chose pour la sauvegarde du climat ?

James P. Leape : La mondialisation de l'économie contribue de manière évidente au réchauffement climatique. Il suffit de penser à la hausse massive des émissions dans le transport aérien, avec ses avions capables de transporter toujours plus de passagers et de marchandises à travers le monde. Mais la question clé est de savoir si la mondialisation peut aussi contribuer à résoudre ce problème. Trouverons-nous de nouveaux partenaires commerciaux prêts à diffuser des technologies qui réduisent les émissions de CO₂ ? En outre, la croissance des marchés d'émissions est-elle en mesure d'apporter des ressources aux pays mêmes qui s'efforcent de réduire les émissions de leur économie ?

Moritz Leuenberger : Dans la lutte contre le réchauffement climatique, la mondialisation est également un atout, et même une nécessité. Car seules des mesures coordonnées à l'échelle internationale permettront de réduire efficacement les gaz à effet de serre. Et seule une politique solidaire pourra atténuer les effets du changement climatique.

Brady Dougan : La mondialisation fait paraître le monde plus petit. Plus l'économie est globale, plus nous dépendons les uns des autres. Il devient alors plus difficile pour un pays isolé de refuser l'application de solutions décidées de façon globale. De ce point de vue au moins, la mondialisation offre un moyen de relever les défis liés aux changements du climat. Pour moi, la



« Nos clients attachent une importance croissante à l'environnement. »
Brady Dougan

mondialisation de l'économie conduit à une plus grande prospérité et à un rapprochement entre les pays, ce qui soutient grandement nos efforts pour créer des conditions de vie durables. Les mesures de protection de l'environnement et du climat ne seront efficaces que si elles sont prises localement, mais dans le

cadre d'une entente internationale. Autrement dit, nous devons aider les particuliers et les institutions à trouver des solutions praticables à leurs problèmes écologiques locaux, sans perdre de vue la protection de l'environnement à l'échelle mondiale. Le mécanisme des crédits d'émission de carbone (mécanisme de développement propre) est le parfait exemple d'une telle approche globale. Il fait partie du protocole de Kyoto et encourage la collaboration entre pays industrialisés et pays en développement dans la réduction des émissions de carbone.

Klaus Schwab : Grâce aux connaissances dont nous disposons aujourd'hui, nous avons plus que jamais conscience de la grande complexité de notre planète et de la nécessité d'organiser notre croissance économique selon une approche durable. Un problème



« La Suisse peut être indépendante et axée sur des considérations pratiques. »
Klaus Schwab

comme le réchauffement climatique intéresse l'humanité tout entière. Quand une usine suisse émet du CO₂, cela ne concerne pas seulement les personnes qui vivent à proximité. Les gaz à effet de serre ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. Par conséquent, la résolution du problème passe par une coopération à l'échelle mondiale. Les accords et institutions issus notamment de la mondialisation de l'économie ont un rôle tout aussi important à jouer que les organisations internationales soucieuses d'égalité et de sécurité, tant dans la recherche de solutions pour contrer les changements climatiques que dans la mise en œuvre des mesures nécessaires.

Quelle contribution peuvent apporter les responsables politiques, qui seront nombreux à participer au rendez-vous annuel du Forum ?

Moritz Leuenberger : La tâche des responsables politiques est de fixer des conditions cadres incitant les entrepreneurs mais aussi les particuliers à opter pour des produits et des technologies propres, que ce soit au travers de taxes incitatives, de lois ou d'aides financières.

Klaus Schwab : Les hommes politiques du monde entier prennent de plus en plus conscience des limites imposées par notre planète à la croissance économique. Cela implique une nouvelle façon de faire de la politique. Aucun Etat ou petit groupe d'Etats n'est en mesure d'appliquer seul une politique de lutte contre le réchauffement climatique. Un tel processus doit au moins impliquer les quinze premières puissances économiques mondiales. Il faut un débat politique international qui prenne en compte les différents points de vue tout en cherchant un moyen de stabiliser puis de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre dans tous les pays. L'aspect positif de cette situation est qu'elle offre aux dirigeants des grandes puissances économiques une base politique unique en son genre pour discuter, négocier et s'entendre sur un sujet concernant la planète entière. Les hommes politiques actuels ont donc là une occasion historique de prouver que les humains sont capables de collaborer et d'innover dans la poursuite d'un même objectif.

James P. Leape : Les hommes politiques actuels ont en effet une chance unique d'entrer dans l'histoire comme ceux qui auront

enfin agi pour infléchir le cours de l'humanité. S'ils échouent, nous léguerons aux générations futures un monde totalement métamorphosé et dévasté. Les hommes politiques doivent amener leurs gouvernements à stopper à tout prix le réchauffement climatique en investissant dans les énergies renouvelables, les transports publics ou de nouvelles structures urbaines. Tout doit être mis en œuvre pour économiser nos ressources. Certains gouvernements doivent promulguer de nouvelles lois, d'autres doivent signer les accords internationaux existants. La seule chose que les hommes politiques ne doivent pas faire, c'est attendre un contexte politique plus favorable car celui-ci n'arrivera pas. Et il risque alors d'être trop tard pour agir.

Brady Dougan : Même si chacun de nous, particulier ou entreprise, doit contribuer au ralentissement du réchauffement climatique, une solution à l'échelle mondiale s'impose. Il faut un processus politique qui réunisse tous les acteurs et débouche sur un accord contraignant. Ce processus politique devra créer les conditions générales nécessaires sur le plan tant juridique qu'économique. Il devra également définir des incitations capables d'amener les entreprises et les particuliers à participer activement à la lutte contre le changement climatique. Avec un défi aussi complexe que celui du réchauffement planétaire, c'est sans conteste par la coopération entre les pouvoirs publics et le secteur privé que l'on obtiendra les meilleurs résultats.

Qu'est-ce qui est, selon vous, plus efficace : imposer des règles ou encourager les innovations ?

Moritz Leuenberger : Les deux approches poursuivent le même objectif et peuvent être combinées entre elles. On peut par exemple investir une partie des recettes d'une taxe incitative dans le développement de technologies propres. Le choix de privilégier l'une ou l'autre approche est politique. Personnellement, je suis pour un mélange des deux. Sans contraintes, rien n'est possible.

James P. Leape : Dans de nombreux cas, une intervention de l'Etat est indispensable pour concrétiser les objectifs. L'approche légale s'est montrée très efficace dans le domaine de la maîtrise de l'énergie, qu'il s'agisse d'appareils électriques, d'automobiles ou de constructions. Bien sûr, il faut également diverses incitations. L'un des principaux exemples pourrait être le négoce de CO₂ (à l'instar du négoce européen d'émissions de CO₂). Dans d'autres cas, les gouvernements doivent définir des conditions générales permettant aux marchés de fonctionner.



« La seule chose que les politiques ne doivent pas faire, c'est attendre. »
James P. Leape

Brady Dougan : Les deux approches sont naturellement nécessaires. D'un côté, une réglementation trop stricte peut freiner l'investissement, mais de l'autre, des accords et des standards internationaux sont nécessaires pour fixer des règles de conduite au secteur privé. L'idéal est donc un cadre légal raisonnable, valable pour tous les acteurs du marché. Toute mesure contraignante doit avant tout être efficace et praticable, et bien sûr inciter à la protection du climat. Le soutien aux innovations est également important. Il conduit notamment les principaux acteurs à adopter des normes plus strictes que celles définies >

par les législations nationales ou les accords internationaux. Les entreprises préfèrent des dispositions légales les moins contraignantes possibles, leur permettant de décider elles-mêmes de la façon dont elles peuvent contribuer au mieux à la sauvegarde du climat.

Klaus Schwab : Il est essentiel que les mesures décidées soient applicables, mesurables et justes et conduisent bien sûr à une réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les objectifs et les stratégies doivent être définis sur le long terme – par exemple, une obligation de réduction d'ici à 2050 –, afin de permettre aux entreprises ou à quiconque devant investir dans des biens onéreux et durables comme une usine ou une centrale de planifier en toute sécurité. L'expérience du protocole de Kyoto a montré qu'une stratégie internationale développée à partir de stratégies nationales était plus efficace pour lutter contre le réchauffement climatique. Une stratégie décidée sur le plan international ne parviendra pas à prendre en compte les multiples approches retenues par chacun des pays. Il y aura donc toute une série de lois, de prescriptions et de développements techniques visant à réduire les émissions, ce qui nécessitera des processus politiques engageant plusieurs régions voire le monde entier, des mécanismes favorisant les investissements dans des énergies propres au sein des pays pauvres ainsi que différents moyens de négocier les droits d'émission.

Une dernière question : la Suisse ne serait responsable que de 0,2% des émissions de CO₂ sur cette Terre et son rôle dans la sauvegarde du climat serait donc limité. N'est-ce pas là un raisonnement un peu simpliste ?

Brady Dougan : La Suisse figure en queue du classement international concernant les émissions de CO₂. Mais elle abrite de nombreuses multinationales réputées. Celles-ci ont des succursales un peu partout dans le monde et commercialisent leurs produits dans presque tous les pays. Par ailleurs, la Suisse est considérée comme un pays leader en matière de protection de l'environnement et s'est toujours investie en faveur de normes internationales plus strictes dans ce domaine. Par conséquent, le rôle, voire la responsabilité du pays sont bien plus importants que ne le suggèrent ses émissions de CO₂. La Suisse pourrait-elle contribuer davantage à la protection de l'environnement ? Compte tenu du nombre élevé de scientifiques, d'ingénieurs et de spécialistes bancaires de talent ainsi que du savoir-faire et des ressources dont le pays dispose, la réponse est clairement oui. En tant que siège de différentes agences et organisations internationales, elle a en outre la possibilité unique d'encourager le débat sur le changement climatique et la prise de mesures.



« Les entreprises investissant à long terme doivent pouvoir planifier en toute sécurité. »
Klaus Schwab

Klaus Schwab : Je suis entièrement de cet avis. La Suisse, qui abrite les Nations unies et d'autres organisations internationales, occupe une position unique : elle peut orienter le débat sur le climat vers une approche internationale et humaine. Car la position de la Suisse est traditionnellement neutre. Plutôt que de se conformer à certains a priori géopolitiques ou technologiques, les réflexions

politiques en Suisse peuvent être menées de façon indépendante et axées davantage sur des considérations pratiques. Elles sont susceptibles d'ouvrir de nouvelles pistes dans d'autres pays. La Suisse possède également une communauté scientifique, avec le CERN par exemple, lui permettant de se positionner comme un centre de recherche sur les nouvelles énergies propres. Grâce à ses relations économiques – la Suisse est le siège du Conseil mondial des affaires sur le développement durable et du World Economic Forum –, elle dispose d'une plate-forme unique, capable de réunir l'économie et la politique autour de discussions sur les stratégies envisageables pour lutter contre le réchauffement climatique. Selon une étude récente de l'OCDE sur l'avenir du ski, une



« Pour protéger l'environnement, il faut imposer des contraintes. »
Moritz Leuenberger

élévation de température de 1°C, telle qu'elle est attendue d'ici à 2025, pourrait ramener de 666 à 500 le nombre de domaines skiables bénéficiant d'un bon enneigement. Une élévation de 2°C ferait même tomber ce nombre à 400. Or les Alpes accueillent chaque hiver 80 millions de visiteurs. Le tourisme suisse sera l'un des secteurs qui devront s'adapter. Les réflexions politiques menées en Suisse seront donc très importantes dans le cadre du débat sur l'adaptation aux changements. Les trois prochaines années seront capitales pour la définition d'une politique mettant en œuvre les décisions prises au sommet de Kyoto. A cet égard, la Suisse a la possibilité d'influer sur l'orientation des débats internationaux en matière de politique climatique.

Moritz Leuenberger : 0,2%, cela paraît peu mais c'est beaucoup. Le taux d'émission par habitant en Suisse est 1,5 fois supérieur à la moyenne internationale. Si nous ne voulons plus contribuer au réchauffement climatique à l'avenir, nous devons abaisser nos émissions de CO₂ de 7,2 tonnes à un maximum de 1,5 tonne par an et par habitant. La Suisse présente toutes les conditions requises, tant économiques que techniques, pour se comporter de façon respectueuse par rapport au climat.

James P. Leape : Chacun de nous peut modifier ses habitudes de sorte à obtenir des changements significatifs. La Suisse a un taux d'émissions de CO₂ parmi les plus faibles d'Europe, ce qui mérite certainement le respect. Mais elle est aussi l'un des pays les plus riches du monde, ce qui lui impose une responsabilité accrue. Nous devons tous nous investir davantage si nous voulons éviter que le réchauffement climatique n'atteigne un seuil fatidique. Les efforts de Genève pour réduire sa consommation d'énergie vont dans le bon sens. Mais la Suisse tout entière doit poursuivre l'objectif d'un bilan neutre des gaz à effet de serre. Les pays industrialisés doivent trouver de nouvelles sources d'énergie renouvelables et propres pour couvrir leurs besoins futurs. Ils doivent construire des centrales, des maisons et des automobiles capables de mettre fin à notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles, et ils doivent réduire leurs émissions. En Suisse, les premiers effets du réchauffement climatique se font déjà sentir. Les glaciers alpins perdent chaque année 1% de leur volume. A ce rythme, ils auront complètement disparus d'ici à la fin du XXI^e siècle. La neige et la glace, si emblématiques de notre pays, se font de plus en plus rares. La Suisse doit agir avant qu'il ne soit trop tard. <

Bulletin plus Supplément

Baromètre des préoccupations

Depuis plus de trente ans, le Bulletin du Credit Suisse analyse les problèmes de la Suisse au moyen d'une enquête représentative, le « Baromètre des préoccupations ». L'enquête « Identité suisse » vient compléter le tableau. Notre Bulletin plus peut, par exemple, être utilisé par les enseignants dans le cadre de leurs cours ou par les associations économiques et les partis politiques comme outil de planification.

Vous trouverez une version PDF de ce supplément (en français, en allemand et en italien) sur www.credit-suisse.com/bulletin.



CREDIT SUISSE

dommage
lesse → 45%
de santé → 38%

Magazine du Credit Suisse | Décembre 2007

**Baromètre des
préoccupations 2007**

Page 04 **Baromètre des préoccupations** Le chômage, premier souci malgré l'optimisme économique | Page 10 **Interview** André Bugnon, président du Conseil national: « C'est la diversité qui nous unit » | Page 12 **Identité suisse** La fierté nationale s'accroît | Page 18 **Interview** Gerold Bührer, président d'economiesuisse: « La Suisse a beaucoup d'atouts »

bulletin plus

La tradition, fondement de l'identité suisse

Les corporations ont perdu tout pouvoir politique. Elles ont néanmoins survécu jusqu'à nos jours et restent, émotionnellement, un puissant facteur d'identification. Les non-initiés en perçoivent surtout l'esprit dans les fêtes populaires et les salles à boire.

Texte : Barbara Simmen-Fritschy

Les corporations (« Zünfte » en allemand) sont connues bien au-delà de la région zurichoise. Elles doivent cette notoriété au « Sechseläuten », une fête célébrée à Zurich au mois d'avril. Dans le public, les enfants sont émerveillés par les hommes à cheval en habits d'époque ou par le bonhomme de neige (Böögg) qui chasse l'hiver avec fracas dans une épaisse fumée, ou encore par le cortège des enfants, où garçons et filles défilent fièrement dans de superbes costumes historiques. Les aînés aussi apprécient cette fête, notamment pour les saucisses qu'on continue à griller pendant plusieurs heures après l'explosion du Böögg.

Grâce au « Sechseläuten », les corporations sont plus présentes à Zurich que partout ailleurs dans le pays. Pourtant, rares sont les Suisses qui connaissent leur histoire.

L'importance du lien émotionnel

Contrairement à de nombreuses autres associations traditionnelles, les corporations n'ont généralement pas de problèmes de relève. En témoignent les groupes de jeunes créés par certaines corporations pour permettre des rencontres entre ceux qui n'ont pas encore atteint l'âge requis pour l'admission. Il faut avoir participé un jour à une expédition de la Folle Vie (« Saubannerzug ») ou à l'embrasement nocturne de leur propre bonhomme de neige avec des jeunes cavalant tout autour sur des chaises pour savoir combien ces groupes sont vivants. Mais qu'est-ce qui peut bien pousser un jeune à entrer dans une société dans laquelle l'ancienne bourgeoisie perpétue l'attachement à la ville natale et à la patrie proche et lointaine, le bon sens conservateur ainsi que l'esprit des fêtes et des coutumes zurichoises de jadis ?

Pour Alfred R. Sulzer, maître de la corporation zurichoise de la Mésange (« Zunft zur Meisen »), le lien émotionnel avec la ville de Zurich joue un rôle majeur. Car aujourd'hui, seuls quelques rares rituels symboliques rattachent encore l'individu à l'Etat. Et la corporation est l'un des derniers lieux comportant cette dimension émotionnelle. Il a lui-même éprouvé un fort sentiment d'appartenance lors de son admission, une identification avec la ville de Zurich, avec son histoire, mais surtout avec son avenir. Pour le profane, les corporations peuvent apparaître comme le vestige d'un passé révolu. Mais grâce à leur fonction sociale et identificatrice, elles sont parfaitement actuelles et tournées vers l'avenir. A travers les siècles, les corporations, bastions masculins par excellence, se sont toujours adaptées aux évolutions, trouvant chaque fois un nouveau sens. Selon Alfred R. Sulzer, l'époque où leurs membres refusaient catégoriquement la reconnaissance d'une corporation féminine, en l'occurrence la « Gesellschaft zu Fraumünster », est désormais révolue. A ce propos, il renvoie à l'exposition « Frauen, Zunft und Männerwelt » (femmes, corporation et monde masculin) organisée par la corporation de la Mésange et en particulier à son affiche « Frauenzunft und Männerwelt » qui, en regroupant les deux premiers mots du titre, fait preuve d'une belle autodérision.

L'origine des corporations

Dans les villes d'Europe occidentale et centrale, on voit apparaître dès le XII^e siècle des groupes d'artisans réunis par métiers pour défendre les intérêts de leur profession. Ils sont baptisés « corporation », « guild », « confrérie » ou « métier ». Le terme de « Zunft » >



Le Credit Suisse et la corporation de la Mésange

Fondé en 1856 à Zurich, le Credit Suisse présente, au fil de son histoire, des liens étroits avec la corporation de la Mésange : Wilhelm Kaspar Escher, ancien président du Conseil d'administration de la banque, a présidé cette corporation et a parrainé plusieurs membres de la Direction générale. Les listes d'adhérents en témoignent encore aujourd'hui.

Walter B. Kielholz, actuel président du Conseil d'administration du Credit Suisse, est aussi membre de la Mésange ; il doit toutefois cet honneur à son épouse, née dans une famille traditionnellement liée à la corporation.

(première attestation à Bâle en 1226) était généralement utilisé dans l'espace germanophone.

Les corporations remplissaient une multitude de tâches, qui pouvaient varier d'une ville à l'autre. Toutes luttèrent cependant pour assurer l'essor de leur métier. Elles fixaient ainsi les salaires, les prix et les volumes de production tout en s'occupant de la relève professionnelle. Parallèlement, elles favorisaient les contacts sociaux et accomplissaient différentes tâches pour la communauté urbaine. Elles participaient en outre au gouvernement dans les villes à régime corporatiste, c'est-à-dire celles où elles avaient acquis un pouvoir politique. A Zurich par exemple, hormis les membres de la Constaffel, seules les personnes appartenant à des corporations pouvaient accéder au Conseil. Une participation politique que les corporations ont disputée au patriciat entre le XIII^e et le XV^e siècle. A Zurich, les artisans s'allièrent au chevalier Rudolf Brun qui put ainsi renverser le Conseil en 1336 et promulguer une nouvelle Constitution corporatiste. A partir de cette date, les corporations ont marqué toute la vie des Zurichois, du berceau à la tombe.

Le tournant de 1798

Les corporations ont joué un rôle important au cours des siècles suivants, même si la Réforme, les difficultés économiques et le transfert de certaines branches de production hors des villes au début de l'ère industrielle les ont quelque peu affaiblies. Si d'aucuns virent dans les contrôles corporatistes un frein au développement moderne, il n'y eut pas pour autant de remise en question fondamentale de leur existence.

Les choses n'ont changé qu'à l'avènement de la République helvétique en 1798. Les corporations zurichoises se sont alors dissoutes officiellement pour se reconstituer aussitôt. Celles ayant un statut de droit public se sont transformées en sociétés privées afin de sauver ce qui restait de leur fortune et qui n'avait pas encore été englouti par les contributions versées à l'occupant français. L'influence politique des corporations a définitivement pris fin en

1866, lorsque le droit de vote a été transféré aux communes. Par la suite, elles ne font plus qu'organiser des divertissements de société et célébrer ensemble le « Sechseläuten ». Non seulement les corporations zurichoises ont survécu, mais leur nombre a même doublé en raison des nouvelles fondations et des rattachements de communes à la ville de Zurich. Depuis le début du XX^e siècle, elles se réclament de plus en plus des anciennes traditions et des références historiques apparaissent jusque dans leur vocabulaire : les « Statuten » ont été remplacés par l'ancienne appellation « Satzungen », alors que l'assemblée générale est devenue le « Zunftbotten » et le président le « Zunftmeister ». Par ailleurs, de vieux usages ont été tirés de l'oubli et de nouveaux créés. Ainsi, nombreuses sont les traditions présumées anciennes qui remontent à 150 ans tout au plus. Avec ce retour à l'histoire, les corporations se sont également fixé un nouvel objectif : cultiver la tradition corporatiste à Zurich.

Les corporations zurichoises portent souvent des noms étranges, sans aucun rapport avec les métiers auxquels elles étaient initialement associées. On citera la corporation du Safran, ainsi que celle de la Mésange. Ces noms proviennent des salles à boire (« Trinkstuben »), jadis au centre de la vie sociale. Selon l'historien Markus Brühlmeier, les corporations commencent dès le XVI^e siècle à abandonner le nom de leur métier pour prendre celui de leur « Trinkstube » : la corporation des gens du vin devient ainsi la corporation de la Mésange, celle des épiciers, la corporation du Safran.

La corporation de la Mésange fête ses 250 ans

Les maisons de corporation sont bien plus que de simples salles à boire. Fêtant cette année son 250^e anniversaire, celle de la Mésange en est un très bel exemple. Ce magnifique bâtiment de style rococo construit au bord de la Limmat est la dernière maison de corporation érigée à Zurich avant les événements de 1798.

Comme la plupart de ses homologues, la corporation de la Mésange a essayé de se défaire de sa maison au lendemain de 1798. D'une part, il fallait éviter qu'elle soit cédée aux Français à titre de contribution, d'autre part, les perspectives d'avenir qui auraient justifié son coûteux entretien s'étaient évanouies.

Plutôt que de vendre sa maison, la corporation de la Mésange l'a offerte au gouvernement helvétique dans l'espoir que celui-ci transfère son siège d'Aarau à Zurich, mais le projet a échoué. Heureusement pour elle, car les autres corporations ont très vite regretté d'avoir vendu leur maison ; certaines l'ont rachetée et les autres ont dû se mettre en quête d'un nouveau toit.

La corporation de la Mésange, elle, se réunit toujours dans sa superbe maison, dont la salle, très spacieuse, lui permet d'accueillir plus de membres que les autres corporations zurichoises. Le fait que beaucoup de ses membres assument de lourdes responsabilités professionnelles et sociales a amené la corporation à limiter son programme annuel, comme l'explique Alfred R. Sulzer. La maison de corporation reste néanmoins un lieu vivant, puisqu'elle abrite la collection de porcelaine du Musée national suisse et que de nombreux banquets y sont organisés. Ses locaux peuvent en effet être loués par des particuliers ou des entreprises pour des fêtes, des concerts ou des congrès. La maison « zur Meisen » perpétue ainsi la tradition d'hospitalité et de culture des corporations. <



En haut : salle de la Mésange (www.zunftthaus-zur-meisen.ch). En bas à gauche : compagnons allant rendre visite à une autre corporation.
 En bas à droite : chevauchée dans la maison de la Mésange, huile de Heinrich Freudweiler, vers 1780. A califourchon sur des chaises, les membres des corporations simulaient une course de chevaux, un verre de vin dans la main droite, duquel pas une goutte ne devait s'échapper. Une coutume encore en usage aujourd'hui. Photo de la page 13 : la maison de la Mésange à Zurich. Construite entre 1752 et 1757, elle a été financée par deux veuves de tailleurs de pierres.

Prime à l'innovation

« La Suisse a besoin d'entrepreneurs. Ce sont eux qui forgent son avenir. » Telle était la conviction de William A. de Vigier (1912–2003), initiateur de la fondation du même nom qui décerne tous les ans jusqu'à cinq prix d'encouragement (100 000 francs chacun) à de jeunes entrepreneurs suisses.

Texte : Sabine Windlin

En créant sa fondation en 1987, le Soleurois William de Vigier a voulu apporter aux jeunes entrepreneurs novateurs ce qui lui avait cruellement manqué lorsqu'il avait monté sa propre société, Acrow Engineers Ltd : un capital de départ.

La modeste affaire d'échafaudages métalliques flexibles fondée par de Vigier à Londres, qui faisait initialement vivre trois employés, est vite devenue une société de renom cotée à la Bourse de Londres, avant de se lancer à la conquête d'autres marchés. Si bien qu'à l'apogée de sa carrière, William de Vigier dirigeait un groupe métallurgique d'envergure mondiale, fort de plus de 12 000 collaborateurs. Il siégeait en outre dans près de quarante conseils d'administration et accumulait les honneurs, tel le rang de Commandeur de l'Empire britannique, auquel il avait été élevé en 1978. Jusqu'à sa mort en 2003, il est resté malgré tout profondément attaché à sa ville natale, Soleure.

La Fondation W.A. de Vigier est elle aussi marquée du sceau du succès. Les dix membres de son conseil sont garants d'une évaluation juste et compétente des projets qui lui sont soumis. A ce jour, elle a récompensé plus de cinquante jeunes entrepreneurs, hommes et femmes, parmi lesquels trente-six continuent à s'affirmer sur le marché. Pour Moritz Suter, président du conseil de fondation, « c'est un superbe résultat si l'on considère le nombre de jeunes entreprises qui capitulent peu après leur arrivée sur le marché ». Cinq des lauréats ont plus tard reçu le prix de l'innovation du « Wall Street Journal », et trois ont pu céder leur entreprise à prix d'or à de grands groupes. Cela prouve, si besoin était, que les individus primés ne sont pas de doux rêveurs déconnectés de la réalité, mais des moteurs potentiels pour l'économie, clairvoyants, persévérants et animés par le sens des affaires. Découvrons à présent les cinq lauréats 2007.

www.devigier.ch



Yan Berchten (33 ans) et Pierre-Yves Guernier (27 ans)

Un coussin de protection contre les avalanches

Féru de sport de plein air en général et de ski en particulier, Pierre-Yves Guernier et Yan Berchten ont longtemps cherché, pour leurs sorties en montagne, un équipement anti-avalanche qui opère avant l'ensevelissement sous la neige. Avec l'airbag Snowpulse, un coussin de protection qui, sur traction d'une poignée, se gonfle automatiquement grâce à une cartouche d'air comprimé, les deux inventeurs ont trouvé une solution aussi pratique que convaincante puisqu'elle permet aux victimes d'avalanche de flotter à la surface de la masse neigeuse. En plus de sauver des vies, ce coussin permet d'éviter les blessures car il forme un cocon qui protège les parties du corps les plus exposées, comme la cage thoracique, la tête, la nuque et le dos.

Et si, malgré l'airbag, une personne se trouve piégée par la neige, les valves de l'airbag s'ouvrent automatiquement après 90 secondes et laissent échapper l'air du coussin, ce qui crée

autour du corps une cavité offrant un volume d'air suffisant pour respirer.

En soi, l'airbag Snowpulse n'est pas une nouveauté mondiale, mais les deux entrepreneurs ont considérablement optimisé le système existant. Leur coussin gonflable offre en effet plusieurs fonctions supplémentaires. Il est aussi beaucoup plus léger et plus simple à utiliser que les produits concurrents. L'ingénieur industriel (Berchten) et le spécialiste en robotique (Guernier) sont confiants quant aux débouchés de leur produit et comptent à terme vendre 80 000 à 100 000 airbags par an. A titre de référence dans ce domaine, on peut prendre le détecteur de victimes d'avalanche (DVA), qui se situe dans ces ordres de grandeur. Au moins 75% des personnes équipées du DVA sont également des utilisateurs potentiels de l'airbag.

Snowpulse SA, 1936 Verbier ; www.snowpulse.com

>



Mario Vögeli (31 ans), Rico Chandra (30 ans) et Giovanna Davatz (30 ans)

Un détecteur de radiations pour traquer les terroristes

Face à la menace terroriste grandissante que font planer sur le monde des groupes de criminels capables de se procurer des substances dangereuses et usant de techniques toujours plus sophistiquées, l'invention de cet ingénieux trio arrive à point nommé. La nouvelle technologie intégrée aux « Arktis Radiation Detectors » permet en effet de détecter les rayonnements radioactifs avec précision et de manière différenciée, ce qui se révélera très utile pour déjouer les attentats à l'arme nucléaire. On peut comparer cet outil high-tech à une énorme station de lavage pour véhicules automobiles qui scrute le chargement des camions ou des conteneurs de fret lors des contrôles douaniers. Ce détecteur décèle (et c'est là ce qui le distingue de ses prédécesseurs) les rayons gamma comme les neutrons et ne réagit pas à la radioactivité naturelle dégagée par des matériaux légaux comme le granit ou la porcelaine. Les « Arktis Radiation Detectors » mesurent donc un

large spectre de rayons et permettent de déterminer avec plus de précision le contenu – éventuellement dangereux – du fret. Les physiciens Rico Chandra et Giovanna Davatz, chercheurs à l'EPF de Zurich, et leur associé Mario Vögeli ont conscience que cette technologie est prévue pour de grandes dimensions. Mais elle pourrait à terme équiper des appareils plus compacts pouvant être utilisés dans les aéroports, notamment pour rechercher des explosifs nucléaires ou des armes chimiques et biologiques dans les bagages. Selon les spécialistes, cette technologie est promise à un bel avenir. Toutefois, pour transformer le prototype, que les inventeurs sont en train de développer avec le soutien financier de la CTI, en un produit commercialisable susceptible d'intéresser les gouvernements et les états-majors militaires, il faudra du temps, de la ténacité et de l'argent.

EPF de Zurich ; www.arktis-detectors.com



Michael Dobler (45 ans)

Un coussin salvateur en cas de montée des eaux

L'eau est à l'origine de la vie. Mais elle possède également une implacable force destructrice, dont elle a fait à maintes reprises la démonstration. A cet égard, le bilan des récents épisodes de crues est édifiant : depuis 1998, ils ont causé la mort de quelque 700 personnes, fait un demi-million de sans-logis et coûté au moins 25 milliards d'euros aux assureurs. Grâce au coussin de protection FloodStop mis au point par Michael Dobler, l'ampleur des sinistres pourra à l'avenir être considérablement limitée. A l'atteinte de la cote d'alerte, il suffit de gonfler les coussins, qui existent en format standard ou en dimensions spéciales, et de les disposer aux ouvertures des bâtiments menacés par les eaux. Ces coussins, à côté desquels les sacs de sable font figure d'antiquité, doivent leur stabilité et leur action d'étanchéité à leur structure interne spéciale et à leur pression de gonflage.

Michael Dobler doit l'idée de départ de FloodStop au directeur technique de son équipe, capitaine au long cours. Sur le bateau de ce dernier, lors d'une tempête, un canot de sauvetage gonflé d'air s'était encastré si fermement dans une écoutille que, malgré le déferlement des vagues sur le pont, plus aucune entrée d'eau n'avait été constatée. La pression de l'eau, combinée à l'action de l'air comprimé du canot, avait donc créé un espace parfaitement étanche. Le coussin de protection de Dobler barre la route aux eaux de crue selon le même principe. Cette invention suscite un grand intérêt chez les assureurs et les autorités chargées de la sécurité des bâtiments. Et elle a certainement de l'avenir, car dans de nombreuses zones menacées, le bétonnage croissant empêche l'infiltration de l'eau dans le sol et augmente ainsi les risques d'inondations.

Howasu AG, 8868 Oberurnen ; www.howasu.com

>



Mathias D. Müller (30 ans)

Des prévisions météo haute fidélité

Quoi de plus agaçant que le mauvais temps, sinon des prévisions météo erronées, surtout lorsqu'elles promettent du soleil alors que c'est la pluie qui s'installe pour la journée? Mathias Müller, météorologue à l'Institut de météorologie, climatologie et télé-détection de l'Université de Bâle, a trouvé la parade en fournissant sur le site Internet meteoblue.ch des données météo haute résolution calculées sur son super-ordinateur, en collaboration avec la National Oceanic and Atmospheric Administration américaine. Ses bulletins vont bien au-delà du vague «nuageux au Nord, quelques averses au Sud» et intègrent des réflexions économiques et écologiques. Il faut dire que les prévisions météo jouent un rôle toujours plus grand en matière de planification économique. Dérèglement climatique oblige, il est en effet crucial de pouvoir anticiper les ouragans ou les crues afin de prendre des mesures de précaution adaptées. Au quotidien aussi, savoir le temps qu'il va

faire peut se révéler très utile. Un entrepreneur du bâtiment qui sait exactement où et quand il va pleuvoir le lendemain pourra ainsi planifier en conséquence l'affectation de ses couvreurs sur les chantiers. Un agriculteur peut gagner du temps et s'épargner pas mal d'efforts s'il sait que les orages annoncés ne toucheront pas ses terres et qu'il peut dès lors laisser sécher son foin un jour de plus. Chez les pilotes ou les parapentistes, enfin, l'anticipation précise des courants thermiques peut parfois sauver des vies. meteoblue innove en offrant une visualisation en temps réel, au graphisme très soigné, et une disponibilité générale des informations sur Internet. Grâce à des calculateurs extrêmement performants, son avance technologique sur la concurrence est considérable. Il est prévu que le site délivre bientôt des prévisions pour le monde entier.

meteoblue AG, 4055 Bâle ; www.meteoblue.ch



Christian Schaub (37 ans) et Corinne John (31 ans)

Les médicaments de demain

Comprendre les protéines et leur formation dans le corps humain afin de synthétiser des complexes protéiques : ce qui peut sembler totalement abstrait aux non-initiés est le quotidien de Corinne John, biotechnologue, et de Christian Schaub, ingénieur et technology manager, dans leur start-up Redbiotec.

Grâce à la technologie MultiBac, une découverte révolutionnaire de chercheurs de l'EPF de Zurich, dont Redbiotec a obtenu l'exclusivité, Corinne John et Christian Schaub peuvent produire en laboratoire des protéines individuelles et des complexes protéiques en grandes quantités. Ces complexes ont non seulement les mêmes effets que les protéines dans les cellules humaines, mais ils sont aussi capables d'assumer des fonctions tout à fait nouvelles. Redbiotec dispose ainsi d'une technologie de base qui permettra, ces prochaines années, de développer et de produire de nouveaux médicaments contre des maladies graves telles que le cancer ou

Alzheimer. Contrairement aux produits à large spectre utilisés aujourd'hui, cette nouvelle génération de médicaments protéiques pourra traiter, voire guérir les affections humaines avec une extrême précision.

Bien sûr, nous n'en sommes pas encore là. Mais pour accélérer le processus, la société innovante s'est dotée d'un modèle d'affaires ingénieux. Redbiotec produit en effet des complexes protéiques sur mesure et des technologies de pointe destinées à la production de protéines pour des clients directs dans l'industrie pharmaceutique ou la biotechnologie ainsi que pour la recherche universitaire. Dans l'intervalle, aucun risque de voir le procédé de Redbiotec copié par des concurrents : aussi bien MultiBac que ses perfectionnements ultérieurs sont dûment brevetés.

Redbiotec AG, 8952 Schlieren ; www.redbiotec.ch

<

« La société définit les orientations de la recherche »

La formation est la principale matière première de la Suisse. On peut donc se réjouir que ce pays compte autant de Prix Nobel. En 1986, par exemple, cette distinction revint à Heinrich Rohrer, qui développa avec Gerd Binnig le microscope à effet tunnel et ouvrit ainsi la voie à l'utilisation industrielle des nanotechnologies. Dans cet entretien, Heinrich Rohrer nous parle de sa motivation, du statut de la recherche en Suisse et de sa vie comme Prix Nobel.

Interview : Daniel Huber

Bulletin : L'attribution du prix Nobel a-t-elle changé votre vie ?

Heinrich Rohrer : En partie, oui. On porte tout à coup le titre prestigieux de Prix Nobel. On est invité à des manifestations, on peut faire des choses qu'on n'aurait pas imaginées auparavant. Mais pour ce qui est du travail, rien n'a changé. Même les Prix Nobel doivent travailler ! Cela dit, il faut tout de même faire attention lorsqu'on prend position sur tel ou tel sujet, car l'avis d'un Prix Nobel compte. C'est un peu plus pesant. Néanmoins, il ne faut pas surestimer cette distinction. Même si les résultats obtenus par un Prix Nobel représentent quelque chose d'exceptionnel, cela ne veut pas dire que cette personne est quelqu'un d'exceptionnel. Les Prix Nobel peuvent eux aussi se tromper.

Des entreprises vous ont-elles fait des propositions d'embauche ?

Non, mais je n'ai pas recherché non plus ce genre de propositions. Cela ne m'aurait d'ailleurs rien apporté.

Au cours de votre travail, avez-vous connu le moment de bonheur suprême où vous vous êtes rendu compte que vous réalisiez une avancée décisive ?

En fait, non. Car dès le début, nous étions convaincus de pouvoir atteindre l'objectif que nous nous étions fixé. Si cela n'avait pas été le cas, nous n'aurions même pas commencé. Bien entendu, quand la première expérience a réussi, nous étions ravis.

La recherche est un travail qui progresse à petits pas mais qui peut aussi régresser. Quelle a été votre principale source de motivation ?

L'essentiel est d'avoir la conviction que l'on arrivera à réaliser quelque chose de particulier. Dans un projet de recherche, la ques-

tion fondamentale doit toujours être : qu'est-ce qui changera si j'obtiens ce résultat ? Savoir si cela est possible et de quelle façon est une question qui ne se pose que plus tard.

Quand avez-vous découvert votre passion et vos dons pour la physique ?

Au lycée, j'étais plutôt bon en sciences naturelles mais aussi en latin et je voulais d'abord étudier les langues anciennes après la maturité. Finalement, j'ai choisi de m'inscrire en mathématiques à l'Ecole polytechnique fédérale. Je me suis ensuite rapidement aperçu que l'abstraction mathématique ne me convenait pas vraiment, d'où ma décision de me tourner vers la physique expérimentale. Et comme j'ai toujours été habile de mes mains...

Qu'est-ce qui vous a fait renoncer aux langues anciennes ?

L'amour des langues anciennes faisait partie de mon adolescence. Il faut se rappeler que ces langues étaient, il y a cinquante ans, un idéal de formation humaniste, assez valorisé à l'époque. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Dans le cadre de vos recherches nanotechnologiques, vous évoluez au sein d'un univers hautement complexe. Vos amis et votre famille arrivent-ils encore à comprendre ce que vous faites ?

A vrai dire, notre microscope à effet tunnel ne relevait pas d'un domaine de recherche inaccessible au commun des mortels. Pour mériter un prix Nobel, il ne faut pas forcément se consacrer à un travail complètement éloigné des réalités concrètes. Notre découverte aurait d'ailleurs pu être faite, du point de vue technique, par d'autres chercheurs s'ils avaient été convaincus de pouvoir y parvenir. Certains y ont même pensé. Sur le plan conceptuel, ce n'était

pas d'une complexité infinie. Il suffisait d'avoir le courage de se lancer.

Autrement dit, le moment était propice pour cette découverte et vous vous trouviez au bon endroit au bon moment ?

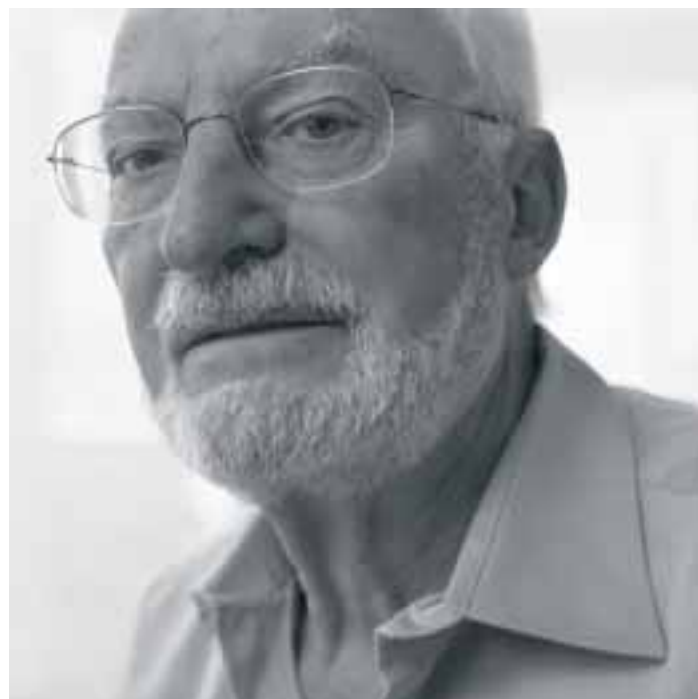
C'est en partie vrai. On nous a souvent dit que nous avons eu de la chance. Peut-être. Mais beaucoup de gens ont de la chance et seuls quelques-uns s'en aperçoivent et en tirent parti. Pour la théorie de la relativité, c'était un peu la même chose. Einstein a certes résolu le problème avec beaucoup d'élégance, mais les résultats qu'il a obtenus auraient de toute façon été trouvés. L'heure était venue, tout simplement. Ce qui n'enlève absolument rien à son mérite.

Dans quelle mesure peut-on imposer des progrès en matière de recherche ?

Prenons l'exemple du projet Manhattan, lancé pendant la Seconde Guerre mondiale pour développer la bombe atomique. L'idée était qu'on en avait absolument besoin, car il s'agissait d'une question de survie. Ceux qui ont travaillé sur ce projet étaient tous convaincus de cette nécessité et c'est pourquoi ils ont atteint leur but. Pour de tels projets, deux conditions sont nécessaires : d'une part, des gens compétents et décidés à y participer et, d'autre part, un consensus au niveau politique et de la société pour se lancer dans cette entreprise. Si ces deux conditions sont remplies, on peut imposer une avancée scientifique. Mais la plupart du temps, il est difficile de savoir qui travaille sur quoi dans le monde de la recherche. A cela s'ajoute le fait que les applications pratiques ne sont pas seulement fixées par les chercheurs, mais aussi et surtout par la société. Car il faut bien que ce qui est produit puisse se vendre. C'est la société qui détermine la demande et donc l'utilisation des résultats de la recherche. Si elle devait en outre définir à sa guise les orientations de la recherche, celle-ci ne pourrait plus réaliser les avancées qui nous seront indispensables dans un avenir plus lointain. Toutes les réalisations actuelles sont issues de travaux menés au cours des dernières années ou des dernières décennies. Je pense que nous devrions avoir davantage de chercheurs travaillant dans leur tour d'ivoire. Ce qui n'exclut nullement un dialogue fructueux avec la société.

En tant que scientifique, est-ce que vous pensez bénéficier d'un bon soutien de la part du monde politique en Suisse ?

Dans l'ensemble, oui. Mais on devrait encourager la recherche sans vouloir à tout prix nous dire ce que nous devons faire. Ainsi, l'exigence d'une internationalisation accrue est franchement naïve. Les sciences naturelles et les sciences de l'ingénieur ont été les premières à acquérir une dimension véritablement globale sur la base de critères d'évaluation mondiaux. C'est l'une des grandes différences entre la science et la politique : la science entretient cette internationalisation de manière exemplaire, la politique s'efforce à trouver des compromis. Les bons scientifiques sont partout les bienvenus et savent parfaitement profiter de cet atout. Les moins bons doivent d'abord se perfectionner chez eux, car ce n'est pas en allant à l'étranger qu'ils seront forcément meilleurs. <



Heinrich Rohrer est né en 1933 à Buchs, dans le canton de Saint-Gall. En 1960, il obtient un doctorat de physique à l'Ecole polytechnique fédérale. De 1963 à 2000, il travaille au centre de recherche d'IBM à Rüschlikon et y développe avec Gerd Binnig le microscope à effet tunnel, pour lequel les deux physiciens reçoivent le prix Nobel en 1986. Heinrich Rohrer a deux filles adultes et vit avec sa femme Rose-Marie à Wollerau (canton de Schwyz), près du lac de Zurich.

Les Prix Nobel suisses (liste restreinte)

| | |
|------|-------------------------------------|
| 2002 | Kurt Wüthrich, chimie |
| 1996 | Rolf M. Zinkernagel, médecine |
| 1992 | Edmond H. Fischer, médecine |
| 1991 | Richard R. Ernst, chimie |
| 1987 | Karl Alexander Müller, physique |
| 1986 | Heinrich Rohrer, physique |
| 1978 | Werner Arber, médecine |
| 1975 | Vladimir Prelog, chimie |
| 1957 | Daniel Bovet, médecine |
| 1952 | Felix Bloch, physique |
| 1951 | Max Theiler, médecine |
| 1950 | Tadeus Reichstein, médecine |
| 1949 | Walter Rudolf Hess, médecine |
| 1948 | Paul H. Müller, médecine |
| 1901 | Henri Dunant, prix Nobel de la paix |

Organisations dont le siège est en Suisse

| | |
|------|---|
| 1981 | Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) |
| 1969 | Organisation internationale du travail (OIT) |
| 1963 | Comité international de la Croix-Rouge (CICR) |

Le CICR a aussi reçu le prix Nobel en 1917 et en 1944, l'UNHCR en 1954, et l'Office Nansen pour les réfugiés en 1938.

L'esprit de Davos a conquis le monde

« Davos mérite de figurer dans le dictionnaire de la mondialisation en tant que lieu où l'on se rend pour tester de nouvelles idées, confirmer des tendances et lancer des initiatives », explique Kofi Annan, ancien secrétaire général de l'ONU. Chaque année, en janvier, près de 2 400 acteurs économiques, politiques, scientifiques et sociaux s'y retrouvent pour discuter des thèmes qui façonneront le monde de demain.

Texte : Andreas Schiendorfer

Le World Economic Forum (WEF) a été le théâtre de maints événements qui ont fait date. Ainsi, en 1992, c'est à Davos que le président Frederik De Klerk, Nelson Mandela et le chef zoulou Mangosuthu Buthelezi se réunissent pour la première fois à l'étranger, une rencontre qui marquera un tournant historique pour l'Afrique du Sud ; Frederik De Klerk et Nelson Mandela se verront remettre le prix Nobel de la paix l'année suivante. En janvier 1994, le ministre israélien des affaires étrangères Shimon Peres et le chef de l'OLP Yasser Arafat y concluent un accord sur Gaza et Jéricho ; en décembre de la même année, le prix Nobel de la paix est décerné aux deux hommes et à Yitzhak Rabin.

Si certains entretiens se déroulent dans le cadre officiel de la manifestation, soumettant les participants à une pression positive, d'autres sont menés en coulisses, loin des projecteurs. « Davos est moins un lieu où l'on prend des décisions qu'un forum où l'on prépare les décisions qui seront prises demain », précise Klaus Schwab, fondateur et président du WEF, dont le parcours témoigne d'une vision courageuse. Dans les années 1960, ce jeune Suisse né à Ravensburg, en Allemagne, passe régulièrement ses vacances à Davos. Après avoir obtenu un premier doctorat en sciences techniques à l'EPF de Zurich en 1963, il en décroche un second en sciences économiques à Fribourg quatre ans plus tard, une formation qu'il complète encore par un Master en administration publique à l'Université Harvard. Revenu en Suisse, Klaus Schwab réussit, non sans difficulté, à rallier l'ancien landammann du canton des Grisons et le directeur du Centre des congrès de Davos à son idée de faire de ce village alpin une plate-forme d'envergure mondiale où des acteurs économiques, politiques et sociaux pourraient discuter des thèmes internationaux les plus divers dans une ambiance détendue et protégée.

Homme de détermination, Klaus Schwab continue de tracer sa voie. 1971 sera pour lui une année charnière, celle d'une triple réussite : il est engagé à l'Université de Genève en qualité de professeur de politique d'entreprise, épouse une spécialiste émérite

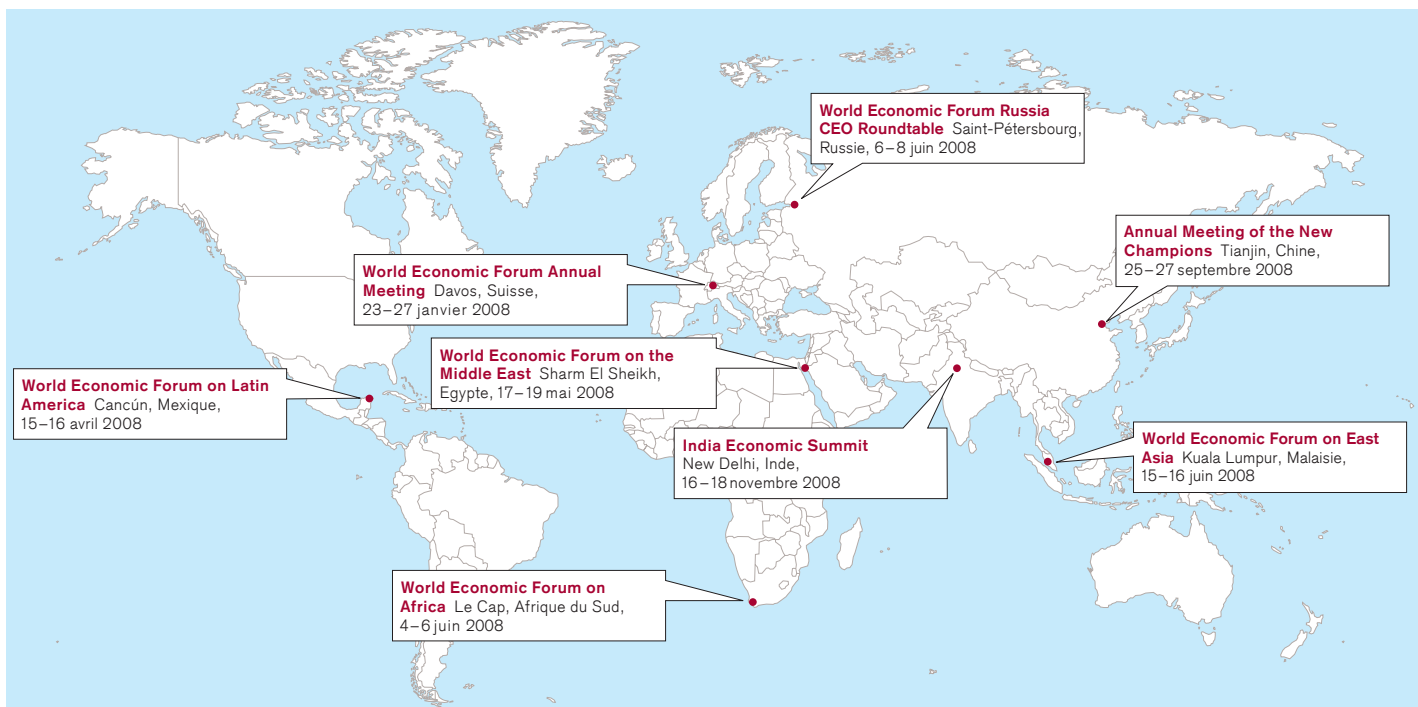
de l'organisation de congrès agricoles et fonde la European Management Conference. Il enseignera à Genève durant trois décennies, et sa femme Hilde sera pour lui à la fois une précieuse alliée et une compagne loyale. Quant à la réunion de Davos, elle ne cessera de gagner en importance, sa renommée s'accroissant avec la publication, dès 1979, du « Global Competitiveness Report », un rapport qui évalue la compétitivité internationale des pays.

En 1987, la réunion de Davos est rebaptisée World Economic Forum. L'année suivante, le WEF est le théâtre d'un premier événement historique : le premier ministre grec Andréas Papandréou et son homologue turc Turgut Özal signent la « Déclaration de Davos », ouvrant ainsi la voie au processus de paix tant attendu.

Aujourd'hui, le succès du Forum est tel que celui-ci doit s'imposer volontairement des limites et chercher sans cesse de nouveaux moyens pour canaliser tous les efforts dans la direction visée, à l'exemple des réunions régionales organisées sur tous les continents ou de la création d'organismes tels que la Fondation Schwab pour l'entrepreneuriat social et la Fondation Young Global Leaders, dont les membres se sont réunis pour la première fois à Zermatt en 2005. Parmi ces Young Global Leaders – tous âgés de moins de 40 ans et élus pour cinq ans – figure David Blumer, CEO de la division Asset Management du Credit Suisse.

Le WEF est aussi à l'origine de nombreux projets et initiatives lancés sous forme de partenariats (public-privé), par exemple en faveur de la protection du climat (Climate Change Initiative), contre la corruption (Partnering Against Corruption Initiative), contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Global Health Initiative) ou encore contre la faim (Business Alliance Against Chronic Hunger).

Si le siège de la Fondation Schwab, forte de 1 000 entreprises membres, se trouve toujours à Cologny, près de Genève, deux représentations – l'une à New York, l'autre à Pékin – ont été inaugurées en 2006. « Les Global Growth Companies, qui ont le potentiel de devenir des entreprises leaders au niveau mondial, se réunissent chaque été en Chine », indique André Schneider, responsable de >



En haut à gauche : vue sur le siège du World Economic Forum à Cologny, près de Genève. **En haut à droite :** le WEF organise des réunions régionales en Chine depuis 1981. Après New York, une représentation du WEF a été inaugurée à Pékin en 2006. Elle est responsable des 500 Global Growth Companies. La réunion annuelle inaugurale des New Champions a eu lieu en septembre 2007. L'édition 2008 aura lieu à Tianjin. **En bas :** les membres du WEF se réunissent non seulement à Davos mais aussi dans chaque région importante du monde. Plus d'informations sur www.weforum.org > Events

ces 500 Global Growth Companies (GGC). Celles-ci réalisent une forte croissance et sont en mesure, grâce à des produits innovants, d'accéder au sommet de l'économie mondiale.

Le WEF reste fidèle à Davos, tant parce que la station grisonne permet de garantir le niveau de protection nécessaire (les coûts des mesures de sécurité s'élèvent à quelque 8 millions de francs) que parce que tout s'y organise autour du Forum. A New York, où la réunion annuelle s'est tenue par solidarité en 2002, ces deux aspects ne vont pas de soi. La métropole financière américaine abrite désormais le Centre for Global Industries (CGI) dirigé par Jean-Pierre Russo, dont le rôle est de favoriser 300 partenariats entre des sociétés industrielles actives au plan mondial.

L'apparition d'un contre-mouvement au World Economic Forum n'est guère surprenante. Contrairement aux manifestations violentes des adversaires de la mondialisation en Suisse, le World Social Forum (WSF), organisé depuis 2001 parallèlement à la réunion annuelle du WEF, livre des réflexions intéressantes. La prochaine édition se tiendra en 2008 à Belém, au Brésil. Par ailleurs, le WEF et la Fédération des Eglises protestantes de Suisse mettent sur pied depuis 2004 l'Open Forum de Davos. Comme le dit Mark Adams, porte-parole du WEF : « Quiconque veut apporter sa contribution doit commencer par dialoguer ». <

www.weforum.org ; www.credit-suisse.com/infocus > Société

The Power of Collaborative Innovation En 2007, les 223 manifestations de la réunion annuelle à Davos étaient placées sous le thème « Shaping the Global Agenda ». La prochaine rencontre, qui se déroulera du 23 au 27 janvier 2008, aura pour mot d'ordre « The Power of Collaborative Innovation ». Les discussions s'articuleront autour des domaines « Business », « Economics and Finance », « Geopolitics », « Science and Technology » et « Values and Society ». La carte page 25 renseigne sur les réunions régionales.

Partenaire stratégique Le Credit Suisse est membre du WEF depuis des décennies et un partenaire stratégique du Forum depuis 2006, ce qui lui permet de participer activement à la réunion annuelle ainsi qu'aux rencontres régionales en Afrique, en Asie, sur le continent américain et en Europe. Le Credit Suisse est représenté à Davos par plusieurs membres du Conseil d'administration et du Directoire, et dispose de son propre pavillon. En janvier 2008, il y organisera notamment des manifestations consacrées aux thèmes de l'énergie et du développement durable.

La voix de l'innovation sociale

L'entrepreneur social, à la croisée des chemins entre Bill Gates et Mère Teresa, ne cherche pas à maximiser le profit mais l'utilité sociale.

Qu'est-ce qui unit l'écrivain brésilien Paulo Coelho, la première dame d'Afrique du Sud Zanele Mbeki et l'économiste bangladais Muhammad Yunus? Membres du conseil d'administration de la Fondation Schwab pour l'entrepreneuriat social, ils en appliquent tous la philosophie de manière exemplaire. Muhammad Yunus, fondateur de la Grameen Bank et créateur du concept de microcrédit, a reçu le prix Nobel de la paix en 2006, une distinction suprême pour cette idée véhiculée par la Fondation.

« Pour simplifier, l'entrepreneur social est un mélange de Bill Gates et de Mère Teresa, explique Pamela Hartigan, directrice de la Fondation depuis sa création en 2000. Il est le fondateur d'une entreprise ou d'une organisation à but non lucratif qui poursuit des objectifs d'utilité publique grâce à des idées, des produits ou des services innovants. Il allie intuition entrepreneuriale, goût du risque et pragmatisme. A la différence des entrepreneurs classiques, il cherche à maximiser l'utilité sociale plutôt que le profit. »

Pamela Hartigan donne un exemple : Freeplay Energy Group, l'entreprise de Rory

Stear, fabrique des radios, des lampes de poche et des chargeurs pour téléphones mobiles basés sur une technologie de recharge novatrice qui fonctionne indépendamment de toute source d'énergie externe. Les bénéfices réalisés avec des clients aisés permettent à Freeplay de vendre ses produits à moindre prix dans des régions en crise. En Afrique, la distribution de 150 000 radios sans batteries a permis à 2,5 millions de personnes d'avoir accès à des informations importantes sur la santé, la météo ou des projets commerciaux.

La Fondation Schwab avait pour ambition première de mettre en réseau les entrepreneurs sociaux du monde entier et de les associer aux activités du World Economic Forum. Dans ce contexte, le Social Entrepreneur Summit qui se tient à Rüschlikon en janvier joue un rôle important. A l'heure actuelle, des hommes et femmes entrepreneurs sont récompensés pour leur travail exemplaire dans trente pays. En 2005, Robert Roth a été élu Swiss Social Entrepreneur pour sa « Job Factory » – qui bénéficie du soutien du Credit Suisse –, laquelle



Pamela Hartigan publiera prochainement un livre sur la Fondation Schwab.

permet à des jeunes en fin de scolarité obligatoire et sans place d'apprentissage d'acquiescer une première expérience professionnelle. En 2006, Christine Théodoloz-Walker, directrice de la Fondation Intégration pour tous, est parvenue jusqu'en finale. Le titre de Swiss Social Entrepreneur a finalement été décerné à Markus Gander, dont le site Infoklick.ch s'engage pour une plus grande implication des jeunes dans leur environnement. Quant au prochain prix, il sera attribué le 10 janvier 2008 à Berne. schi

www.schwabfound.org ; www.infoclick.ch ; www.fondation-ipt.ch ; www.jobfactory.ch

Credit Suisse Business



Rainer E. Gut: l'homme et le grand patron

Dans sa biographie de Rainer E. Gut, Joseph Jung, historien en chef du Credit Suisse et professeur d'histoire des entreprises à l'Université de Fribourg, a non seulement saisi la personnalité de ce grand homme, mais fait également revivre trente ans de la finance et de l'économie helvétiques. C'est au travers des grandes étapes de l'évolution du Credit Suisse que l'auteur dresse le portrait de Rainer E. Gut. S'appuyant sur divers travaux, notamment sur l'ouvrage de référence « Von der Schweizerischen Kreditanstalt zur Credit Suisse Group », et avec l'aide de Rainer E. Gut lui-même, Joseph Jung parvient grâce à son approche historico-structurelle à nous livrer encore de nouvelles informations, alors qu'il publie quasi simultanément une biographie d'Alfred Escher, le fondateur du Credit Suisse (voir Bulletin 4/07). On apprend ainsi qu'il était prévu que Rainer Gut préside le conseil d'administration de Swissair. schi

Joseph Jung. « Rainer E. Gut. Die kritische Grösse », préface d'Oswald J. Gröbel. 400 pages, Zurich, Editions NZZ 2007, 48 francs. ISBN 978-3-03823-397-8.



Saint-Moritz: un bâtiment prestigieux pour le Credit Suisse

La Chesa Futura à Saint-Moritz, un édifice que l'enveloppe en bois de mélèze d'Engadine a rendu célèbre dans le monde entier, est devenue une véritable attraction touristique. Le bâtiment « The Murezzan », Via Maistra 6, qui vient d'ouvrir ses portes, connaîtra peut-être la même renommée. Portant lui aussi la signature de l'architecte réputé Norman Foster, il a vu le jour après deux années de travaux, qui ont impliqué la transformation des anciens hôtels Albana et Posthotel et la construction du nouveau bâtiment Chesa Murezzan. « Nous sommes heureux de pouvoir enfin réunir nos deux succursales voisines », déclare August Hatecke, qui dirige la succursale de Saint-Moritz dotée d'une soixantaine de collaborateurs. Celles d'Arosa et de Flims ont, elles aussi, été transformées dans le sillage du projet « Branch Excellence » lancé en 2005. Klosters a même compté parmi les précurseurs à cet égard. Par ailleurs, Economic Research a publié une étude consacrée aux Grisons, qui présente les opportunités et les défis pour cette région. schi

www.credit-suisse.com/research
> Publications > Swiss Issues

La neutralité CO₂ au niveau mondial

Les groupes internationaux jouent un rôle majeur dans la protection du climat. Le Credit Suisse est conscient de cette responsabilité: première banque au monde à avoir certifié ISO 14001 son système de gestion environnementale en 1997, il a équilibré, en 2006, son bilan d'émissions de gaz à effet de serre pour toutes ses activités en Suisse, voyages d'affaires compris. Il s'engage maintenant à obtenir, d'ici à 2009, la neutralité de ses émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale et à lutter ainsi de manière décisive contre le réchauffement climatique. mar

Service gratuit pour les entreprises

L'espace unique de paiement en euros (SEPA) deviendra réalité le 28 janvier 2008. Les établissements financiers de l'UE, de l'EEE et de Suisse introduiront de nouveaux standards pour le traitement des paiements nationaux et internationaux en euros. Innovation majeure: les règles de procédure seront uniformisées pour les virements en euros. Le SEPA rendra les opérations de paiement en Europe plus simples, plus transparentes et plus fiables. La nouvelle infrastructure commune permettra aussi de réduire les frais de transaction. Les entreprises et les particuliers de l'UE/EEE pourront effectuer des paiements internationaux en euros à l'échelle européenne aussi aisément, rapidement et avantageusement que des paiements nationaux. Le Credit Suisse sera la première banque en Suisse à proposer à sa clientèle entreprises la gratuité pour les paiements en euros respectant les standards SEPA dès fin janvier 2008. Le passage à un système de paiements en euros uniforme permettra de traiter plus rapidement les transactions, d'augmenter la transparence grâce à des réglementations unifiées sur les frais facturés et de verser le montant total du virement au bénéficiaire. np

Entretien avec Walter Kielholz, président du Conseil d'administration

« Nous devons profiter de la dynamique actuelle »

Interview : Daniel Huber

Pour Walter Kielholz, président du Conseil d'administration du Credit Suisse, l'ouverture et la capacité d'adaptation figurent parmi les principaux points forts de la Suisse. Il conteste en revanche l'opinion très répandue selon laquelle la Suisse est un cas particulier.

Bulletin : Quelle importance le passeport helvétique revêt-il pour vous ?

Walter Kielholz : Il est très pratique lorsque l'on voyage, mais d'une manière générale, je ne lui accorde pas de valeur particulière.

N'êtes-vous pas fier d'être Suisse ?

Je suis évidemment très attaché à la Suisse, qui représente beaucoup pour moi. Mais je ne pense pas être plus ou moins fier de mon pays d'origine qu'un étranger l'est du sien.

Quels sont, à votre avis, les trois principaux atouts de la Suisse ?

Je citerai en premier lieu notre ouverture aux autres cultures et notre capacité d'adaptation face aux changements et à la modernisation. Le deuxième point vous surprendra peut-être car il va à l'encontre de l'image que nous renvoient les médias et les hommes politiques, mais je pense que la capacité de la Suisse à intégrer les étrangers est l'un des atouts majeurs de notre pays. Troisième point fort, notre attitude plutôt conservatrice, qui nous permet de ne pas céder trop vite aux tendances politiques ou économiques éphémères.

Et ses trois principaux points faibles ?

Premièrement, beaucoup de Suisses estiment que leur pays est un « Sonderfall », un cas à part. Cette opinion est totalement

infondée et il n'y a aucune raison que les autres pays nous considèrent de la sorte. Il est vrai qu'en Europe, la neutralité de la Suisse et le fait que celle-ci n'ait pas été détruite pendant la Seconde Guerre mondiale font figure d'exception. Mais cela remonte à plus d'un demi-siècle. Deuxièmement, nous avons trop longtemps conservé sur notre marché intérieur des structures économiques basées sur le maintien des acquis et avons laissé passer de nombreuses opportunités de croissance, notamment au cours des dix dernières années. Pendant ce temps, nos voisins européens, les plus proches comme les plus lointains, ont gagné du terrain.

Pourtant, la santé économique du pays est bonne, du moins depuis deux ans.

Oui, mais cela n'est pas dû à des changements fondamentaux sur le marché intérieur. Cette situation économique favorable est plutôt liée au fait que les exportations et le marché financier connaissent de nouveau une forte progression.

Et le troisième point faible ?

Le niveau encore insuffisant de notre équipe nationale de football à moins d'un an du lancement de l'Euro 2008 en Suisse (rire).

Etes-vous vraiment aussi pessimiste ?

Je pense qu'actuellement, nos attentes

vis-à-vis de l'équipe nationale suisse sont énormes, y compris celles du Credit Suisse, qui en est le sponsor principal depuis de nombreuses années. A mon avis, la Coupe d'Europe est une compétition bien plus difficile que la Coupe du monde car aucune des équipes participantes n'est vraiment mauvaise. Bien qu'elle joue à domicile, l'équipe suisse devra se montrer particulièrement performante pour atteindre les quarts de finale.

Revenons maintenant au climat économique : 27% des personnes interrogées dans le cadre du Baromètre des préoccupations publié par le Credit Suisse pensent que le contexte favorable se maintiendra en 2008. Par contre, la Bourse, qui indique souvent les tendances à venir, semble plutôt versatile. Qu'en pensez-vous ?

Je suis très content que, pour une fois, les Suisses ne considèrent pas la situation actuelle de manière négative. Nous avons tendance à nous plaindre facilement, or l'optimisme est très utile, il redonne des forces et de la motivation. Je pense aussi que la stagnation de l'économie qui avait débuté dans les années 1990 est désormais terminée et que l'embellie que nous connaissons aujourd'hui va se poursuivre.

Autre signe d'optimisme, 60% des sondés se déclarent satisfaits, voire très satisfaits, de leur situation économique. Cela vous surprend-il ?

Pas vraiment, car ce résultat correspond probablement à la réalité. Mais je suis heu-



Walter Kielholz : « Au cours de son histoire, la Suisse ne s'est jamais mieux portée que dans les périodes où elle faisait preuve d'ouverture par rapport aux autres pays. »

reux que les Suisses s'en rendent compte. Bien sûr, cette situation engendre également des craintes : lorsque tout va bien, on a toujours peur que les choses se dégradent.

Vous ne devriez donc pas être surpris que l'emploi reste la première préoccupation des Suisses malgré un taux de chômage inférieur à 3%.

Outre les craintes que je viens de mentionner, ce résultat tient certainement au fait que, dans une économie moderne, de plus en plus d'emplois disparaissent. Beaucoup de nouveaux postes sont également créés, mais la sécurité de l'emploi est nettement moins importante qu'il y a vingt ans, et cela a de quoi inquiéter. La capacité d'adaptation et la flexibilité sont donc particulièrement importantes.

Quels sont les principaux défis que notre pays devra relever dans les années à venir ?

Nous devons notamment revoir nos structures, souvent trop anciennes, et les transformer, par exemple dans les domaines de l'énergie et des services publics. Ce type de réformes est bien plus facile à effectuer lorsque l'économie se porte bien. Il s'agit donc de profiter de la dynamique actuelle.

Si vous deviez formuler trois vœux pour la Suisse, quels seraient-ils ?

Gagner l'Euro 2008 (rire). Je souhaite aussi davantage d'ouverture, surtout en politique. Au cours de son histoire, la Suisse ne s'est jamais mieux portée que dans les périodes où elle faisait preuve d'ouverture par rapport aux autres pays. Enfin, j'espère que nous saurons maintenir notre haut niveau de formation. <

Portrait

Aujourd'hui âgé de 56 ans, Walter Kielholz a achevé en 1976 ses études de gestion à l'Université de Saint-Gall. Sa carrière professionnelle débute à la General Reinsurance Corporation. En 1986, il rejoint l'ancien Crédit Suisse, où il s'occupe du suivi des groupes d'assurances. Il entre en 1989 au service de la Compagnie Suisse de Réassurances (Swiss Re), accède à la direction générale en 1992, puis est nommé CEO du groupe en 1997. Depuis le 1^{er} janvier 2003, il est à la tête du Conseil d'administration du Credit Suisse. Walter Kielholz est marié et vit à Zurich.

Private Banking «Meet Her» avec Madeleine Albright

Les femmes, des partenaires d'égal à égal

Texte : Bettina Junker



Lorsqu'on organise une série de conférences, s'assurer la présence de la première ministre des affaires étrangères des Etats-Unis est un véritable tour de force. Et pourtant: Urs Dickenmann, responsable Private Banking Switzerland, a réussi à inviter Madeleine Albright à Zurich.

«Je me bats pour que les jeunes femmes comme les jeunes hommes puissent exercer le métier qu'ils désirent, tant qu'ils sont prêts à travailler dur pour cela.» Tel fut le leitmotiv de Madeleine Albright lors de son intervention. A l'exemple de son propre parcours, elle montra comment il est possible de vaincre toutes les résistances et tous les préjugés pour se frayer un chemin jusqu'à la tête du pouvoir.

Madeleine Albright raconta comment elle dut fuir les nazis en Tchécoslovaquie et se réfugier à Londres. Elle décrivit aussi la souffrance que lui causa la séparation d'avec sa famille lorsqu'elle dut se rendre dans un internat suisse, à peine âgée de 10 ans, et comment elle réussit à s'intégrer. Plus tard, elle rejoignit sa famille aux Etats-Unis, fit des études, se maria, eut trois filles, obtint un diplôme de droit et de sciences politiques à l'Université Columbia. Elle mena ensuite une carrière politique exemplaire, dont l'apogée fut sa nomination par le président Clinton, début 1997, au poste de 64^e ministre des affaires étrangères des Etats-Unis.

Elle a toujours travaillé très dur, se souvient-elle, sans toutefois jamais rêver sérieusement de devenir la femme la plus puissante du monde. «Ce n'est pas que le poste

de ministre des affaires étrangères ne m'intéressait pas, mais je n'avais jamais vu un tel ministre en jupe», ajoute-t-elle en plaisantant. Travailler dur, telle est la clé de la réussite. Et quand on donne beaucoup de soi, on doit être récompensé, qu'on soit un homme ou une femme. Dans chacune de ses fonctions politiques, Madeleine Albright s'est toujours efforcée d'aller plus loin que ses prédécesseurs: «J'ai toujours œuvré en faveur de la démocratie et d'une économie solide, mais celles-ci restent une utopie tant que la moitié de la population est reléguée au rang de citoyens de seconde zone.» Cette ferme conviction a toujours nourri son engagement pour une meilleure intégration

Madeleine Albright, invitée du Credit Suisse à Zurich.

des femmes dans les destinées économiques et politiques des Etats-Unis.

Les hommes devraient comprendre que leurs affaires se porteraient mieux s'ils traitaient les femmes d'égal à égal. «Il faut accorder aux femmes davantage de pouvoir économique et politique si l'on veut que les sociétés soient plus stables et réussissent mieux.» La même remarque vaut pour les entreprises. «En politique comme en économie, de nombreuses opportunités s'offrent aujourd'hui aux femmes, mais encore faut-il qu'elles puissent les exploiter.» Madeleine Albright n'a d'ailleurs jamais compris qu'à cause de projets de vie différents, les femmes se compliquaient mutuellement l'existence. D'où son conseil à toutes: «Respectez-vous les unes les autres! Et n'oubliez jamais qu'il y a, en enfer, une place réservée à celles qui ne s'entraident pas.» <

Meet Her: rencontres avec des sommités féminines

Avec son symposium «Meet Her», Private Banking Switzerland met désormais à la disposition de ses clients et clientes une plate-forme exclusive où ils peuvent échanger des idées avec des femmes d'exception, qui leur font part de leur expérience et de leur connaissance des domaines les plus divers. Cette série de manifestations a été inaugurée par Madeleine Albright, ancienne ambassadrice des Nations Unies, première femme ministre des affaires étrangères des Etats-Unis (de 1997 à 2001), aujourd'hui professeur, auteur et propriétaire d'une société de conseil. «Meet Her» s'inscrit dans l'initiative «Femme et Finance», lancée en 2004 et visant à rendre compte de l'importance grandissante des femmes dans l'économie.

Evénement clients Lausanne

Une soirée passionnante avec John Major

Texte : Daniel Huber

Urs P. Gauch, responsable clientèle entreprises Suisse – Grandes entreprises, a organisé à Lausanne une rencontre avec John Major, ancien premier ministre du Royaume-Uni (1990–1997), qui s'est exprimé sur les changements politiques que connaît actuellement le monde.

Dans son allocution de bienvenue, Urs P. Gauch a souligné l'importance des changements survenus ces 200 dernières années, rappelant qu'au début du XIX^e siècle, chaque ville avait encore sa propre heure. Il a ensuite cédé la parole à John Major, qui a évoqué les années 1950, une époque où l'économie mondiale était menée par les Etats-Unis, le Japon et l'Europe. Depuis, ces pays ont été rejoints par trois nouvelles puissances : la Chine, l'Inde et le reste de l'Asie. Comme John Major l'a expliqué : « Aujourd'hui, l'économie mondiale est de nouveau dominée par l'Orient, une situation qu'on n'avait plus connue depuis 1820. Et cette région génère plus de 50% du produit intérieur brut cumulé de tous les pays du monde. »

A en croire le Fonds monétaire international, les économies dynamiques des pays émergents enregistreront une croissance moyenne de 7% au cours des prochaines décennies, alors que les nations bien établies devraient se contenter d'une croissance inférieure à 3%. John Major a ensuite expliqué les différentes raisons de la très grande vitalité de ces régions et l'impact possible de leur essor sur le reste du monde. John Major est convaincu qu'il

existera bientôt en Asie une zone de libre-échange comptant un milliard de nouveaux consommateurs. D'où l'importance pour l'Union européenne de s'élargir à l'est. Pendant la séance de questions, l'orateur a par ailleurs recommandé à la Suisse de continuer à privilégier la voie bilatérale avec l'Union européenne. <



Invité par le Credit Suisse à Lausanne, John Major (à gauche) s'est exprimé sur les mutations en cours. Ici avec Urs P. Gauch.

POUR MOI.

Le monde du sauna et du bien-être KLAFS.



Sauna / sanarium



Bain de vapeur / douche de vapeur



SANOSPA / Whirlpool

Vous trouverez de plus amples informations dans notre catalogue gratuit de 170 pages.

KLAFS
MY SAUNA AND SPA

Klafs SA
13, Rue Gambetta
CH-1815 Clarens
Téléphone 021 964 49 22
Téléfax 021 964 71 95
clarens@klafs.ch, www.klafs.ch

D'autres bureaux de vente:
Baar, Berne, Brig, Coire, Dietlikon, Roggwil.

Credit Suisse Compétitivité

Les meilleurs sites touristiques suisses

Texte : Andreas Schiendorfer



Hans Baumgartner, responsable de la région Mittelland du Credit Suisse, croit en l'avenir du tourisme suisse.

Avec quelque 3,7 millions de nuitées par an, l'Oberland bernois est une importante région touristique. Selon une étude du Credit Suisse, Gstaad, Interlaken et Grindelwald sont les destinations phares qui présentent le meilleur profil pour anticiper les futures tendances de consommation.

Le service Economic Research du Credit Suisse a examiné les structures, les stratégies et les défis du secteur touristique dans l'Oberland bernois et, notamment, dans les dix destinations de cette région qui enregistrent plus de 100 000 nuitées par an. L'Oberland bernois n'est pas une destination privilégiée pour les sports d'hiver. En effet, alors que Verbier réalise 80% de ses nuitées en hiver et que les résultats d'Arosa ou de Villars sont quasiment comparables, le pourcentage enregistré dans l'Oberland bernois dépasse à peine 50%, même dans les célèbres stations de sports d'hiver comme Adelboden, Gstaad, Wengen ou Mürren. En présence d'un taux d'occupation des lits suffisant, cet état de fait n'est pas forcément un inconvénient. Car, d'une part, le tourisme toutes saisons génère davantage d'investissements dans les infrastructures et, d'autre part, il permet au site concerné d'être moins dépendant des conditions météorologiques.

Le réchauffement climatique a certes un impact négatif sur les régions de sports d'hiver, mais une étude publiée par l'OCDE fin 2006 montre que les sites touristiques suisses, notamment ceux du Valais et des Grisons, sont nettement moins touchés par ce phénomène que les destinations alle-

mandes et autrichiennes. Actuellement, 609 des 666 stations des Alpes bénéficient d'un enneigement garanti. Si les températures moyennes montaient de 1° C, le pourcentage de stations suffisamment enneigées tomberait de 90% à 75%. Si elles augmentaient de 2° C ou de 4° C, ce pourcentage baisserait à 60% voire à 30%.

Afin d'effectuer une analyse comparative du succès des sites touristiques, le Credit Suisse a étudié l'infrastructure, le climat, les catégories de touristes et la structure de l'offre de chaque destination ainsi que l'évolution des quatre facteurs de succès que sont le nombre de nuitées, le taux d'occupation des lits, le chiffre d'affaires par nuitée et les dépenses quotidiennes. Conclusion de l'étude : dans l'Oberland bernois, c'est Gstaad qui offre le plus vaste choix. Parmi les destinations prises en compte, cette station obtient au moins la moyenne pour tous les aspects relatifs à l'infrastructure. Les atouts principaux de Gstaad sont ses offres de ski de fond et d'activités après-ski, ses chemins de randonnée, ses installations de transport, son offre de sports tendance, son golf et ses services de garde d'enfants. Toutefois, Gstaad n'atteint pas la moyenne pour ce qui est des conditions climatiques. Par rapport

aux destinations de l'Engadine et du Valais, il y pleut plus, il y neige moins et l'ensoleillement y est inférieur. Ce dernier point de comparaison prouve que les sites touristiques peuvent très bien compenser certains inconvénients naturels en prenant les mesures adéquates.

Les catégories de touristes varient beaucoup d'un site à l'autre : la station de Lenk accueille plus de 80% de touristes suisses ; à Gstaad et à Adelboden, les Helvètes représentent aussi plus de 50% des visiteurs, alors que 75% des touristes séjournant à Interlaken et à Lauterbrunnen (Wengen, Mürren) viennent de l'étranger, principalement des Etats-Unis et d'Asie. Les autres destinations accueillent un mélange traditionnel de touristes étrangers. Un aspect non négligeable puisque, selon Suisse Tourisme, les dépenses quotidiennes des Américains (270 francs) et des Chinois (430 francs) sont nettement supérieures à celles des Allemands (170 francs) et des Suisses (140 francs).

Pour de nombreuses destinations, le tourisme journalier revêt une importance particulière : le site d'Interlaken est susceptible d'attirer le plus grand nombre de clients résidant à deux heures de route, avec 5,5 millions d'habitants, suivi de



Armin Strom

THE TRADITION OF SKELETON TIMEPIECES



LA PERFECTION SUISSE
POUR LES PLUS EXIGEANTS



L'horloger suisse Armin Strom est l'un des rares artisans à maîtriser aujourd'hui encore l'art d'élite du squelettage manuel. Depuis plus de 25 ans, il affine les montres à la perfection en ajourant ponts et platines avec la plus grande dextérité, pour graver ensuite à la main les éléments restants. Outre les pièces uniques produites dans le style personnel de sa clientèle, la maison Armin Strom réalise également des séries prestigieuses pour les personnes cultivant des goûts exclusifs.

www.arminstrom.ch

Sigriswil, Meiringen et Hasliberg avec 4 millions et de Gstaad avec près de 3,5 millions. Ainsi, les communes de l'Oberland bernois affichent un potentiel largement supérieur à presque toutes les communes comparables: Crans-Montana 1,9 million, Davos 1,4 million et Verbier 1,3 million. L'isolement ne constitue cependant pas un inconvénient si l'on considère que Saint-Moritz et Zermatt ont des aires d'attraction plus limitées avec respectivement 0,4 et 0,3 million d'habitants, mais qu'elles compensent ce fait grâce à leur caractère prestigieux qui leur permet de réaliser un nombre supérieur de nuitées.

En ce qui concerne le standing de ses hôtels, Gstaad est en tête des stations suisses: 65% des lits touristiques sont proposés par des hôtels 4 et 5 étoiles. L'hôtellerie de luxe joue aussi un rôle important à Interlaken, Grindelwald et Sigriswil. Les meilleurs chiffres d'affaires par nuitée ont été réalisés par Gstaad, Saint-Moritz et Flims, Celerina, Scuol et Saas Fee ayant enregistré pour leur part la plus forte progression du nombre de nuitées. Pour ce qui est du taux d'occupation des lits, Zermatt, Sils et Saint-Moritz forment le trio de tête tandis qu'Interlaken, Verbier et Grindelwald occupent les premières places en matière de dépenses quotidiennes.

Dans le cadre de l'étude comparative globale, l'Oberland bernois est en assez bonne position: sur les 32 sites étudiés, les destinations les plus compétitives sont Zermatt, Interlaken, Saint-Moritz, Gstaad, Grindelwald, Engelberg et Verbier.

Le rapport entre le succès, l'offre touristique et les conditions climatiques a permis de classer les sites en quatre catégories. Parmi les destinations phares, nous comptons, pour l'Oberland bernois, Gstaad et Interlaken, pour le Valais, Zermatt et Saas Fee, pour la Suisse romande, Verbier, et, pour les Grisons, Saint-Moritz, Pontresina, Celerina et Scuol. Outre les spécialistes de niche et les lieux à potentiel limité, il existe un autre groupe englobant Crans-Montana, Davos, Klosters, Laax, Flims et Lenzerheide, qui pourrait rejoindre le groupe de tête s'il ciblait davantage son offre et améliorerait son image de marque.

A l'avenir, quatre grandes tendances joueront également un rôle prépondérant puisqu'elles ont des répercussions concrètes sur la consommation: la démographie (tendance de consommation: bien-être), la mutation des valeurs (nature, patrimoine, culture, aventure), la mondialisation (luxe, cosmopolitisme) et la raréfaction des ressources (tourisme de neige). De ce point de vue, les meilleures destinations sont Grindelwald, Gstaad et Interlaken. Par rapport à d'autres sites, elles possèdent de réelles chances de succès car elles savent anticiper à temps les grandes tendances. Les autres destinations doivent réfléchir aux tendances auxquelles elles peuvent et désirent répondre. Compte tenu de la concurrence internationale accrue dans le segment moyen, ces sites devront se positionner clairement s'ils veulent réussir à l'avenir. <

www.credit-suisse.com/research

> Publications (en allemand)

La compétitivité de la Suisse et de ses entreprises

Une série de manifestations organisées par Swiss Venture Club et le Credit Suisse fournit des informations sur la compétitivité de la Suisse. Le 20 novembre dernier, Hans Baumgartner, responsable de la région Mittelland du Credit Suisse, a accueilli au Kursaal de Berne de nombreux invités auxquels Martin Neff, responsable Swiss Economy Research, a présenté l'étude du Credit Suisse sur le tourisme dans l'Oberland bernois. Le débat public intitulé «Tourisme: entre tradition et innovation» a été animé par Walter Steuri, CEO de la Jungfrau Holding AG, André Lüthi, CEO de Globetrotter Travel Service AG, Mario Lütolf, directeur de la Fédération suisse du tourisme, ainsi que Martin Neff.



Exchange Traded Fund (ETF)

Instrument de diversification

Comme tous les produits financiers connus sous une abréviation, l'ETF (Exchange Traded Fund) pourrait rebuter plus d'un investisseur. Et pourtant, il présente de nombreux avantages. Aussi appelé tracker, l'ETF offre la diversification d'un fonds indicel et la liquidité d'une action. Il réplique la performance d'un indice de référence en reprenant la même composition de titres, ce qui épargne à l'investisseur la tâche d'analyser et de sélectionner lui-même ses actions. A la différence des fonds de placement traditionnels, les ETF sont cotés en continu à la Bourse comme des actions. Les ETF permettent à l'investisseur d'accéder en une seule opération à toutes les valeurs de l'indice. Plus diversifiés, ils sont moins volatils que les actions.

De nombreux ETF réinvestissent les dividendes versés pour les actions dans les titres du panier. N'étant pas gérés activement, ils sont assortis de frais de gestion moins élevés que les fonds classiques. Les ETF sont donc très prisés comme instruments de placement et de couverture. Il existe actuellement plusieurs centaines d'ETF, qui reproduisent de grands indices boursiers américains, des indices obligataires, des indices sectoriels ou des indices sur marchés émergents ou sur matières premières. Les plus connus sont le SPDR (spider) indexé sur le S & P 500 et le QQQ indexé sur le Nasdaq 100. **de**

Prêt à surprime

Crédit hypothécaire pour les emprunteurs à faibles revenus

Les prêts à surprime (ou à hauts risques) ont récemment fait les gros titres de la presse internationale suite à la multiplication des procédures de saisies immobilières aux Etats-Unis et à leur impact sur les économies du monde entier. Mais qu'est-ce qu'un prêt à surprime ? C'est un crédit hypothécaire accordé à un emprunteur qui ne remplit pas les critères requis pour bénéficier du taux d'intérêt standard parce qu'il n'a encore jamais pu contracter de crédit ou qu'il a eu des retards, voire des défauts de paiement auparavant.

Cet emprunteur à faibles revenus est plus susceptible qu'un autre d'être défaillant. Les prêts à surprime sont donc considérés comme plus risqués que les crédits traditionnels. Pour couvrir ces risques supplémentaires, les établissements financiers prélèvent des intérêts plus élevés. Mais une hausse générale des taux entraîne systématiquement une augmentation des montants à rembourser, et de nombreux emprunteurs se retrouvent alors dans l'incapacité de faire face à leurs dettes. C'est ce qui s'est passé aux Etats-Unis. Après avoir atteint un record en 2005, les prêts à surprime ont pâti de la hausse constante des taux d'intérêt. Les emprunteurs ont été de plus en plus nombreux à devenir insolvables, ce qui a provoqué une crise du marché immobilier et la faillite d'établissements spécialisés dans ce type de prêts. **de**

Groupe de Wolfsberg

Union pour la lutte contre le blanchiment d'argent

Quel rapport peut-il bien y avoir entre un château du nord-est de la Suisse et le secteur bancaire ? Le château de Wolfsberg a accueilli la première rencontre des douze banques d'envergure internationale qui allaient former le Groupe de Wolfsberg. Cette association dont fait partie le Credit Suisse lutte contre le blanchiment d'argent. Depuis sa création en 2000, elle a publié des directives mondiales anti-blanchiment pour les services bancaires privés, pour les banques correspondantes et pour les fonds de placement.

En réponse aux attentats terroristes du 11 septembre 2001, le Groupe de Wolfsberg a fait en 2002 une déclaration sur la répression du financement du terrorisme. En 2007, l'association a publié une nouvelle déclaration. Celle-ci porte sur la corruption et définit les mesures que peuvent appliquer les établissements financiers pour prévenir la corruption dans leurs propres services et se protéger contre l'utilisation de leurs opérations à des fins de corruption. **de**

Credit Suisse Invest

Highlights décembre 2007

De nouvelles turbulences des marchés financiers accroissent les risques pour la croissance, notamment aux E.-U. Nous tablons sur un net affaiblissement de la croissance américaine, mais sur un ralentissement léger de l'économie mondiale.

Pour les banques centrales, **les risques pour la croissance** continuent d'occuper les devants. Nouvelles baisses des taux de la Fed; la BCE renonce à relever les taux; la BCE renonce à relever les siens.

Actions abordables, la volatilité devrait continuer à augmenter. Nous privilégions un choix de marchés européens et de pays seuils.

Pas de redressement durable du dollar en vue. La hausse de la volatilité soutient le franc suisse.

Possibilités de fluctuations de prix importantes sur les matières premières, mais poursuite de la hausse des indices de matières premières prévue en 2008.

36_Perspectives mondiales

Affaiblissement de la croissance américaine

Potentiel pour les matières premières

38_Perspectives Suisse

Tendances antinomiques pour les investissements

Marché du travail solide

42_Investment Focus

HOLT

L'approche novatrice pour détecter les actions sous-évaluées



Perspectives mondiales

La persistance des turbulences des marchés financiers et un nouveau durcissement des conditions du crédit, notamment aux E.-U., ont encore accru les risques pesant sur la croissance mondiale. Cependant, une propagation de l'affaiblissement de la conjoncture américaine à d'autres régions sera moins marquée que lors de cycles de conjoncture passés. Les banques centrales vont garder l'œil sur les risques pour la croissance. Le dollar pourrait donc ne pas avoir encore atteint son plancher. De plus grandes volatilités devraient être observées sur les marchés non seulement des devises, mais également des actions.

Conjoncture

Net affaiblissement de la croissance aux Etats-Unis

La persistance des turbulences des marchés financiers et un nouveau durcissement des conditions du crédit, notamment aux E.-U., ont accru les risques pesant sur la croissance mondiale. Même si la croissance américaine sera bien inférieure, aux prochains trimestres, aux valeurs actuelles, nous pensons que la propagation de l'affaiblissement de la conjoncture sur l'économie mondiale sera limité.

Les E.-U. ne représentent plus que 10% de la croissance mondiale, autant que la Chine. Tant en Asie qu'en Europe, c'est le fait d'économies nationales solides, stimulées par la forte consommation des ménages et des investissements en équipement soutenus. Néanmoins, en raison de l'étroitesse des relations commerciales, on ne saurait tabler sur une désolidarisation absolue des scénarios de croissance. ah

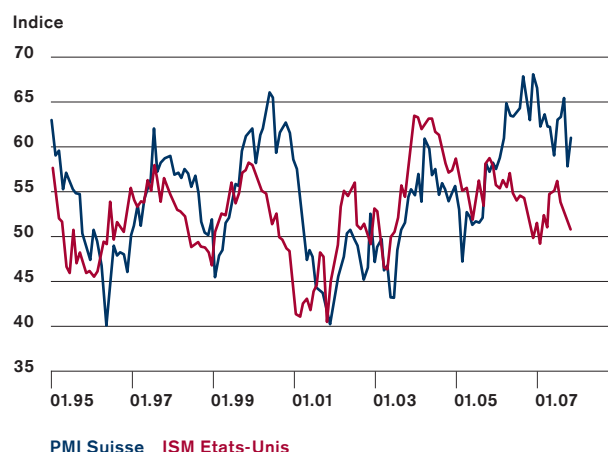
Taux d'intérêt

Les risques pour la croissance au premier plan

Dans un contexte de hausse des risques pour la croissance, la Réserve fédérale américaine a de nouveau baissé les taux d'intérêt, et nous tablons sur de nouvelles baisses des taux modérées aux E.-U. Néanmoins, les risques d'inflation latents (faiblesse du dollar, prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires) devraient limiter le potentiel de baisses des taux. La Banque Centrale Européenne (BCE) affiche se fait plus prudente à mesure que les risques pour la croissance augmentent. Nous ne tablons donc pas à court terme sur une nouvelle hausse des taux. En Grande-Bretagne, en revanche, compte tenu de la détente sur le front de l'inflation, des baisses des taux susceptibles de commencer cet hiver sont même envisageables. ah

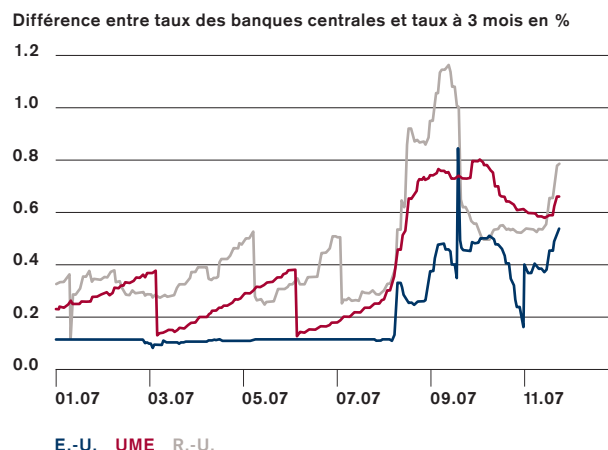
Affaiblissement de la croissance aux E.-U. Les indices des directeurs d'achat suggèrent un affaiblissement de la croissance plus marqué aux E.-U. qu'en Europe.

Source: Credit Suisse, IDC



Les conditions du marché monétaire se détériorent. Les primes de risque sur les taux des banques centrales sont de retour après une forte chute au début de l'automne.

Source: Credit Suisse, IDC

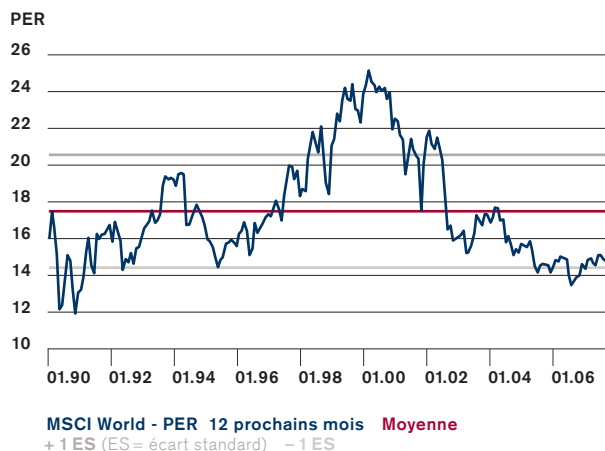


Marché des actions

Contexte toujours intéressant pour les actions

La croissance de l'économie mondiale devrait légèrement s'affaiblir l'an prochain, mais nous tablons toujours sur un taux proche de +5%. En raison de la récente crise du crédit aux Etats-Unis, nous observons actuellement un niveau élevé de volatilité des marchés actions. Suite à des années de volatilités réduites, celles-ci s'apprêtent à retrouver, petit à petit, un niveau moyen. Les entreprises continuent toutefois de faire face à d'excellentes opportunités de croissance durable, à des niveaux qui demeurent attrayants. Cette hypothèse nous amène à recommander, en dépit des incertitudes actuelles, une surpondération des actions, notamment les marchés européens et un choix de pays seuils. **ab**

Les cours actuels des actions sont attrayants, et le PER moyen se situe à son plancher depuis plus de dix ans. Source: Credit Suisse



Devises

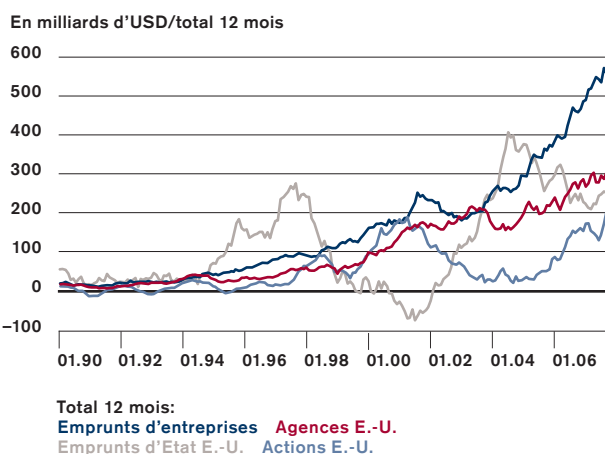
Il est trop tôt pour acheter du dollar US

Ces derniers mois, le dollar US (USD) a continué à se déprécier. L'avantage de l'USD sur le front des taux d'intérêt s'est fortement réduit par rapport aux principales devises – une mauvaise nouvelle pour l'USD compte tenu du déficit de la balance des paiements américaine. Si quelques monnaies européennes comme l'EUR et la livre sont nettement surévaluées par rapport à l'USD, celui-ci ne peut se reprendre, à long terme, que si cette tendance s'inverse.

Les investisseurs doivent selon nous tabler, en 2008, sur une volatilité des marchés des devises plus élevée qu'au 1^{er} semestre 2007. Il nous semble trop tôt de racheter dès maintenant de l'USD. **mh**

Les baisses de taux de la Fed ont réduit l'avantage de l'USD sur le front des taux d'intérêt. Les flux de fonds de portefeuilles vers les Etats-Unis diminuent.

Source: Bloomberg, Credit Suisse



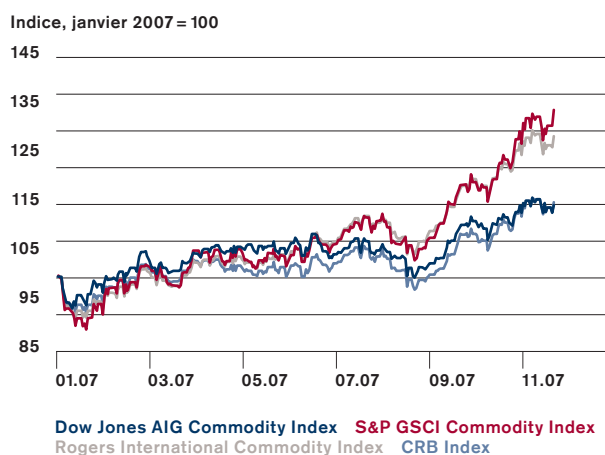
Matières premières

Solidité maintenue des matières premières en 2008

L'année écoulée a été bonne pour ceux qui ont investi dans les matières premières. Depuis le début de l'année, les grands indices des matières premières ont affiché un taux de progression à deux chiffres, et de nouvelles hausses sont attendues en 2008. La baisse du dollar et les taux d'intérêt peu élevés, accompagnés d'une croissance mondiale robuste en dépit du ralentissement aux E.-U., favorisent de nouvelles hausses des prix. Les fortes progressions des derniers mois font cependant face à une progression des risques. Les investisseurs doivent donc se préparer, pour l'an prochain, à des fluctuations plus marquées qu'en 2007. Malgré tout, la catégorie de placement des matières premières devrait continuer à produire un rendement intéressant. L'or et les matières premières agricoles affichent d'après nous le plus grand potentiel de hausse. **tm**

Les indices de matières premières ont réalisé cette année un taux de progression à deux chiffres. De nouvelles hausses sont attendues en 2008.

Source: Bloomberg, Credit Suisse



Perspectives Suisse

La croissance économique suisse devrait continuer, l'an prochain, à présenter un potentiel, même si la dynamique s'amenuise. En 2008, les investissements d'équipement demeureront un pilier de la croissance, et un marché de l'emploi robuste offrira de bonnes bases à une croissance soutenue de la consommation des ménages. Cependant, un regain d'incertitude sur les marchés financiers a accru les risques pour la conjoncture suisse, de sorte qu'une nouvelle hausse des taux de la BNS est plus une option qu'une nécessité. Les actions suisses demeurent donc intéressantes, et le franc suisse devrait de nouveau s'apprécier.

Conjoncture

Tendances contradictoires sur le front des investissements

Les investissements productifs sont soumis à des facteurs antinomiques. Le bâtiment perd de sa dynamique. Le bâtiment commercial profite certes de la hausse des emplois de bureau, de la réalisation de grands centres commerciaux et d'une reprise dans le bâtiment public. Mais sur le locatif, principal composant des investissements dans le bâtiment, un tournant est dépassé, suite à quelques années de production vigoureuse.

L'expansion soutenue des investissements d'équipement des entreprises tient aux bénéfices importants des sociétés, aux perspectives positives de chiffre d'affaires et de résultats, au niveau toujours bas des taux à long terme et à celui élevé d'utilisation des capacités, qui amène les entreprises à effectuer des investissements d'extension. Les investissements d'équipement devraient continuer à soutenir la conjoncture en 2008, en dépit d'une croissance plus faible. **ab**

A la une

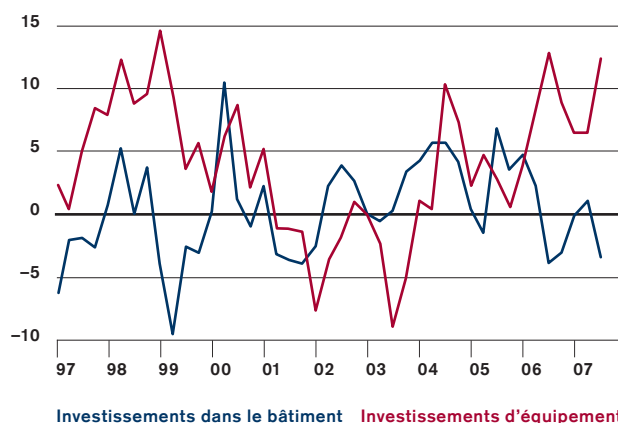
Le marché du travail a le vent en poupe

L'emploi a réagi tardivement mais vigoureusement à la reprise. Il devrait progresser d'env. 2,5% cette année et d'env. 1,2% en 2008. Le niveau de sécurité de l'emploi est donc élevé. Il stimule la consommation des ménages qui, avec une hausse d'env. 2%, apportera une contribution solide à la croissance en 2007/2008.

La demande soutenue, en Suisse comme à l'étranger, en biens de consommation et d'équipement suisses, a un effet favorable sur l'emploi dans l'industrie, dans le secteur secondaire, longtemps dans l'ombre du tertiaire. Les innovations et rationalisations, le renouvellement de la gamme de produits, la pénétration de lucarnes du marché et un contrôle des coûts strict, finissent par payer pour l'industrie. La baisse du franc, ces dernières années, fait l'effet d'une stimulation supplémentaire pour les sociétés industrielles exportatrices. La revitalisation de l'industrie est très positive pour la Suisse. **ab**

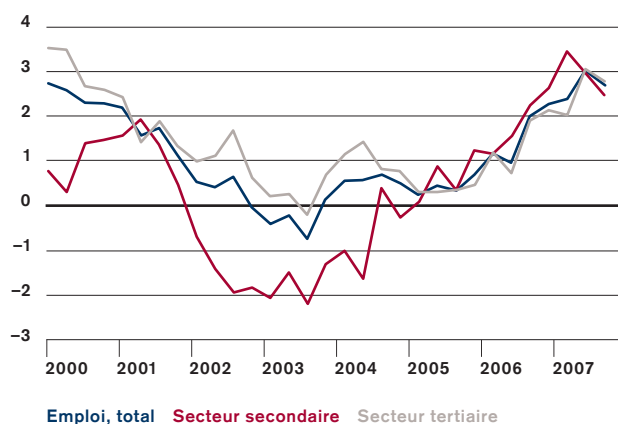
Les investissements d'équipement et dans le bâtiment affichent des tendances distinctes. Source: Datastream

Evolution en % par rapport à l'année précédente, réelle



L'emploi profite fortement de l'essor conjoncturel. Source: OFS

Evolution en % par rapport au trimestre de l'année précédente



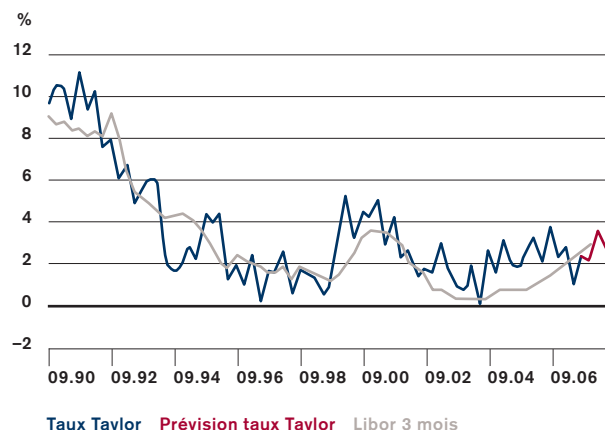
Taux d'intérêt

Relèvement des taux: une option, pas une nécessité

En dépit du ternissement des perspectives de croissance mondiales, les fondamentaux ont continué de dresser un tableau optimiste de l'économie suisse. Cependant, les risques pesant sur la croissance et de retour de l'inflation se sont accrus. Le niveau approprié des taux dans les conditions actuelles est suggéré par la fonction de réaction de John B. Taylor en matière de politique monétaire. La figure 1 montre qu'une nouvelle hausse des taux est une option, mais qu'il n'y a pas urgence à agir. Bien que les prévisions de l'inflation de la Banque nationale suisse (BNS) soient supérieures aux nôtres sur le long terme, la stabilité des prix n'est guère en péril à court terme. Nous pensons donc que la BNS commencera par donner la priorité à la stabilisation de l'économie plutôt qu'à celle des prix. *th*

Selon la règle de Taylor, un relèvement des taux est une option, mais pas une nécessité.

Source: Bloomberg, Credit Suisse



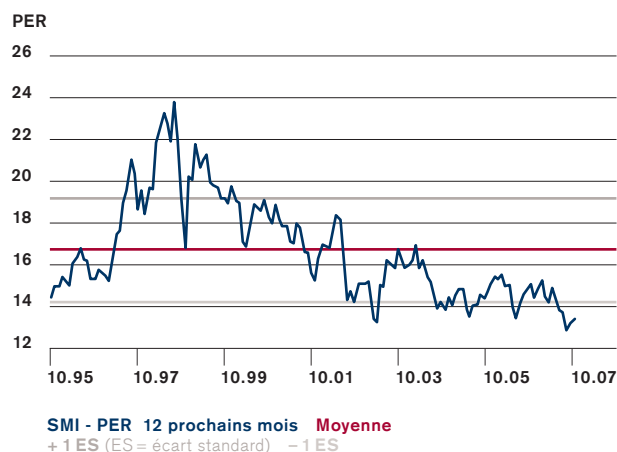
Marché des actions

Les actions suisses demeurent intéressantes

En raison de cours intéressants, d'une dynamique de résultats solide et d'une conjoncture favorable aux actions, nous continuons de donner une note positive aux actions suisses. Même si la croissance intérieure devrait légèrement s'affaiblir, en 2008, à +1,9%, nous tablons, pour les entreprises suisses, l'an prochain, sur des chiffres d'affaires et des bénéfices supérieurs à ceux des concurrents européens. La cause: avant tout la robustesse de la croissance économique des pays seuils, dont la Suisse profite notamment grâce à la force de ses exportations. Du reste, les exportations vers l'UE, représentant 2/3 des exportations totales de la Suisse, devraient évoluer positivement, l'an prochain, compte tenu de l'embellie des données macroéconomiques de l'EEE et de la faiblesse du franc. *db*

Les actions suisses affichent actuellement un PER de 13,3, au plus bas depuis 12 ans.

Source: Credit Suisse, Bloomberg



Devises

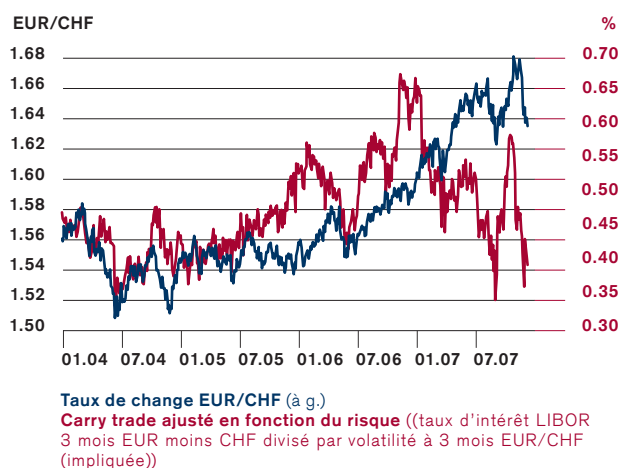
Une volatilité accrue soutient le franc

La volatilité accrue des marchés financiers a récemment permis au franc suisse de s'apprécier par rapport aux principales devises. Sa faiblesse des derniers trimestres tenait, d'après nous, au faible niveau de volatilité.

Nous pensons que la phase de faibles fluctuations des marchés financiers est finie et que la différence sur le front des taux d'intérêt va évoluer à l'avantage du CHF. Etant donné que le franc est légèrement sous-évalué par rapport à l'EUR, nous tablons sur son renchérissement face à l'EUR et à l'USD dans les prochains mois. *mh*

La hausse de la volatilité a eu un effet négatif sur les carry trades et donc positif sur le CHF.

Source: Bloomberg, Credit Suisse



Aperçu prévisions 27 novembre 2007

Actions et matières premières: quelques indices

Source: Bloomberg, Credit Suisse

| Sélection | Cours | Sur un an | Perspective 3M | Objectifs 12M |
|-------------------------------|-----------|-----------|----------------|---------------|
| S&P 500 | 1'416.77 | -0.1% | → | 1'575 |
| SMI | 8'378.9 | -4.6% | ↗ | 10'200 |
| FTSE-100 | 6'230 | 0.1% | ↘ | 6'700 |
| Euro Stoxx 50 | 4'248.4 | 3.1% | ↗ | 4'700 |
| Nikkei 225 | 14'888.77 | -13.6% | ↘ | 18'000 |
| Or | 764 | 19.9% | ↗ | |
| Pétrole | 87 | 41.9% | ↘ | |
| Dow Jones AIG Commodity Index | 351 | 11.63% | ↗ | |

Croissance réelle du PIB en %

Source: Bloomberg, Credit Suisse

| | 2006 | 2007E | 2008E |
|-------|------|-------|-------|
| CH | 3.2 | 2.5 | 1.9 |
| UME | 2.7 | 2.5 | 1.8 |
| E.-U. | 3.4 | 2.1 | 1.9 |
| R.-U. | 2.8 | 3.1 | 2.0 |
| Japon | 2.2 | 1.7 | 1.5 |

Inflation en %

Source: Bloomberg, Credit Suisse

| | 2006 | 2007E | 2008E |
|-------|------|-------|-------|
| CH | 1.1 | 0.7 | 1.1 |
| UME | 2.2 | 1.9 | 2.2 |
| E.-U. | 3.2 | 2.7 | 2.5 |
| R.-U. | 2.3 | 2.2 | 2.0 |
| Japon | 0.3 | -0.1 | 0.1 |

Devises

Source: Bloomberg, Credit Suisse

| | 27. 11. 2007 | 3M | 12M |
|---------|--------------|----|-------------|
| USD/CHF | 1.11 | → | 1.10 – 1.14 |
| EUR/CHF | 1.64 | → | 1.60 – 1.64 |
| JPY/CHF | 1.02 | → | 1.01 – 1.05 |
| EUR/USD | 1.48 | → | 1.43 – 1.47 |
| USD/JPY | 109 | → | 106 – 110 |
| EUR/JPY | 161 | ↗ | 155 – 159 |
| EUR/GBP | 0.72 | → | 0.73 – 0.75 |
| GBP/USD | 2.07 | → | 1.94 – 1.98 |
| EUR/SEK | 9.32 | → | 8.95 – 9.15 |
| EUR/NOK | 8.09 | ↘ | 7.60 – 7.80 |
| AUD/USD | 0.88 | ↗ | 0.94 – 0.98 |
| NZD/USD | 0.76 | ↗ | 0.73 – 0.77 |
| USD/CAD | 1.00 | ↘ | 0.90 – 0.94 |

Intérêts à court terme LIBOR à 3 mois

Source: Bloomberg, Credit Suisse

| | 27. 11. 2007 | 3M | 12M |
|-----|--------------|----|-----------|
| CHF | 2.75 | → | 2.9 – 3.1 |
| EUR | 4.72 | ↘ | 4.0 – 4.2 |
| USD | 5.06 | ↘ | 3.8 – 4.0 |
| GBP | 6.56 | ↘ | 5.4 – 5.6 |
| JPY | 0.95 | ↘ | 1.0 – 1.2 |

Emprunts d'Etat à 10 ans

Source: Bloomberg, Credit Suisse

| | 27. 11. 2007 | 3M | 12M |
|-----|--------------|----|-----------|
| CHF | 2.84 | ↗ | 3.1 – 3.3 |
| EUR | 4.04 | → | 4.3 – 4.5 |
| USD | 3.95 | → | 4.2 – 4.4 |
| GBP | 4.59 | → | 4.9 – 5.1 |
| JPY | 1.50 | ↗ | 1.8 – 2.0 |

Economie suisse (évolution par rapport à l'année précédente en %)

Source: Credit Suisse

| | 2006 | 2007E | 2008E |
|----------------------------------|------|-------|-------|
| Produit Intérieur Brut (réel) | 3.2 | 2.5 | 1.9 |
| Consommation privée | 1.5 | 2.0 | 1.9 |
| Consommation publique | -1.4 | -0.3 | 0.1 |
| Investissements d'équipement | 8.9 | 8.4 | 2.8 |
| Investissements dans le bâtiment | -1.4 | -1.1 | -1.3 |
| Exportations | 9.9 | 8.3 | 4.0 |
| Importations | 6.9 | 5.2 | 3.8 |
| Emploi | 1.0 | 2.0 | 1.2 |
| Taux de chômage | 3.3 | 2.8 | 2.6 |

Information importante

Les opinions exprimées sont celles de Credit Suisse au moment de la rédaction; toute modification demeure réservée sans préavis. Ce document a été publié exclusivement à titre d'information et à l'usage des personnes concernées; il ne constitue ni une offre, ni une invitation par Credit Suisse ou pour son compte à acheter, ni à vendre des titres quelconques ou des instruments financiers correspondants, ni à participer à une stratégie spécifique quelconque de courtage dans une juridiction quelconque. Il a été préparé sans prendre en considération les objectifs, la situation financière ni les besoins d'un investisseur quelconque. Ce document ne contient aucune recommandation de nature juridique ou en matière de placements, de comptabilité ou d'impôts; il n'implique pas qu'un placement ou une stratégie soit adapté ou approprié aux circonstances individuelles ou constitue d'une autre manière une recommandation personnelle par rapport à un investisseur spécifique. Toute référence à une performance antérieure ne préjuge pas des résultats futurs.

Les informations et les analyses contenues dans cette publication proviennent de sources connues pour être fiables; toutefois, aucune garantie n'est donnée par rapport au fait que l'information soit exacte ou complète. Credit Suisse ne peut donc être tenu pour responsable des pertes qui pourraient résulter de leur utilisation.

LE PRESENT DOCUMENT, EN SA FORME ORIGINALE OU COPIEE, NE SAURAIT ETRE ENVOYE, INTRODUIT OU DISTRIBUE AUX ETATS-UNIS OU A DES PERSONNES IMPOSABLE AUX ETATS-UNIS. La distribution est également susceptible d'être limitée dans d'autres pays en raison de la législation ou de la réglementation locale.

Ce rapport est distribué par Credit Suisse, une banque suisse agréée et réglementée par la Commission fédérale des banques.

Toute reproduction intégrale ou partielle du présent document est soumise à l'autorisation écrite de Credit Suisse. © 2007 Credit Suisse Group et/ou ses filiales. Tous droits réservés.

Mentions légales Invest

Editeur Credit Suisse, Case postale 2, 8070 Zurich **Rédaction** Alois Bischofberger (ab), Anja Hochberg (ah), Marcus Hettinger (mh), Tobias Merath (tm), David Brönnimann (db) **Marketing** Veronica Zimnic **E-mail** redaktion.bulletin@credit-suisse.com **Internet** www.credit-suisse.com/infocus **Annonces** Pauletto GmbH, Daniel Pauletto et Philipp Vonarburg, Kleinstrasse 16, 8008 Zurich, téléphone/fax +41 43 268 54 56, E-mail ph.vonarburg@gmail.com **Impression** NZZ Fretz AG **Réimpression** autorisée avec la mention «Extrait du bulletin de Credit Suisse»

Investment Focus



Le constant Total Return

En août de cette année, Credit Suisse a créé le thème «Total Return». Nos prévisions de grande volatilité des marchés financiers se sont confirmées. Nous nous trouvons dans un contexte ardu, favorisé par l'incertitude croissante planant sur la conjoncture aux Etats-Unis. Les principaux indices ont subi des pertes massives ces trois derniers mois. Les conditions favorables de ces quatre dernières années sont du passé. La faiblesse du dollar, le prix élevé du pétrole et la récente crise financière forment un mélange explosif qui va continuer d'occuper les marchés financiers.

Le risque de corrections répétées et importantes souligne le besoin d'instruments de placement affichant l'approche Total Return.



Le novateur HOLT

L'approche novatrice pour détecter les actions sous-évaluées: HOLT est un système d'évaluation mesurant la création de valeur économique effective d'une entreprise en déterminant les charges et produits numériques réels. On étudie la performance opérationnelle, l'évaluation de l'entreprise et la solidité du marché correspondant.

On peut ainsi identifier les actions les plus attrayantes sur la base de l'évaluation et de la capacité de performance. Des backtestings ont montré que cette approche dénicherait systématiquement les actions dépassant les références.

Découvrez, dans Investment Focus HOLT, comment investir à l'aide d'une approche systématique.



Le solide Les Etats du Golfe

42% des réserves de pétrole totales, ainsi que 24% des réserves de gaz mondiales, se trouvent dans les régions du Golfe.

Les prix record du pétrole et du gaz stimulent l'essor économique de la région. La croissance économique des Etats du Golfe pour 2007 est estimée à +6,1%, soit près de trois fois la croissance des Etats-Unis.

Outre les réserves de pétrole brut et de gaz, une infrastructure en plein essor, un marché immobilier florissant, et la hausse de la demande régionale, laissent présager une croissance soutenue. Suite à la correction de l'année dernière, les marchés des actions de la région offrent de nouveau des possibilités d'investissement intéressantes.

Toutes ces réalités intéressantes nous ont amenés à lancer l'Investment Focus «Gulf Countries». Découvrez, en tant qu'investisseur, comment vous pouvez prendre part à cette croissance.

Investment Focus est une publication thématique reposant sur des idées du service Research de Credit Suisse. Outre les faits essentiels sur des sujets financiers intéressants, cette publication présente par ailleurs des solutions de placement attrayantes.

Credit Suisse propose une gamme variée de solutions de placement telles que produits structurés, placements alternatifs, produits de change et fonds de placement sur ces thèmes (parmi d'autres).

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à votre conseiller clientèle ou à la personne ci-dessous.

Contact: Maria Dolores Lamas, Managing Director, Responsable Financial Products & Investment Advisory

Téléphone: +41 44 333 31 22

E-mail: structured.investments@credit-suisse.com

Internet: www.credit-suisse.com/structuredproducts

Intranet <http://buffet.csintra.net/focus>

Credit Suisse Engagement



Changement à la tête de la Fondation du Jubilé du Credit Suisse

Cette année encore, la Fondation du Jubilé du Credit Suisse a apporté des contributions importantes à de nombreux organismes actifs dans les domaines social, culturel et scientifique. Elle soutient notamment des associations et des institutions qui s'engagent pour aider les personnes souffrant d'un handicap physique ou mental, par exemple les fondations Lukashaus de Grabs et MyHandicap de Küsnacht ainsi que le foyer Kontiki de Zuchwil. La Fondation fournit également une assistance rapide lors de catastrophes naturelles, comme ce fut le cas cette année dans les régions de Huttwil et d'Einsiedeln/Ybrig. Sans oublier le soutien à la fondation Mirja Sachs, créée en 1987 par Gunter et Mirja Sachs afin de proposer une aide d'urgence aux enfants défavorisés. En 2007, la somme a été versée au Day Care Center de Kylemore. La Fondation du Jubilé du Credit Suisse a désormais un nouveau directeur : en septembre dernier, Joseph Jung, qui occupait ce poste depuis dix-sept ans, a laissé la place à Fritz Gutbrodt (photo), responsable Chairman's Office du Credit Suisse Group. mar

www.credit-suisse.com/foundation
www.credit-suisse.com/responsibility



Promouvoir l'économie suisse en récompensant les meilleurs professeurs

La Suisse ne peut conserver sa compétitivité qu'en s'engageant massivement dans la formation. C'est sur la base de ce constat qu'a été créé en 2006 le «Credit Suisse Award For Best Teaching» à l'initiative de Hans-Ulrich Doerig, vice-président du Conseil d'administration de la banque. Ce prix permet aux universités et hautes écoles de récompenser chaque année leurs meilleurs enseignants. En 2007, les lauréats sont : Denis Duboule, directeur du Département de zoologie et de biologie animale de l'Université de Genève, Thomas Gmür, Laboratoire de mécanique appliquée et d'analyse de fiabilité de l'EPF de Lausanne, Lutz Jäncke, Psychologisches Institut de l'Université de Zurich, Torsten Tomczak, Institut für Marketing und Handel de l'Université de Saint-Gall, Germana D'Alessio, Resp. Servizio Lingue e Mobilità, et Angelo Nuzzo, Dip. Scienze aziendali e sociali, de l'Université du Tessin (SUPSI), Markus Zimmermann-Acklin, Institut für Sozialethik de l'Université de Lucerne, et Otto Künzle, Institut für Hochbautechnik de l'EPF de Zurich. mar

www.credit-suisse.com/foundation
www.credit-suisse.com/responsibility



Deux femmes reçoivent l'«Empiris Award for Research in Brain Diseases» 2007

Amedeo Caflisch, professeur à l'Institut de biochimie de l'Université de Zurich, a remis pour la deuxième fois l'«Empiris Award for Research in Brain Diseases».

En 2006, Mathias Heikenwälder avait reçu cette distinction pour ses recherches sur la maladie de Creutzfeldt-Jakob, et cette année, ce sont Marlen Knobloch, de l'Université de Zurich, et Eline Vrieseling, de l'Université de Bâle, qui se sont vues récompensées pour leurs thèses en neurosciences.

Le professeur Martin E. Schwab, directeur de l'Institut de recherche cérébrale à l'Université de Zurich, a souligné la performance exceptionnelle des deux lauréates. En effet, Marlen Knobloch a développé un nouveau modèle de souris transgénique permettant de vérifier des hypothèses concernant la maladie d'Alzheimer. Les travaux d'Eline Vrieseling, quant à eux, portaient sur les cellules nerveuses de la moelle épinière. Le jury était présidé par Heinrich Ursprung, membre du conseil de la Fondation Empiris. mar

www.empiris.ch
www.credit-suisse.com/responsibility

Credit Suisse EMEA Esprit communautaire

Valoriser l'entreprise grâce aux actions caritatives

Interview : Michèle Bodmer

Aujourd'hui, la force d'une entreprise ne se mesure plus seulement à son bilan. Une entreprise efficace s'engage pour la société et fait profiter de son succès les communautés où elle est présente. Bella Berns, responsable Philanthropy au Credit Suisse EMEA, explique pourquoi il importe de trouver le juste équilibre entre bénéfices financiers et esprit communautaire.

Bulletin : Vous êtes depuis un an responsable Philanthropy au Credit Suisse EMEA (Europe, Middle East & Africa). Quand avez-vous commencé à vous intéresser à ce sujet ?

Bella Berns : Ma mère était directrice d'une organisation locale aux Etats-Unis qui donnait des conseils juridiques et offrait refuge aux femmes et aux enfants victimes de violences ou en situation précaire. J'ai donc grandi dans une famille très engagée sur le plan social.

Comment décririez-vous votre travail ?

Je suis venue au Credit Suisse pour restructurer son action philanthropique dans la région, depuis les subventions de l'entreprise jusqu'à l'engagement des collaborateurs en termes de temps et d'argent. Mon objectif premier est de renforcer la stratégie de nos actions caritatives.

Qu'est-ce que l'initiative Philanthropy Services ?

Il s'agit d'un service qui conseille nos clients lors de la mise en place d'instruments caritatifs. Ce projet pilote a démarré en septembre alors que plusieurs de nos clients désiraient effectuer des dons de leur vivant plutôt que sous forme de legs et s'engager davantage dans la société, au niveau tant

local qu'international. Entre l'absence de normes réglementaires internationales, les centaines de milliers d'associations caritatives et l'opacité des systèmes fiscaux, la tâche est ardue. De nombreux chefs d'entreprise nous demandent conseil pour s'assurer que leurs dons seront effectués à bon escient.

Vous avez évoqué une approche plus stratégique de la philanthropie dans la région EMEA.

Jusqu'à présent, la région EMEA soutenait des organisations caritatives sur la base d'un budget limité, avec des dons de 20 000 dollars en moyenne. Nous étions en contact avec bon nombre d'organisations, mais il était difficile de mesurer l'impact du Credit Suisse sur la communauté dans cinq à dix ans. En 2008, nous nous rapprochons de notre objectif, qui est d'avoir de cinq à dix partenaires principaux et d'accorder des subventions accrues sur un horizon plus long.

Diriez-vous de la philanthropie qu'elle consiste seulement à faire le bien autour de soi ?

La définition actuelle de la philanthropie est de partager les bénéfices et les ressources avec des organisations à but non lucratif.

Cela revient à mettre de l'argent et de la main-d'œuvre au service de certaines causes. Une entreprise peut renforcer ses valeurs en subventionnant des projets sociaux qui correspondent à ses orientations et à ses idéaux.

Quelle est l'approche du Credit Suisse EMEA en matière de philanthropie ?

Le Credit Suisse veut être un bon partenaire là où il se trouve. Nous entendons aider les populations locales à améliorer leur situation. Pour cela, nous agissons au niveau des moyens d'éducation et soutenons le développement économique en proposant des emplois, afin que ces gens puissent apporter un jour leur contribution à la société. Nous ne nous investissons pas dans ces communautés simplement pour faire de l'argent, mais aussi pour engendrer une communauté durable.

Où s'arrête la philanthropie et où commence l'intérêt commercial ?

Il est clair que les entreprises cherchent à valoriser leurs activités et à améliorer leur image, mais les initiatives philanthropiques peuvent aussi en profiter. Au niveau du bénévolat, le bénéfice direct pour le Credit Suisse réside dans le développement professionnel et personnel de nos collaborateurs. Ces initiatives, qui renforcent notre réputation de bon partenaire dans la société, peuvent aussi être le petit plus qui fera qu'un collaborateur potentiel choisira de travailler pour nous. Bien sûr, le Credit Suisse ne pourra jamais distribuer un milliard de dollars à des actions caritatives,



En haut (de gauche à droite) : Joshua poste une lettre dans un fauteuil roulant de l'association Whizz-Kidz. Bella Berns, responsable Philanthropy pour la région EMEA. En bas (de gauche à droite) : bénévolat pour l'association Habitat for Humanity. Un enseignant de Teach First avec ses élèves (www.teachfirst.org.uk).

mais nous pouvons affecter un certain pourcentage de nos bénéfices à la mise en œuvre de changements notables dans les sociétés où nous sommes actifs.

Pourquoi le bénévolat est-il si important ?

En utilisant votre savoir-faire et vos talents dans le domaine caritatif, vous développez aussi vos aptitudes personnelles et professionnelles. C'est pourquoi nous incitons nos collaborateurs à s'engager dans leur communauté en offrant une fois par an une journée de leur temps, et nous les rémunérons pour cette journée.

Vous travaillez à Canary Wharf, un quartier d'affaires en pleine expansion. Qu'a-t-il de si particulier ?

Canary Wharf est situé à l'est de Londres, dans l'un des quartiers les plus pauvres

de Grande-Bretagne et même d'Europe. Il connaît un fort taux d'immigrés pour lesquels l'anglais est une seconde, voire une troisième langue. Ces gens souffrent du manque d'éducation et d'emplois, et vivent dans de mauvaises conditions au cœur d'une ville connue pour être très chère.

Quel genre d'initiatives le Credit Suisse y encourage-t-il, et comment choisissez-vous les causes à soutenir ?

A l'échelle mondiale, le Credit Suisse concentre ses efforts sur l'éducation. Dans la région EMEA, nous mettons l'accent sur l'éducation des jeunes. Nous essayons de déceler les problèmes majeurs, puis nous cherchons les meilleurs moyens de les combattre en créant des partenariats avec des associations caritatives. Dans l'est londonien, l'absentéisme et l'exclusion scolaire

sont un grave problème. Nous collaborons avec des organisations caritatives pour aider les enfants non intégrés à retrouver la voie de l'école. C'est un point très important, car chaque année d'éducation augmente les chances de trouver un emploi, sans compter tous les autres aspects positifs. L'éducation des enfants est donc une action positive sur le très long terme, car ces enfants seront un jour nos collaborateurs, voire nos clients.

Comment se présente ce développement de l'éducation dans d'autres régions ?

Avec l'aide des différents sites, nous identifions les problèmes locaux dans le domaine de l'éducation des jeunes. Nous savons par exemple que Paris connaît les mêmes problèmes que l'est londonien, avec sa forte population d'immigrés exclus du système scolaire. A Paris, nous nous associerons avec des partenaires qui font bouger les choses en matière d'intégration.

Quelle place tiennent les activités caritatives dans les pays en développement ?

Le Credit Suisse tient à être leader dans ce domaine en Europe de l'Est, au Proche-Orient et en Afrique du Sud, car nous y développons des activités et des relations. Nous devons absolument être un partenaire social dans ces régions et y investir à long terme plutôt que de nous contenter d'y réaliser des profits.

L'Asie-Pacifique, l'Europe de l'Est et le Proche-Orient sont aussi des régions où la philanthropie des particuliers fortunés offre le plus grand potentiel de croissance. Il est intéressant de constater que lorsque les gens acquièrent une certaine fortune, ils prennent conscience de l'énorme décalage entre ce qu'ils possèdent et ce que gagne le reste de la population dans leur pays. Les philanthropes d'aujourd'hui, nos clients Private Banking, commencent bien plus tôt à faire des dons que par le passé, et ils donnent de manière plus stratégique. Il importe donc qu'ils aient à leurs côtés une entreprise qui, elle aussi, contribue à l'essor de la société. <

Credit Suisse Bénévolat et actions pour les enfants

Quand la banque se met au service des autres

Texte : Mandana Razavi

« Impatiences de Nouvelle-Guinée », tel est le nom des fleurs qui ont été vendues récemment par des bénévoles à Paradeplatz afin de soutenir la Ligue contre le cancer.

Les projets de bénévolat profitent à tout le monde, et les exemples d'actions réussies sont légion. Le sous-département Trade Finance du Credit Suisse a ainsi organisé cet été à Paradeplatz une vente de fleurs à l'occasion du 50^e anniversaire de la Ligue zurichoise contre le cancer. Il a également mis des bénévoles à disposition lors de manifestations du foyer pour handicapés Humanitas à Horgen et de la Fondation Brühlgut à Winterthur.

Depuis 2001, l'opération « Soupe solidaire » est organisée en novembre dans tout le pays par la Fondation Tables Suisses. Cette année, 30 points de vente ont été mis en place par le Credit Suisse. Les fonds recueillis servent à l'achat de produits alimentaires destinés à des organismes sociaux.

En novembre également, le Kids Day a permis à de nombreux garçons et filles âgés de 10 à 16 ans de découvrir l'environnement de travail de leurs parents et de réfléchir à leur future profession. Enfin, pendant les vacances d'automne, le service spécialisé Garde d'enfants en Suisse a proposé à des écoliers de 5 à 12 ans deux journées passionnantes au centre d'escalade Milandia de Greifensee et au KiTi Ponyhof de Hausen am Albis, près de Zurich. <



Aider les autres grâce à des actions de bénévolat : vente de fleurs pour la Ligue contre le cancer (en haut à gauche) et Soupe solidaire (en haut à droite), sans oublier le Kids Day (en bas à gauche) et le service de garde d'enfants pendant les vacances d'automne (en bas à droite).

Credit Suisse Sponsoring



BMW Sauber F1, troisième force du championnat

Avec 61 points, Nick Heidfeld occupe la cinquième place du classement des pilotes 2007, devant son coéquipier Robert Kubica, qui affiche 39 points au compteur. Au classement des constructeurs, BMW Sauber figure même en deuxième position derrière Ferrari après la disqualification de McLaren. Le directeur de BMW Motorsport, Mario Theissen, s'estime extrêmement satisfait de sa deuxième saison de formule 1, qu'il a qualifiée de réussite. Selon lui, l'écurie BMW Sauber s'est clairement imposée comme la troisième force du championnat, atteignant même le seuil magique des 100 points lors de la dernière course. Après s'être classé deuxième au GP du Canada et troisième au GP de Hongrie, Nick Heidfeld espère remporter sa première victoire de Grand Prix l'année prochaine. Cette victoire, Robert Kubica l'avait à portée de main : à Shanghai, il a été leader du 32^e au 34^e tour avant de devoir abandonner en raison d'un incident technique. En revanche, il a eu la chance de sortir indemne de son grave accident sur le circuit de Montréal. A Hinwil et à Munich, les travaux de conception de la voiture 2008 se poursuivent sans relâche. sds

Informations : www.bmw-sauber-f1.com
et www.credit-suisse.com/f1



En Afrique du Sud avec l'équipe nationale de football

« Nous sommes fiers d'être et de rester le partenaire principal du football suisse », a déclaré Urs Dickenmann, responsable Private Banking Switzerland. Parmi les temps forts de ce partenariat conclu en 1993 figurent les participations de l'équipe nationale A aux Coupes du monde de 1994 aux Etats-Unis et de 2006 en Allemagne ainsi qu'aux Championnats d'Europe de 1996 en Angleterre, de 2004 au Portugal et, bien sûr, de 2008 en Suisse et en Autriche. « Nous aimerions que cette success story se poursuive jusqu'à la Coupe du monde de 2010 en Afrique du Sud », a ajouté Urs Dickenmann, lui-même ancien joueur du FC Zurich. Le Credit Suisse accorde une grande importance à la promotion de la relève, à laquelle il consacre 50% de ses contributions de sponsoring. Pour souligner cet engagement, les quatre centres de formation de l'Association suisse de football à Payerne, Emmen, Tenero et Huttwil seront rebaptisés « Credit Suisse Academies » dès l'été 2008. Désormais, le Credit Suisse soutiendra aussi les sélections féminines. Les succès des joueuses M19 trouveront donc bientôt leur écho dans l'équipe A. schi

Informations : www.football.ch
et www.credit-suisse.com/football



Un début d'année placé sous le signe du sport équestre

Du 24 au 27 janvier 2008, le CSI Zurich, le tournoi hippique le mieux doté du monde, fêtera son vingtième anniversaire. Le Credit Suisse est le sponsor principal de cette manifestation, qui se déroule au Hallenstadion de Zurich et allie à merveille spectacle et sport d'élite. Mercedes Benz, partenaire de la première heure, sera le nouveau sponsor titre. Le coup d'envoi du CSI Zurich a déjà été donné en octobre lors d'un après-midi pour enfants organisé sur la Sechseläutenwiese, où ceux-ci pouvaient monter à cheval et collectionner des autographes. Par ailleurs, les dimanches 3, 10 et 17 février seront consacrés au White Turf, des courses internationales de chevaux qui ont lieu depuis 1907 sur le lac gelé de Saint-Moritz. Sponsor principal du White Turf, le Credit Suisse soutient depuis des années le skikjöring, course unique au monde où des skieurs sont tirés par des chevaux. Celui qui prend la tête du classement général a le droit de porter pendant un an le titre de « Roi de l'Engadine ». Le skikjöring comprend trois volets : le Credit Suisse Grand Prix de Celerina, le Grand Prix de Sils et le Grand Prix Credit Suisse. schi

Informations : www.mercedes-csi.ch
et www.whiteturf.ch

Kunsthhaus de Zurich Sur les traces de l'europop

Singapour « Innovation in Art »



Le pop réunit l'Ancien et le Nouveau Monde

Le mot « pop art » apparaît pour la première fois à Londres en 1955. Né de l'enthousiasme d'architectes, de théoriciens et d'artistes britanniques, ce courant se développe avec la production massive d'images inspirées par la société de consommation américaine pour déboucher, à la fin des années 1960, sur une peinture au style coloré et aux motifs pop qui est devenue célèbre dans le monde entier.

Dans sa première grande exposition de 2008, le Kunsthhaus de Zurich, soutenu par le Credit Suisse, propose de retracer le parcours difficile mais passionnant du pop art européen, ou euro-pop. Un terme qui souligne d'ailleurs à quel point les Etats-Unis, considérés comme la véritable patrie du pop, et l'Europe occidentale se sont mutuellement influencés. Peut-être le pop art n'est-il qu'un effet secondaire d'une vaste fusion culturelle. Car il n'y a pas d'euro-pop sans la culture commerciale américaine, et pas de pop art américain sans les avant-gardistes (Dada et surréalistes) du Vieux Continent.

Cette exposition, qui aura lieu du 15 février au 12 mai, présentera des œuvres des artistes suivants : Thomas Bayrle, Peter Blake, Pauline Boty, KP Brehmer, Erró, Öyvind Fahlström, Franz Gertsch, Domenico Gnoli, Raymond Hains, Richard Hamilton, David Hockney, Alain Jacquet, Allen Jones, Jean-Jacques Lebel, Konrad Lueg, Eduardo Paolozzi, Peter Phillips, Michelangelo Pistoletto, Sigmar Polke, Martial Raysse, Gerhard Richter (photo : Phantom Abfangjäger, 1964), Mimmo Rotella, Niki de Saint Phalle, Peter Stämpfli, Wolf Vostell. schi
www.kunsthhaus.ch

Partenariat avec le Singapore Art Museum

Le Singapore Art Museum (SAM), situé dans les locaux magnifiquement restaurés de l'ancienne Institution Saint-Joseph, abrite la collection nationale d'art. Avec 13 galeries et plus de 4 000 œuvres, ce musée créé en 1996 possède la plus grande collection de la région dédiée à l'art contemporain de l'Asie du Sud-Est.

Le succès du SAM réjouit d'autant plus le Credit Suisse, et particulièrement François Monnet, responsable Private Banking Southeast Asia and Australasia, qu'un partenariat, prévu dans un premier temps jusqu'en 2010, a été annoncé le 26 octobre lors de l'inauguration de l'exposition consacrée à Affandi (1907–1990), l'artiste indonésien le plus connu à l'étranger. « Le SAM joue un rôle majeur dans le développement de l'art en Asie du Sud-Est et effectue un travail remarquable de diffusion auprès du public, ce qui s'inscrit parfaitement dans la stratégie du Credit Suisse en matière de parrainage culturel, a déclaré François Monnet. L'engagement de la banque vise aussi à encourager de jeunes artistes dont le talent est primordial pour l'évolution de l'art et de la société. » François Monnet a également souligné l'importance que revêt l'Asie du Sud-Est pour le Credit Suisse, qui est présent dans la région depuis plus de trente-cinq ans et y compte aujourd'hui 4 000 collaborateurs.

En tant que directeur du SAM, Kwok Kian Chow s'est lui aussi félicité de ce partenariat, qui lui permettra de réaliser sous le titre de « Innovation in Art » une série d'expositions passionnantes sur des artistes du Sud-Est asiatique, mais aussi sur Alberto Giacometti, par exemple. Cette année, le Credit Suisse à Singapour s'est vu décerner les titres de « Friend of the Arts » et de « Friend of Heritage ». schi

Plus d'informations sur www.nhb.gov.sg/SAM ou www.credit-suisse.com/infocus

Série Credit Suisse Cinq concerts de violon à Genève



L'Orchestre de la Suisse Romande fête ses 90 ans l'an prochain

Il y a quarante ans, le grand chef d'orchestre romand Ernest Ansermet abandonnait la direction de l'Orchestre de la Suisse Romande (OSR), qu'il avait créé en 1918 à Genève et brillamment dirigé pendant cinquante ans. Parmi ses successeurs au poste de directeur artistique et musical figurent Wolfgang Sawallisch (1970–1980), Armin Jordan (1985–1997), Pinchas Steinberg (2002–2005) et, depuis deux ans, Marek Janowski. L'OSR a réuni très tôt des millions d'auditeurs en Suisse et dans le monde grâce aux nombreuses œuvres qu'il a enregistrées en collaboration avec la Radio Suisse Romande. Avec près de vingt créations présentées en première mondiale, l'ensemble joue par ailleurs un rôle de premier plan dans le domaine de la musique contemporaine.

Depuis 1991, le Credit Suisse fait partie des partenaires principaux de l'OSR, qui fêtera en 2008 son 90^e anniversaire. La «Série Credit Suisse» organisée à cette occasion au Victoria Hall de Genève proposera cinq concerts qui permettront chacun de mettre en lumière le talent d'un jeune violoniste à la carrière prometteuse. Julia Fischer sera à l'affiche du premier concert le lundi 14 avril. Elle sera suivie par Yossif Ivanov le jeudi 15 mai, Renaud Capuçon le vendredi 27 juin et Hilary Hahn le jeudi 4 septembre. Prévue le vendredi 5 décembre, la dernière représentation accueillera Arabella Steinbacher et sera, comme la première, dirigée par Marek Janowski. schi

Année anniversaire 2008

14 avril 2008, 20 h, Victoria Hall, Genève

Marek Janowski, direction, Julia Fischer, violon
Béla Bartók : Concerto pour violon N° 1 (1907–1908), op. posth.

Wolfgang Amadeus Mozart : Symphonie N° 29 en la majeur KV 201

Béla Bartók : Concerto pour violon N° 2

15 mai 2008, 20 h, Victoria Hall, Genève

Thomas Rösner, direction, Yossif Ivanov, violon
Serge Prokofiev : Concerto pour violon et orchestre N° 1 en ré majeur op. 19

Béla Bartók : Suite de danses pour orchestre

Ludwig van Beethoven : Concerto pour violon et orchestre en ré majeur op. 61

27 juin 2008, 20 h, Victoria Hall, Genève

Walter Weller, direction, Renaud Capuçon, violon
Wolfgang Amadeus Mozart : Concerto pour violon et orchestre N° 3 en sol majeur KV 216

Félix Mendelssohn : Symphonie N° 4 en la majeur op. 90, dite «Italienne»

Wolfgang Amadeus Mozart : «La Clémence de Titus», ouverture

Félix Mendelssohn : Concerto pour violon et orchestre en mi mineur op. 64

4 septembre 2008, 20 h, Victoria Hall, Genève

Gilbert Varga, direction, Hilary Hahn, violon

Ludwig Spohr : Concerto pour violon N° 8 en la mineur op. 47 («In modo d'una scena cantante»)

Ludwig van Beethoven : Symphonie N° 8 en fa majeur op. 93

Piotr Ilyitch Tchaïkovski : Concerto pour violon en ré majeur op. 35

5 décembre 2008, 20 h, Victoria Hall, Genève

Marek Janowski, direction, Arabella Steinbacher, violon

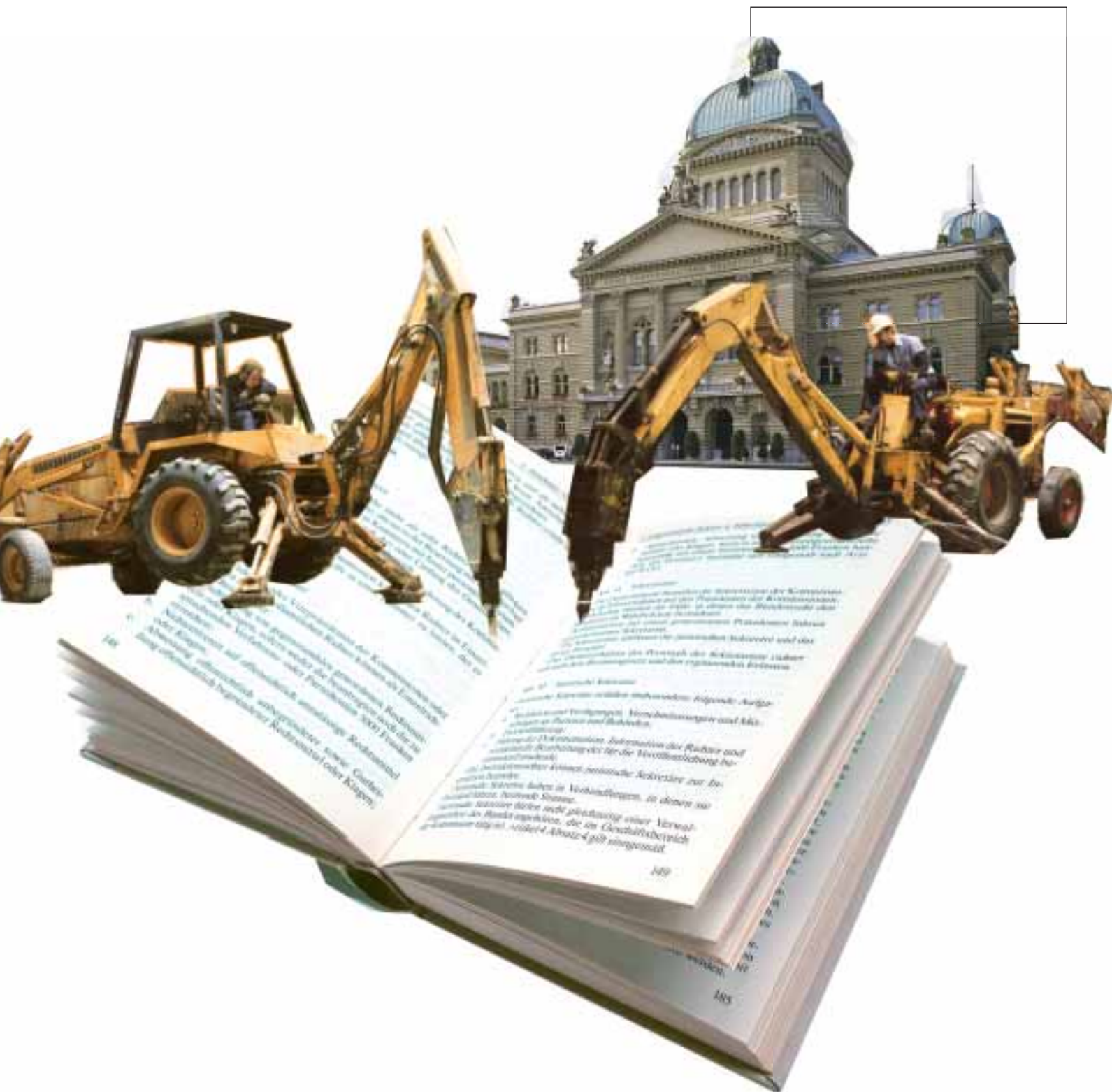
Wolfgang Amadeus Mozart : Concerto pour violon N° 4 en ré majeur KV 218

Franz Schubert : Symphonie N° 5 en si bémol majeur D 485

Alban Berg : Concerto pour violon «A la mémoire d'un ange»

Les grands chantiers de réforme

Législature 2007–2011



A côté de l'Euro 2008, une tout autre bataille se joue en Europe : la **compétition entre sites d'implantation**. Les pays misent sur de nouveaux modèles d'imposition ainsi que sur la réduction de la dette publique et des contraintes légales. Quelques grands chantiers de réforme attendent le nouveau Parlement durant la législature 2007–2011.

Texte : Petra Huth et Brigitte Dostert, Economic & Social Policy Research

Economiquement parlant, l'intervention de l'Etat n'est nécessaire qu'en cas de défaillance du marché. Dans un Etat social, d'autres motifs justifient encore son action. Un consensus fondamental peut par exemple exister autour de la question de la protection sociale en cas de maladie, de vieillesse et de chômage.

Les différents rôles de l'Etat

Au siècle dernier, l'Etat était encore peu développé et les organisations sociales et économiques de défense des intérêts accomplissaient de nombreuses tâches. C'est seulement après la Seconde Guerre mondiale que les exigences normatives ont augmenté et, avec elles, les tâches et les dépenses publiques. Mais voir les seuls coûts biaise un peu la réalité. Les rapports entre Etat et marché ont évolué : alors que les cartels étaient jadis salués pour leur participation à la régulation du marché, ils sont considérés aujourd'hui comme une menace pour la santé économique. L'Etat a dû développer ses propres ressources car ses liens d'étroite collaboration avec les associations économiques se sont distendus.

De nos jours, l'Etat est souvent à la fois propriétaire, prestataire, bailleur de fonds, régulateur et contrôleur. C'est dans son rôle de propriétaire et de prestataire qu'il est le plus puissant car il est alors, en général, aussi bailleur de fonds, régulateur et contrôleur. Citons notamment le cas des écoles et des institutions sociales – maisons de retraite, crèches, etc. – ainsi que celui des transports publics. Comme régulateur et contrôleur, l'Etat se contente par contre de fixer le cadre légal. Les revendications changent constamment, ce qui oblige à redéfinir sans cesse les rapports entre le marché et l'Etat. A ce propos, il convient d'examiner de près si l'Etat ne pourrait pas abandonner certaines fonctions ou agir plus efficacement. En vue de la nouvelle législature, deux instruments de réforme modernes peuvent se révéler efficaces : les appels d'offres publics dans le transport ferroviaire de passagers et le principe du Cassis de Dijon pour déréglementer les marchés de produits (voir graphique page 52).

L'ouverture par les appels d'offres

En Suisse, l'Etat est généralement propriétaire des infrastructures classiques comme

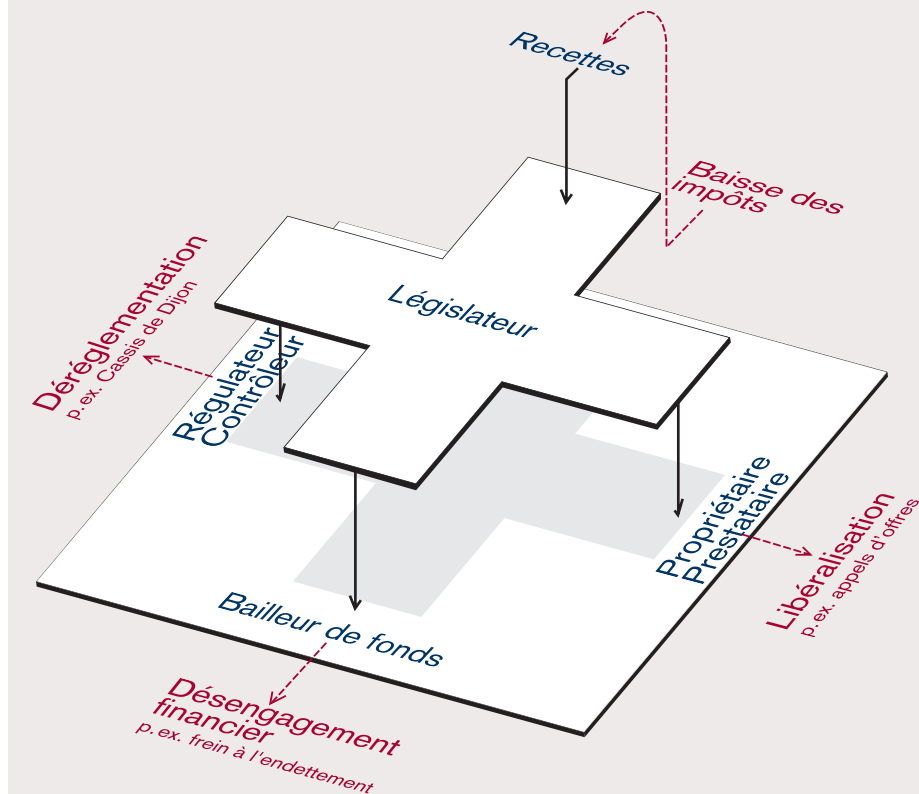
les chemins de fer, la poste, les télécommunications, l'eau, le gaz et l'électricité, domaines dans lesquels il a aussi été longtemps l'unique prestataire. Mais comment faire pour se désengager ? La réponse s'appelle libéralisation : par la privatisation des entreprises publiques ou par l'ouverture des marchés.

L'ouverture du marché des télécoms est en grande partie achevée. Du côté de la poste, après le service des paquets, le service des lettres à partir de 100 grammes est, depuis le 1^{er} avril 2006, aussi ouvert aux prestataires privés. Dans sa session de printemps 2007, au terme d'une longue bataille, le Parlement a également lancé l'ouverture du marché suisse de l'électricité. Celle-ci deviendra effective en 2008 pour les clients consommant plus de 100 000 kilowattheures par an et en 2013 seulement pour les clients plus modestes comme les ménages.

La libéralisation du trafic ferroviaire a commencé avec la réforme des chemins de fer I. Si le transport de marchandises est un secteur pouvant être considéré aujourd'hui comme ouvert, la concurrence >

La politique économique dans la croix suisse

La déréglementation des marchés de produits et les appels d'offres publics sont de possibles instruments de réforme. Source : Credit Suisse Economic Research, 2007



est encore pratiquement inexistante dans le transport ferroviaire de voyageurs, bien que les appels d'offres y soient autorisés. Cet instrument permet à l'Etat d'accorder au meilleur prestataire le droit d'exercer un monopole dans un secteur précis. Cela s'applique d'abord là où la libre concurrence n'est pas possible. Pour pouvoir déterminer quelle est l'entreprise de transport qui offre le meilleur rapport prix/prestations, il convient de définir préalablement les critères de décision. Ceux-ci comprennent le prix, le personnel, la qualité des véhicules, les idées innovantes, etc. Ce système crée de la concurrence tout en garantissant le maintien du service public.

Depuis quelques années, l'exploitation de lignes de bus peut être mise au concours en Suisse. L'Office fédéral des transports juge les expériences positives, puisque les soumissions publiques périodiques ont permis de réduire les coûts ou d'améliorer l'offre. L'absence d'appels d'offres dans le transport ferroviaire de voyageurs étonne d'autant plus. Etant donné que cet instrument fonctionne déjà très bien en Allemagne (voir page 53), la future réforme des chemins de fer II offre une bonne occasion de le mettre en œuvre chez nous.

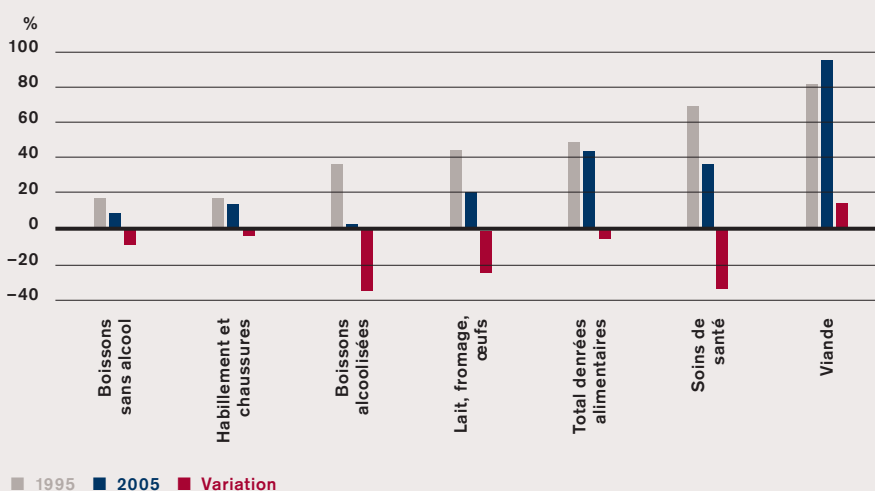
Le principe du Cassis de Dijon

Les appels d'offres publics permettent à l'Etat de faire jouer la concurrence sur des marchés ne se prêtant pas à une ouverture totale. En adoptant le principe du Cassis de Dijon appliqué dans l'Union européenne (UE), la Suisse peut par contre alléger la réglementation des marchés de produits. Le principe du Cassis de Dijon a été formulé dans un arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) : en 1979, la Régie allemande des alcools a interdit l'importation d'une liqueur de cassis au motif que sa teneur en alcool ne correspondait pas au taux légal. La CJCE a déclaré cette interdiction incompatible avec la libre circulation des marchandises : en l'absence de règles communes pour la circulation des marchandises dans l'Espace économique européen, les réglementations nationales ne peuvent limiter les échanges pour un produit donné qu'aux seules fins de la protection de la santé publique et donc des consommateurs.

En introduisant unilatéralement le principe du Cassis de Dijon, la Suisse jugerait suffisantes les prescriptions sur les produits et les normes européennes. Les

Biens de consommation toujours chers en Suisse

Evolution des prix des biens de consommation en Suisse et dans l'UE : en moyenne, les prix des denrées alimentaires en Suisse dépassent toujours de quelque 40% ceux pratiqués dans l'UE. Sources : Eurostat (2007), Credit Suisse Economic Research



produits ne répondant pas ou seulement en partie à des prescriptions harmonisées dans l'UE pourraient donc aussi circuler librement en Suisse. Par rapport à leurs voisins européens, en effet, les Suisses n'attendent pas de garanties de sécurité et d'utilisation très différentes pour un système d'alarme, un vélo ou des lunettes de plongée, par exemple. Adopter ce principe équivaut à déréglementer : l'Etat fixe simplement le cadre légal et se décharge des détails réglementaires. Dans le meilleur des cas, nos commerçants pourraient vendre un produit en Suisse dès lors qu'un justificatif d'achat établi dans l'UE prouverait qu'on le trouve sur le marché européen. C'en serait fini des coûteux réétiquetages et contrôles d'équivalence.

Les prix diffèrent beaucoup entre la Suisse et les Quinze, notamment pour les produits alimentaires, les cosmétiques et les textiles. En moyenne, nous continuons à payer les produits alimentaires environ 40% plus cher que dans l'UE (voir graphique page 52). A côté des contrôles nécessaires, d'innombrables prescriptions de déclaration renchérissent les produits : pour un fromage de montagne suisse, le lait et le fromage doivent être produits tous deux dans une région de montagne. Par contre, le fromage de montagne autrichien peut être vendu comme tel même s'il a été fabriqué dans la vallée.

Evolution du champ d'action de l'Etat

L'adoption du principe du Cassis de Dijon aurait notamment pour effet de réduire la charge de travail des vingt laboratoires cantonaux de contrôle des denrées alimentaires et des objets usuels, lesquels pourraient alors renoncer à tous les contrôles de déclarations imposés par la seule législation suisse sur l'agriculture et les denrées alimentaires. Associée aux règles sur la sécurité des produits et la responsabilité civile, une large autorégulation des importateurs et des fabricants pourrait sensiblement alléger la tâche de contrôle de l'Etat sans nuire au haut niveau de protection.

On voit que le champ d'action de l'Etat n'est pas intangible. Les pouvoirs publics doivent toutefois réexaminer régulièrement leurs priorités à la lumière des connaissances et des besoins nouveaux. A travers ses décisions de fond, le nouveau Parlement pourra aussi, durant la législature à venir, donner des orientations en ce qui concerne le rôle de l'Etat dans l'économie. <

L'exemple du land allemand du Schleswig-Holstein montre quels avantages l'Etat peut tirer des appels d'offres publics

En Allemagne, les länders sont habilités depuis 1996 à commander des prestations dans le transport ferroviaire de voyageurs. Ils peuvent ainsi passer commande à la Deutsche Bahn ou à un concurrent. Bien que la Suisse ait, au même moment, introduit des possibilités légales analogues, personne n'en a encore profité. En Allemagne par contre, la plupart des mandants ont mis en soumission et adjudgé tout ou partie des prestations demandées.

Les expériences faites en Allemagne avec la procédure de soumission dans le trafic ferroviaire sont largement positives. Le Schleswig-Holstein et la Hesse sont les länders ayant le plus recouru à cet instrument. En 2004, le Schleswig-Holstein a ainsi adjudgé un contrat net dans le cadre de la mise au concours de la Marschbahn, ligne ferroviaire reliant Hambourg à Sylt via Elmshorn. Contrairement au contrat brut, le contrat net prévoit que l'exploitant assume le risque des coûts de production et de la recette sur les billets, le land ne versant qu'une subvention fixe. L'adjudication du contrat au nouvel exploitant, la Nord-Ostsee-Bahn du groupe Veolia, a permis de réduire la subvention du land de 44% par rapport à l'ancien exploitant, la Deutsche Bahn. La nouvelle subvention s'élève désormais à 6.93 francs par train-kilomètre, contre 11.86 francs auparavant.

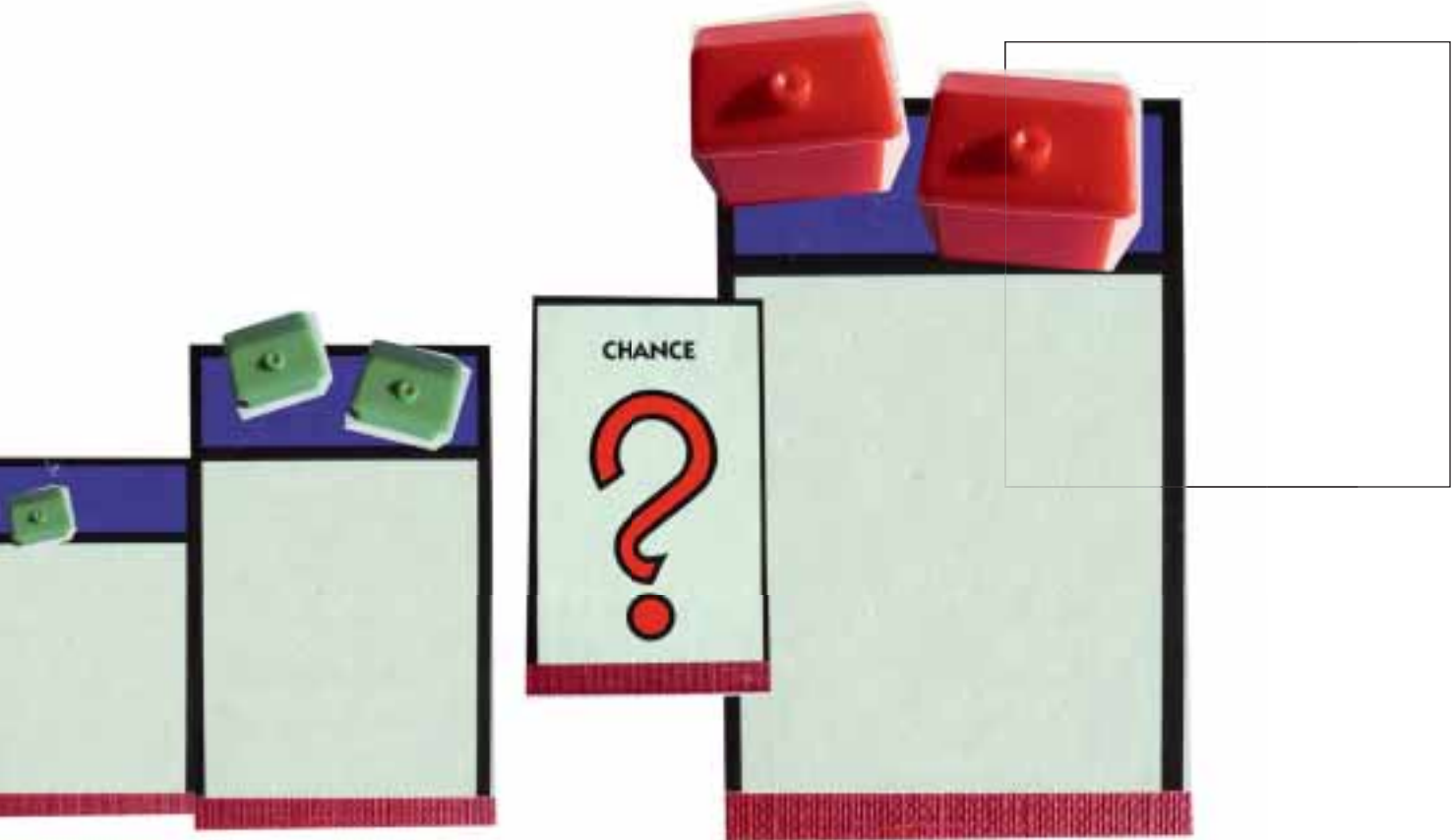
En règle générale, les entreprises de transport ne peuvent agir que sur 50% des coûts environ. L'énergie et la redevance pour l'utilisation de l'infrastructure (réseau ferré) en forment près de la moitié. C'est pourquoi le land assume le risque de hausse des coûts d'infrastructure. Quant au risque de hausse des coûts de l'énergie (électricité), il est supporté en commun par le Schleswig-Holstein et l'exploitant. Tout appel d'offres peut prévoir des exigences minimales en matière de qualité. Autrement dit, l'introduction de la concurrence ne sonne pas le glas du service public ; à travers les critères fixés, l'appel d'offres peut inclure des aspects importants. Dans notre exemple, la qualité a été améliorée par la mise en service de nouvelles voitures climatisées, silencieuses et accessibles aux handicapés, ainsi que par l'installation de systèmes d'information des passagers.

La garantie de réutilisation a permis de réduire à la fois les risques économiques liés à l'achat de nouveaux véhicules et les obstacles à l'entrée sur le marché. Par cette garantie, le land accorde à l'entreprise de transport l'usage de son matériel roulant au-delà de l'échéance du contrat pour le cas où elle ne remporterait pas la mise au concours suivante. Les critères montrent combien l'appel d'offres public est un instrument modulable permettant d'adapter les solutions aux exigences sociales et régionales.

L'Economic Briefing n° 46 « L'Etat de demain – priorité à la qualité » traite de la question du rôle de l'Etat à travers trois exemples : les appels d'offres dans le transport ferroviaire de voyageurs, un frein à l'endettement élargi et le principe du Cassis de Dijon. A commander sur www.credit-suisse.com/shop.

La finance suisse à la conquête des sommets

La place financière helvétique jouit d'une renommée internationale. Afin de renforcer encore cette position, des représentants du secteur ont arrêté une stratégie appelée « **Masterplan** », grâce à laquelle plusieurs dizaines de milliers d'emplois et 10 milliards de francs de recettes fiscales pourraient être générés d'ici à 2015.



Texte : Manuel Rybach, responsable Governmental Affairs, Credit Suisse Public Policy

La finance est le secteur économique qui pèse le plus lourd en Suisse. Les banques, les compagnies d'assurances, les fonds de placement et les infrastructures financières, Bourse comprise, contribuent à hauteur de 15% – soit 70 milliards de francs – au produit intérieur brut suisse. A elles seules, les banques en génèrent environ 48 milliards. Le secteur financier fournit par ailleurs 16% du total des recettes fiscales (la majeure partie provenant là aussi des banques) et compte quelque 200 000 postes souvent très qualifiés et à haute productivité (dont une bonne moitié au sein des banques), ce qui représente 5% des emplois du pays. A cela s'ajoutent les énormes contributions indirectes découlant par exemple des achats,

par les établissements financiers ou leurs collaborateurs, de biens et de services auprès d'entreprises (souvent des PME) hors secteur financier en Suisse. La finance et l'industrie se soutiennent donc mutuellement.

Intensification de la concurrence

Le secteur financier en général et chaque établissement en particulier contribuent ainsi à la prospérité de la Suisse. Pour autant, devant une concurrence mondiale toujours plus rude, la branche ne peut se permettre de se reposer sur ses acquis. La rivalité entre les grandes places financières de la planète s'est en effet nettement accentuée ces dernières années. Et

faute de conditions cadres compétitives, la Suisse a perdu des parts de marché et même des pans entiers d'activité au profit de places étrangères. Elle a par exemple laissé partir à l'étranger les activités de négoce de devises et n'a pas su saisir l'opportunité de s'établir comme une place financière privilégiée pour les fonds de placement.

Le secteur financier suisse voit sa dynamique de croissance s'enrayer: lui qui, en comparaison avec sept de ses principaux concurrents, pointait en deuxième position en termes de croissance de la création de valeur réelle dans les années 1980, n'était plus que quatrième dans les années 1990 et a même chuté à la sixième

place depuis l'an 2000. Cette rétrogradation dans le classement international, d'une part, et les récentes initiatives lancées pour stimuler les places financières de Londres, New York, Paris et Tokyo, d'autre part, ont incité les associations professionnelles des prestataires financiers suisses et les exploitants d'infrastructures à élaborer une stratégie intégrée afin d'assurer la pérennité de la place financière helvétique.

Un Masterplan ambitieux

Intitulée «Masterplan pour la place financière suisse», cette stratégie conçue conjointement par l'Association suisse des banquiers (ASB), l'Association suisse d'assurances (ASA), la Swiss Funds Association (SFA) ainsi que SWX Group, SIS Group et Telekurs Group (qui fusionneront au 1^{er} janvier 2008 pour former Swiss Financial Market Services) a été rendue publique en septembre dernier.

Le Credit Suisse a pris une part active à ce projet, et plus particulièrement à l'étude menée dans le secteur bancaire. Celle-ci a certes été publiée séparément par l'Association suisse des banquiers sous le titre «Swiss Banking – Roadmap 2015» (voir encadré), mais elle fait partie intégrante du Masterplan. La stratégie définie dans le Masterplan place la barre très haut puisqu'elle entend, d'ici à 2015, classer la Suisse dans le trio de tête des places financières mondiales, aux côtés de New York et de Londres.

Cinq champs d'action prioritaires

Pour atteindre cet objectif ambitieux, la branche va naturellement être mise à contribution. Il faut en effet que les entreprises suisses actives dans la finance s'imposent grâce à des produits et services de grande qualité et à une stratégie d'avenir, et qu'elles conquièrent de nouvelles parts de marché. Mais il importe aussi d'optimiser les règles qui encadrent les activités financières. En la matière, le Masterplan désigne cinq champs d'action prioritaires :

1. Formation et recherche : la Suisse doit se positionner comme une destination de choix pour la formation et la recherche dans le domaine financier et attirer les talents étrangers en poursuivant les initiatives déjà engagées (telles que le Swiss Finance Institute, soutenu par les banques) et en pratiquant une politique d'immigration adéquate.

2. Réglementation et surveillance : l'auto-régulation et la réglementation basée sur l'observation de principes et sur le concept de «better regulation» (meilleure réglementation) doivent être renforcées, et des contrôles davantage fondés sur le risque doivent être mis en place. Il faut en outre veiller à ce que la surveillance suisse soit reconnue internationalement afin d'éviter toute discrimination à l'entrée des marchés étrangers.

3. Collaboration entre le secteur financier, les autorités et le monde politique : comme le montre l'expérience d'autres pays, il n'est possible de renforcer une place financière qu'en coordonnant les efforts de tous ses acteurs. Il convient donc que la Suisse mette à profit son potentiel d'amélioration en la matière, notamment en ce qui concerne la réglementation, la surveillance et la fiscalité.

4. Fiscalité : dans des segments en plein boom comme les hedge funds et le private equity, la Suisse se doit de proposer une fiscalité compétitive à l'échelle internationale. Il faut en outre viser la suppression progressive du droit de timbre par des abaissements annuels du taux. Le manque à gagner en recettes fiscales sera largement compensé par le surcroît de croissance induit par les autres mesures.

5. Infrastructure financière : la place financière a besoin d'une infrastructure à la pointe du progrès en termes de qualité, de rentabilité et d'innovation.

Des perspectives prometteuses

Si les mesures prévues dans le Masterplan sont mises en œuvre rapidement, si elles produisent les effets escomptés et si l'environnement dans lequel évolue le secteur ne se détériore pas de manière notable, la Suisse devrait parvenir à gagner sa place sur le podium d'ici à 2015. Avec à la clé des retombées économiques non négligeables : la part du secteur financier dans la création de valeur pourrait être portée de 70 milliards de francs aujourd'hui à 130 voire 150 milliards de francs. Les effectifs et les recettes fiscales – de même que les contributions indirectes du secteur – s'en trouveraient par ailleurs accrus : les projections les plus optimistes faites par le Masterplan tablent sur plusieurs dizaines de milliers d'emplois créés et sur une augmentation des recettes fiscales (nettes) de quelque 10 milliards de francs. <

Swiss Banking – Roadmap 2015

Dans le cadre des travaux liés au Masterplan, l'Association suisse des banquiers (ASB) a élaboré, avec la participation active du Credit Suisse, le document «Swiss Banking – Roadmap 2015».

Celui-ci se penche sur huit domaines d'activité bancaire à soutenir prioritairement en raison de leur fort potentiel de développement ou de leur position déjà solide :

■ private banking ■ banque de détail ■ fonds de placement ■ fonds de pension ■ hedge funds ■ private equity ■ marché suisse des capitaux ■ commodity trade finance.

En étroite collaboration avec ses institutions membres, l'ASB a analysé les obstacles auxquels sont confrontés ces domaines d'activité et répertorié les mesures à prendre pour les surmonter. A cet effet, près de 80 mesures d'ordre institutionnel, réglementaire et fiscal ont été passées au crible et hiérarchisées. Parmi celles-ci, 20 ont été jugées prioritaires pour améliorer la compétitivité internationale du secteur bancaire. Elles touchent en substance aux domaines suivants :

■ renforcement de la compétitivité en matière fiscale ■ renforcement de la compétitivité par la mise en œuvre appropriée des normes internationales, dans le respect du secret bancaire ■ accroissement des ressources à la disposition des autorités compétentes de la place financière ■ mise en valeur des atouts de la Suisse pour les placements collectifs de capitaux ■ amélioration des dispositions applicables aux trusts et aux fondations ■ assouplissement des conditions réglementaires régissant l'activité des fonds de pension.

Il s'agit à présent d'engager le processus politique qui permettra de transposer ces mesures dans la réalité et de contrôler régulièrement leur mise en œuvre par la classe politique et l'administration.

<http://www.swissbanking.org/swiss-banking-roadmap.pdf>

Santé : une révolution en marche

Grâce à l'évolution rapide des sciences de la santé, nombre de spécialistes prévoient d'ici quelques décennies des **avancées spectaculaires** dans ce domaine. Certains évoquent même la possibilité de guérir les principales maladies humaines et d'accroître l'intelligence au-delà de ce que l'on croyait possible. Mais qu'en est-il vraiment ?



Texte : Carri Duncan, spécialiste en neurosciences et analyste Equity Research

Nous sommes à l'aube d'une véritable révolution. Grâce aux connaissances scientifiques dont nous disposons, nous pourrions bientôt dépasser les limites que nous pensions infranchissables pour l'être humain. Tout au long du XX^e siècle, de nombreux aspects de la vie ont été soumis à des changements très rapides. Les technologies de l'information sont souvent citées pour illustrer la vitesse des progrès récemment réalisés. A titre d'exemple, le nombre de transistors contenus dans une puce informatique double quasiment tous les deux ans depuis 1960, un phénomène appelé loi de Moore.

Les sciences de la santé, telles que la biotechnologie, l'ingénierie biomédicale, la psychologie, la pharmacologie et les soins médicaux, ont elles aussi connu des avancées importantes au cours des dernières décennies, notamment grâce à la recherche interdisciplinaire. Les sciences physiques ont permis d'accroître la résolution dans le

domaine de l'imagerie cérébrale, améliorant ainsi notre compréhension des fonctions et des maladies du cerveau. La chimie et la biologie ont contribué aux progrès des biotechnologies avec, par exemple, la conception d'organismes capables de produire de grandes quantités d'insuline humaine à moindre coût. Et les nanotechnologies promettent elles aussi de nombreuses avancées, notamment en matière de diagnostic et d'ingénierie des tissus.

Différents spécialistes prévoient que les sciences de la santé connaîtront des changements aussi rapides que les technologies de l'information. Il a fallu quinze ans pour séquencer le génome du VIH, mais seulement 31 jours pour séquencer celui du SRAS. Certains vont jusqu'à affirmer que l'évolution fulgurante de ces domaines nous garantira l'immortalité d'ici vingt à trente ans. Mais ce n'est pas tout. Imaginez des ordinateurs plus puissants que notre cerveau (voir

graphique) et des corps aux capacités tellement améliorées par la technologie que le concept de vie humaine devrait être redéfini (voir encadré « Singularité »).

Aussi incroyables qu'elles puissent paraître, ces prévisions sont formulées par des intellectuels et des scientifiques parfaitement sérieux, tels que Ray Kurzweil. Formé au Massachusetts Institute of Technology (MIT) par Marvin Minsky, l'un des pères de l'intelligence artificielle, Ray Kurzweil a non seulement anticipé nombre d'évolutions technologiques, mais également apporté des contributions significatives à l'intelligence artificielle. Il est à l'origine de diverses inventions, telles que les systèmes omnifontes de reconnaissance optique de caractères, la conversion vocale de textes pour les aveugles, les scanners à plat CCD et les synthétiseurs musicaux capables de recréer le son d'un piano à queue ou d'autres instruments. Dans son livre « Serons-nous immortels ? »,

paru en 2006, Ray Kurzweil explique que l'immortalité pourra être atteinte d'ici vingt à trente ans grâce, tout d'abord, à des nanorobots de « reprogrammation » génétique aussi petits qu'une cellule sanguine et conçus pour améliorer les différents aspects de la vie, mais aussi à l'ingénierie des tissus et à bien d'autres biotechnologies révolutionnaires. Des affirmations basées sur l'hypothèse que les sciences de la santé obéissent aux mêmes principes que les technologies de l'information.

Un domaine à part

Il existe au moins deux arguments qui contredisent cette vision des choses. Pour commencer, la biologie est fondamentalement différente des circuits informatiques ou des disques durs, et les organismes vivants présentent un degré de complexité bien supérieur à celui des objets. L'apparition et la réapparition des maladies, par exemple, illustrent la nature dynamique des organismes vivants.

Dans les années 1950, les progrès en matière de vaccins et d'antibiotiques laissaient espérer la disparition de la plupart des maladies infectieuses. Celles-ci reviennent pourtant sur le devant de la scène avec, notamment, la maladie de Creutzfeldt-Jakob, le sida, le SRAS et le virus Ebola. Si la technologie a permis le développement d'antibiotiques à large spectre, elle a également favorisé l'émergence de bactéries résistantes aux antibiotiques. De nombreux progrès sont réalisés dans ce domaine, mais nous ne pouvons nier la capacité des organismes vivants à s'adapter aux innovations humaines. Certains biologistes, dont Robert Rosen, ont démontré que la physique newtonienne ne permettait pas de décrire les systèmes biologiques en raison de leur complexité, inhérente à la vie. Même des organismes simples comme les bactéries ou les virus sont imprévisibles, et les maladies n'ont pas toutes des composantes génétiques permettant une reprogrammation des gènes humains.

Le second argument concerne les dimensions sociale et éthique, qui continueront de jouer un rôle déterminant en matière de progrès dans les sciences de la santé. Si des avancées considérables ont lieu dans ce domaine, encore faudra-t-il qu'elles soient accessibles à tous. Sans oublier les considérations démographiques : notre planète peut-elle accueillir une population toujours plus nombreuse ? Cette évolution sera-t-elle source d'instabilité ? Voulons-

Singularité Les scientifiques spécialisés dans l'intelligence artificielle prévoient que nos aptitudes physiques et mentales sont appelées à se développer au-delà de ce que nous pouvons imaginer, donnant naissance à une ère de la super-intelligence et redéfinissant le concept même de vie. Evoquée dans des romans de science-fiction, cette transition technologique baptisée « singularité » est désormais étudiée très sérieusement. Lors du « Singularity Summit 2007 : Artificial Intelligence and the Future of Humanity », certains futurologues ont expliqué que grâce au génie génétique et aux interfaces entre cerveau et ordinateur, il sera possible d'améliorer l'intelligence humaine d'ici vingt à trente ans.

nous vraiment être immortels ? Jusqu'à présent, les questions éthiques et économiques ont affecté de manière considérable les progrès des sciences de la santé, beaucoup plus que dans le cas des technologies de l'information. Les débats concernent notamment le génie génétique, le clonage et la recherche sur les cellules souches. Des discussions dont la portée et la complexité paraissent insignifiantes au vu des scénarios envisagés par certains visionnaires. Quelles que soient leurs possibilités techniques, nos sociétés sont limitées par la vitesse à laquelle elles peuvent modifier leur mode de fonctionnement.

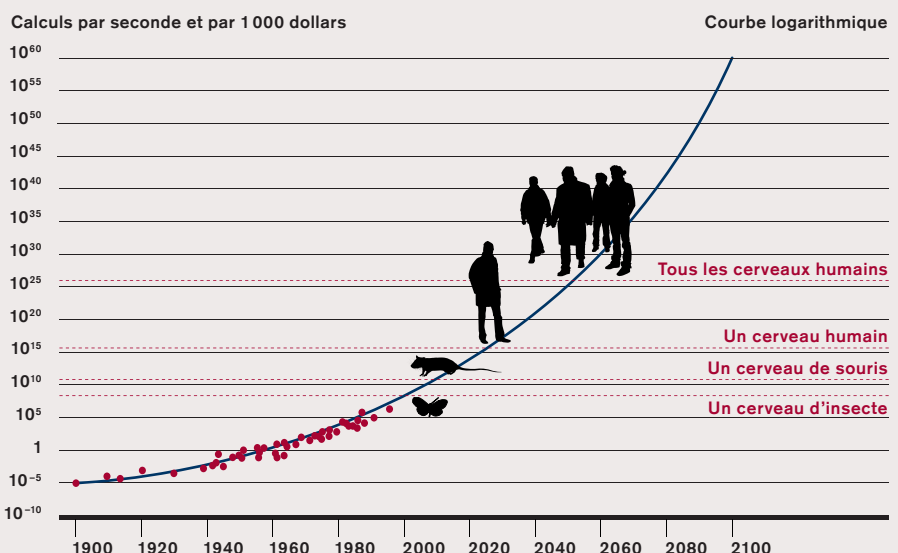
Les hommes étant plus lents que les machines, les progrès annoncés par Ray Kurzweil seront certainement moins rapides

et prévisibles que ceux concernant la performance des puces ou la vitesse de connexion à haut débit. De nouveaux défis encore insoupçonnés apparaîtront, et les sciences de la santé seront de plus en plus liées à la nanotechnologie et à l'informatique. Les nouvelles formes de collaboration qui vont émerger permettront de tirer plus rapidement profit des avancées dans les différentes disciplines. Le dialogue et le consensus entre les pays gagnera également en importance. Pour ceux qui en maîtrisent les tenants et les aboutissants, ces tendances recèlent de formidables opportunités. La révolution des sciences de la santé ne se produira peut-être pas aussi vite que le prévoient les futurologues, mais la société devrait toutefois s'y préparer dès maintenant. <

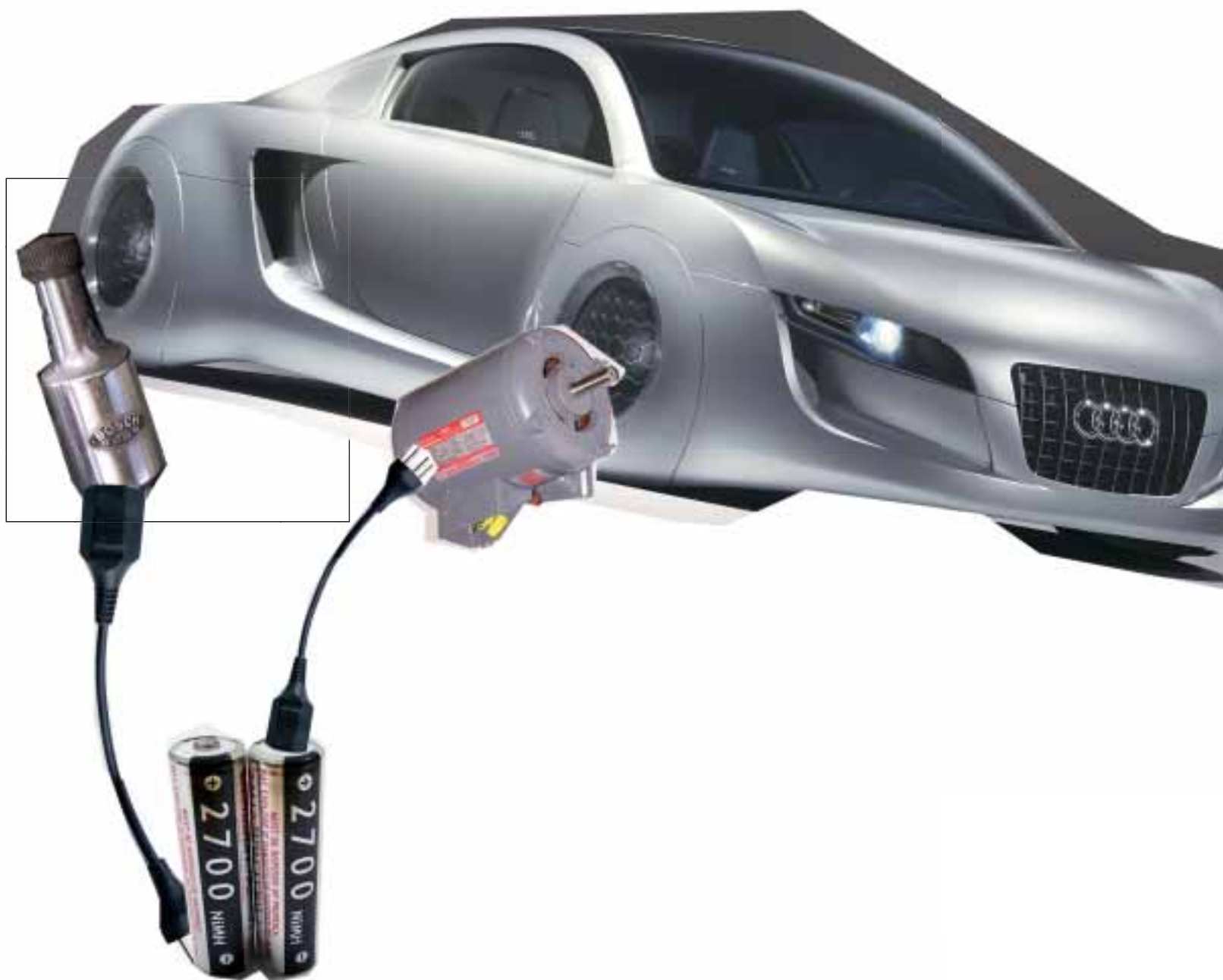
Informatique : des progrès fulgurants depuis le milieu du XX^e siècle

Grâce à une croissance exponentielle de leur puissance, les ordinateurs pourraient bientôt atteindre des niveaux d'intelligence supérieurs à celui de toute la population humaine réunie.

Source : Ray Kurzweil et Kurzweil Technologies, Inc.



La mue des voitures de luxe



En matière d'automobile, symbole du statut social, les véhicules de prestige ne se distinguent plus uniquement par un moteur puissant et par un intérieur raffiné. Le progrès technique et l'écologie sont désormais aussi des arguments de vente décisifs.

Texte : Markus Mächler, Fundamental Analysis

Une voiture ne se réduit pas à son seul confort, et une technologie de pointe peut également symboliser le luxe et le prestige. Toyota l'a bien compris lorsque des vedettes de Hollywood ont fait de la Prius, véhicule hybride de classe moyenne, un modèle culte, signe de leur engagement pour l'environnement. Le constructeur automobile a aussitôt réagi et proposé un moteur hybride sur ses modèles haut de gamme Lexus afin que les stars puissent rester fidèles à leurs convictions sans renoncer au raffinement qu'elles recherchent. La conduite écologique sera donc une caractéristique des futures voitures de luxe, au même titre qu'un moteur puissant et un intérieur aux matériaux nobles.

Les concurrents allemands de Toyota, d'abord sceptiques, ont bien dû se rendre à l'évidence. Ils investissent désormais des milliards dans la technologie hybride pour profiter de la tendance. Mieux vaut tard que jamais ! Même Porsche, qui mettait un point d'honneur à développer seul ses blocs moteurs, élabore actuellement un moteur hybride en collaboration avec d'autres marques. Audi et Jaguar illustrent l'importance du progrès technologique : tandis que le premier s'est hissé dans le peloton de tête des marques de prestige en misant notamment sur la traction intégrale ou sur les carrosseries en aluminium, le second, qui a négligé l'innovation, est aujourd'hui en difficulté.

De petits véhicules comme la Fiat 500 présentent aujourd'hui des accélérations

dignes de voitures de sport. Si les systèmes d'aide à la conduite et les matériaux nobles proposés dans les petits modèles ne peuvent être comparés à ceux d'une Mercedes Classe S, cela tient principalement au manque de place. La différence se fait surtout sentir au niveau de la qualité de la finition et du service. Depuis que BMW a relancé la Mini, la taille des voitures n'est plus un facteur de vente déterminant. En ville et dans les agglomérations, la maniaabilité et la souplesse sont bien plus importantes que l'espace pour les jambes des passagers arrière. Le design n'est plus, depuis longtemps, le seul critère pour conquérir de nouvelles parts de marché dans le haut de gamme ; c'est avant tout la technologie qui primera à l'avenir. Les marques de prestige doivent donc s'efforcer dans un premier temps de réduire le poids de leurs modèles et d'optimiser leur consommation.

La voiture électrique a de l'avenir

Les technologies alternatives seront incontournables à moyen terme, et le moteur électrique devrait bénéficier de cet essor. Citons à cet égard les projets Lightning Electric en Angleterre et Tesla aux Etats-Unis. La nouveauté de ces véhicules, qui n'ont rien à envier aux luxueuses voitures de sport en termes de design et de performance, réside dans les batteries servant à entraîner les moteurs électriques logés dans les roues. Le modèle Tesla, qui coûte 150 000 francs, est dû grâce à l'énergie de

6 500 batteries lithium-ion, que l'on trouve généralement dans des ordinateurs portables et dont le temps de chargement est bien inférieur à celui des batteries classiques. Le projet Lightning Electric repose, lui, sur les batteries au titanate d'Altair Nano, qui se rechargent en dix minutes si l'énergie cinétique accumulée lors du freinage est insuffisante. Bien entendu, les énergies alternatives feront également leur apparition sur le marché de masse, mais le segment haut de gamme permet d'en mesurer plus facilement le succès. Sans compter que le groupe cible est aussi prêt à supporter une partie des frais pour s'enorgueillir d'être pionnier dans ce domaine.

Légitimité des moteurs diesel

Pour respecter l'impact maximal sur l'environnement défini dans le protocole de Kyoto, il faut avant tout réduire les émissions de CO₂. On s'est donc efforcé, principalement en Europe, de donner une légitimité aux moteurs diesel, qui au fil des ans ont rencontré leur public même dans le segment des voitures de luxe. Les constructeurs haut de gamme européens espèrent que le diesel remportera le même succès aux Etats-Unis, bien que leur récente initiative BlueTec semble mort-née.

Mercedes, Audi et BMW souhaitent promouvoir ensemble le diesel « propre » sur le marché américain et reproduire la réussite de Toyota avec sa technologie hybride. Le diesel a cependant une si mauvaise >

image dans ce pays que le projet des Européens ne devrait pas y porter ses fruits avant longtemps. Les nouvelles normes CAFE (Corporate Average Fuel Economy), qui réglementent les émissions de CO₂ et la consommation des véhicules aux Etats-Unis, pourraient néanmoins contribuer à changer la donne.

Symbole du statut social

Dans l'automobile, la stratégie marketing repose sur la promotion des marques. Il est presque impossible de repositionner une marque établie, même si Audi fait figure d'exception. DaimlerChrysler a ainsi échoué avec Chrysler, dont les modèles, de meilleure qualité mais aussi plus chers, étaient soudain au-dessus des moyens de la clientèle habituelle, tandis que le nouveau groupe cible demeurerait sceptique face au changement d'image de la marque. De même, la Phaeton de Volkswagen (VW) n'a pas trouvé sa place dans le haut de gamme, alors que le modèle Bentley, qui reprenait la même technologie et coûtait le double, a fortement contribué au renouveau de la marque anglaise au sein du groupe VW.

L'exemple de Toyota montre à quel point le sujet est complexe : seul constructeur japonais à être parti à la conquête de l'Europe avec Lexus, sa marque de luxe, il est resté dans l'ombre pendant des années avant de véritablement s'implanter sur le Vieux Continent grâce à ses modèles hybrides. Aux Etats-Unis en revanche, presque chaque constructeur nippon a sa marque de prestige, comme Infiniti pour Nissan. Même First Auto Works, le partenaire chinois de Volkswagen et de Toyota, produit des voitures haut de gamme sous la marque Hongqi, mais le modèle inspiré de Rolls Royce ne sera probablement pas vendu hors de Chine.

Un très haut de gamme convoité

On dit que les marques de luxe établies sont moins sensibles aux fluctuations économiques que les marques généralistes. Il convient toutefois de relativiser cette affirmation, car la concurrence est rude dans le très haut de gamme. Rolls Royce, Maybach et Bentley doivent séduire chaque client, la demande étant limitée même dans ce segment où les prix sont comparables à ceux d'une maison individuelle. Dans la catégorie des voitures de sport telles que Ferrari, Lamborghini et Porsche, Audi (R8) et Mercedes (GTR) jouent les challengers. La

demande y est relativement stable grâce aux collectionneurs, mais Porsche a reconnu avoir eu du mal à trouver les 1250 acheteurs visés pour sa Carrera GT. Seul Ferrari, avec une production annuelle limitée à quelque 4000 exemplaires, peut se permettre d'imputer le risque de change à ses clients, qui sont peu sensibles au prix. Tous les autres constructeurs supportent ce risque, mais même s'il est couvert, la faiblesse du dollar américain pèse sur les résultats des marques européennes. Mercedes et BMW essaient de s'affranchir partiellement de cette dépendance en implantant des usines aux Etats-Unis, le risque résiduel faisant alors l'objet d'une stratégie de couverture appropriée.

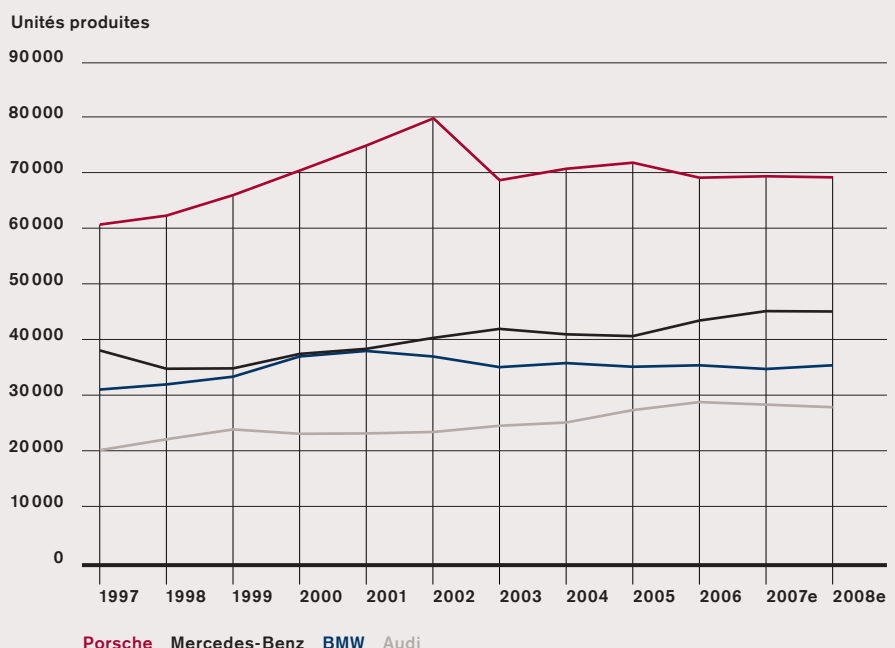
Production limitée ou de masse ?

Des constructeurs tels que Porsche, Mercedes et BMW ont atteint une taille critique et doivent augmenter durablement leur nombre d'unités pour pouvoir concevoir et produire rentablement des véhicules. Cependant, ils ont des volumes trop faibles pour continuer seuls la recherche fondamentale sur les motorisations alternatives. C'est pourquoi Porsche, le constructeur de coupés sportifs de Stuttgart, a acquis une

participation dans Volkswagen, son homologue généraliste de Wolfsburg, mais il est dépendant des synergies. Les modèles Cayenne, Touareg et Q7 ont ainsi été développés sur une plate-forme commune, principalement par Porsche, et sont assemblés par VW à Bratislava. L'image de la marque ne pâtit pas de cette coopération. Les constructeurs allemands élaborent ensemble un produit hybride, future base d'autres activités de développement. Pour survivre sur un marché global aux exigences croissantes, même les marques de prestige se doivent de collaborer activement et de profiter autant que possible des synergies de coûts sans pour autant renoncer à leur spécificité. Le marché se concentre sur les modèles de prestige d'une part et sur les « véhicules à bas coûts » de type Dacia Logan (Renault) d'autre part. Dans le segment de prix inférieur, le succès passe par la production de masse, car les marges y sont de plus en plus faibles si l'on exclut les activités liées aux pièces détachées. Le haut de gamme, quant à lui, permet encore de réaliser des marges confortables, tant que la qualité et le caractère exclusif demeurent. <

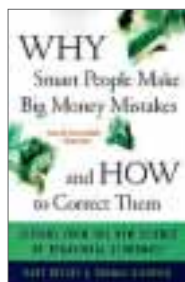
Chiffre d'affaires par véhicule des constructeurs haut de gamme

Les renouvellements de gamme influent régulièrement sur les chiffres d'affaires des constructeurs. Le niveau absolu des prix stagne même dans le haut de gamme, car les clients préfèrent des modèles plus petits, plus écologiques et mieux équipés. Sources : données des entreprises et estimations du Credit Suisse



Why smart people make big money mistakes and how to correct them

Lessons from the new science of behavior economics



Par **Gary Belsky et Thomas Gilovich**

Edition brochée

224 pages

ISBN 978-0684859385

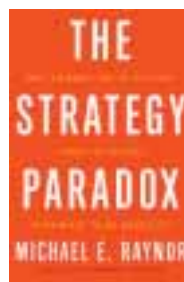
Pourquoi avons-nous tendance à déboursier plus d'argent pour des lunettes de soleil lorsque nous les payons par carte de crédit ? Et pourquoi une somme reçue en cadeau a-t-elle moins de prix qu'une somme durement acquise ?

La valeur que nous accordons à l'argent est manifestement très variable, en fonction de l'origine et de la destination des fonds. La recherche désigne ce type de comportement par le terme de « comptabilité mentale » (mental accounting). Cette notion relève de l'économie comportementale, une discipline qui tente d'expliquer comment et pourquoi nous prenons des décisions apparemment irrationnelles ou illogiques lorsque nous dépensons, investissons ou faisons des économies. A en croire différentes études, il arrive à tout le monde, même aux personnes les plus intelligentes, de faire un mauvais investissement.

Partant du principe qu'il est possible d'améliorer ces comportements en prenant conscience des mécanismes sous-jacents, le psychologue Thomas Gilovich et le journaliste économique Gary Belsky présentent dans leur livre des méthodes permettant de ne pas se laisser influencer par des modèles comportementaux qui nous coûtent parfois cher. Ils ne proposent pas de formule magique, mais donnent des conseils pratiques et suggèrent des solutions conceptuelles. Au fil de cet ouvrage divertissant et bien structuré, le lecteur découvre comment éviter à l'avenir un certain nombre d'erreurs de décision. **rg**

The Strategy Paradox

Why committing to success leads to failure
(and what to do about it)



Par **Michael E. Raynor**

Edition reliée

320 pages

ISBN 978-0385516228

On dit que l'histoire est écrite par les vainqueurs. Peut-on en déduire par conséquent que les stratégies commerciales performantes sont élaborées par ceux qui dépassent leurs concurrents ? Michael E. Raynor, auteur économique renommé, ne se penche pas seulement sur l'histoire des vainqueurs mais aussi sur celle des perdants. Et les conclusions de son étude méritent réflexion. D'après Raynor, il n'y a bien souvent guère de différence entre les stratégies des gagnants et celles des perdants. Ainsi, l'iPod d'Apple s'est imposé principalement parce que l'entreprise avait bénéficié une fois de plus d'un parfait timing. Par contre, le groupe de divertissement Vivendi, dont la stratégie Internet était un peu en avance sur son temps, fit les gros titres en 2002 en raison de pertes records, et ce même si son idée était ingénieuse et reconnue dans le monde entier.

Michael E. Raynor tente de montrer à l'aide de nombreux exemples que, pour atteindre l'objectif visé, il faut tenir compte des imprévus. Il recommande de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, mais de s'investir dans plusieurs stratégies, les unes susceptibles de générer des gains exceptionnels et les autres présentant des risques limités.

Dans l'ensemble, les stratégies proposées par Raynor requièrent une planification plus importante que celle pratiquée aujourd'hui par la plupart des entreprises. Mais si les affirmations de l'auteur sont exactes, vous éviterez, en suivant ses conseils, de faire la une des journaux. **ba**

Editeur Credit Suisse, case postale 2, 8070 Zurich, téléphone +41 44 333 11 11, fax +41 44 332 55 55 **Rédaction** Daniel Huber (dhu) (responsable Publications), Marcus Balogh (ba), Michèle Bodmer (mb), Joy Bolli (bo), Dorothee Enskog (de), Regula Gerber (rg), Mandana Razavi (mar), Andreas Schiendorfer (schi), Andreas Thomann (ath) **E-mail** redaktion.bulletin@credit-suisse.com **Collaboration** Barbara Simmen, Sabine Windlin **Internet** www.credit-suisse.com/infocus **Marketing** Veronica Zimnic (vz) **Adaptation française** Service linguistique du Credit Suisse: Michèle Perrier, Marie-Sophie Minart, Jean-Michel Brohé, Nathalie Lamgadar, Bernard Leiva, Virginie Mainguy, Isabelle Müller, Stéphane Plagnol, Marie-Antoine Woutaz **Réalisation** www.arnolddesign.ch: Daniel Peterhans, Monika Häfliger, Manuel Schnoz, Petra Feusi (gestion de projet) **Announces** pauletto gmbh, Daniel Pauletto et Philipp Vonarburg, Kleinstrasse 16, 8008 Zurich, téléphone/fax +41 43 268 54 56, e-mail ph.vonarburg@gmail.com **Tirage contrôlé REMP 2007** 145 733 exemplaires **Impression** NZZ Fretz AG **Commission de rédaction** René Buholzer (responsable Public Policy), Othmar Cueni (responsable Business School Private Banking Institute), Monika Dunant (responsable Communications Private Banking), Tanya Fritsche (Marketing Private Clients), Angelika Jahn (Investment Services & Products), Hubert Lienhard (Asset Management Distribution Services), André Luther (responsable Group Communications), Charles Naylor (responsable Corporate Communications), Fritz Stahel (Economic Policy Research), Christian Vonesch (responsable Private & Business Banking Aarau) **113^e année** (paraît cinq fois par an en français, en allemand, en anglais et en italien) **Reproduction** autorisée avec la mention « Extrait du Bulletin du Credit Suisse » **Changements d'adresse** Les changements d'adresse doivent être envoyés par écrit, en joignant l'enveloppe d'expédition, à votre succursale du Credit Suisse ou au Credit Suisse, ULAZ 12, case postale 100, 8070 Zurich.

Cette publication a un but uniquement informatif. Elle ne constitue ni une offre, ni une invitation du Credit Suisse à acheter ou à vendre des titres. Les références aux performances antérieures ne garantissent nullement des évolutions positives dans l'avenir. Les analyses et conclusions exposées dans la présente publication ont été élaborées par le Credit Suisse et peuvent déjà avoir été utilisées pour des transactions des sociétés du Credit Suisse Group avant leur communication aux clients du Credit Suisse. L'avis du Credit Suisse, présenté dans cette publication sous réserve de modifications, a été émis à la date de la mise sous presse. Le Credit Suisse est une banque suisse.



« Je profite de la vie »

Interview : Daniel Huber

Peter Brabeck est entré il y a près de quarante ans chez Nestlé, géant mondial de l'agroalimentaire. Vendeur de glaces à ses débuts, il a gravi les échelons de l'entreprise jusqu'aux postes de CEO et de président du conseil d'administration. Il défend le génie génétique et critique les biocarburants. Chez les Suisses, il apprécie la tolérance et l'ardeur au travail.

Bulletin : Vous venez de rentrer de déjeuner. Avez-vous reconnu les produits Nestlé qui étaient dans votre assiette ?

Peter Brabeck : Absolument. En tant qu'ancien vendeur de glaces je suis très attentif aux marques. Elles constituent la force de notre entreprise.

Avec 8 000 marques et quelque 120 000 produits, cela ne doit pas être facile de s'y retrouver...

Lorsque la marque figure sur l'emballage du produit, c'est encore simple. Sinon, la tâche est plus difficile. Au cours d'une récente interview, on a placé devant moi six verres d'eau minérale, et il m'a fallu deviner de quelles marques il s'agissait.

Quel résultat avez-vous obtenu ?
J'ai reconnu toutes les marques.

C'est étonnant. Quelle importance la nourriture a-t-elle pour vous ?

Manger est pour chacun d'entre nous quelque chose de très convivial. La preuve, c'est que tous les grands événements de la vie – baptêmes, mariages, anniversaires – sont accompagnés d'un repas.

Cuisinez-vous aussi vous-même ?

Avec passion. Cuisiner est l'un de mes hobbies. Malheureusement, j'ai rarement le temps de m'y consacrer.

Quel genre de cuisine aimez-vous ?

C'est comme pour la musique. Quand les gens me demandent : « Quelle musique aimez-vous ? », je réponds : « N'importe laquelle, pourvu qu'elle soit bonne. » En cuisine, c'est un peu pareil. J'adore la cuisine asiatique et la cuisine péruvienne, mais j'ai aussi beaucoup de plaisir à manger de temps en temps un émincé de veau à la zurchoise ou des knödel avec de la choucroute et du rôti de porc.

Pouvez-vous nous citer une spécialité du Pérou ?

Le ceviche, par exemple, qui est une marinade de poisson cru, de jus de citron vert et d'oignon.

Ça a l'air bon...

Oui, c'est délicieux, en effet (rire).

Vous qualifieriez-vous de bon vivant ?

Bien sûr, car je profite de la vie. Et pour pouvoir profiter de la vie, il faut bien man-

ger. Une alimentation équilibrée et de qualité est aujourd'hui la clé de la santé et du bien-être.

Les produits biologiques gagnent de plus en plus de terrain en Europe comme aux Etats-Unis. Que pensez-vous de cette évolution ?

Je n'ai rien contre les produits biologiques, mais je ne suis pas non plus un fanatique. L'agriculture biologique est un luxe qui n'est pas accessible à tous les pays du monde. Et elle présente aussi certains risques, car des produits cultivés avec des engrais naturels peuvent être hautement toxiques. D'où la nécessité de les préparer avec le plus grand soin, de les laver et de les désinfecter. Il y a déjà eu des décès liés à la consommation de produits biologiques. Cela dit, l'idée de manger une pomme ou une salade non traitée est évidemment très séduisante.

Si vous n'êtes pas totalement convaincu par l'agriculture biologique, vous êtes en revanche un partisan résolu du génie génétique. Dans ce

>



Peter Brabeck-Letmathe est né en 1944 à Villach, en Autriche. En 1968, après des études de commerce international à la Hochschule für Welt-handel de Vienne, il entre chez Nestlé, où il travaille d'abord comme vendeur de glaces auprès de l'ancienne filiale Jopa-Findus. De 1970 à 1987, il assume diverses fonctions de direction au Chili, en Equateur et au Venezuela. Puis il rejoint le siège social du groupe Nestlé à Vevey. Cinq ans plus tard, il est nommé au sein du directoire de Nestlé S.A. Il devient Chief Executive Officer (CEO) de l'entreprise en juin 1997 et entre également au conseil d'administration. En avril 2005, il est élu président du conseil d'administration, poste qu'il occupe parallèlement à celui de CEO. Il quittera probablement ses fonctions de CEO lors de l'assemblée générale du 10 avril 2008. Peter Brabeck est marié et père de trois enfants adultes. Pendant ses loisirs, il laisse libre cours à sa passion de l'aventure : il est alpiniste, pilote de glacier et conducteur de Harley Davidson.

domaine, cependant, la législation oblige votre entreprise à adopter une politique plus réservée que vous ne le souhaiteriez, du moins en Europe. Cela ne vous dérange-t-il pas ?

Nous ne sommes ni progressistes ni réservés. Nous sommes tout simplement d'avis que le génie génétique a toujours existé. Si les hommes n'avaient pas essayé de manipuler les plantes pour leur propre usage, il n'y aurait pas de blé, pas d'avoine, rien de tout cela. N'importe quel jardinier qui fait des greffes de rosiers est en quelque sorte un manipulateur de gènes. Il est paradoxal de dire que nous misons uniquement sur la nature alors qu'on sait que n'importe quel animal est le résultat d'une manipulation génétique. La seule différence avec le passé, c'est que nous avons aujourd'hui la possibilité d'accélérer considérablement les processus.

Le génie génétique vise surtout à augmenter le rendement de l'agriculture. Mais la terre peut-elle produire assez pour nourrir toute l'humanité ?

Jusqu'à récemment, je vous aurais répondu oui sans hésiter. Et puis sont venues toutes ces discussions sur les biocarburants. A présent, la réponse n'est plus aussi claire. Car si les projets des hommes politiques, surtout européens, étaient vraiment mis en œuvre, nous serions en droit de nous demander si nous disposerions de suffisamment de terres agricoles. Personnellement, j'en doute. D'un côté, nous avons une population mondiale en constante augmentation : de 6,5 milliards d'habitants aujourd'hui, elle passera probablement à 8 milliards, voire 9 milliards d'ici à 2050. De l'autre, nous refusons des méthodes qui nous permettraient d'accroître le rendement des sols et nous réduisons même les terres agricoles pour cultiver des biocarburants. Cela ne peut pas marcher.

La quantité de maïs requise pour la production de biocarburants est-elle vraiment aussi importante ?

Rien qu'aux Etats-Unis, elle s'élève aujourd'hui à 138 millions de tonnes.

Vous avez raison, c'est énorme.

Ce qui est préoccupant, c'est l'incidence sur les prix. Et pas seulement sur ceux du maïs. Pour vous donner un exemple, le prix de la tonne de lait en poudre est passé ces derniers mois de 1900 à 5 400 dollars. Selon moi, il y a trois raisons à cette flambée des prix des matières premières. Tout

d'abord, l'évolution démographique. De plus en plus de gens, notamment en Asie, voient leurs conditions de vie s'améliorer. Ils ont davantage de moyens, ce qui leur permet de mieux se nourrir. Deuxième raison, la diminution des ressources en eau. L'Inde, qui a longtemps été un pays exportateur de blé, doit maintenant en importer à cause du manque d'eau. En Chine, la situation est similaire. Le niveau des nappes phréatiques baisse un peu plus chaque année, et il n'y a pas assez d'eau pour la culture de céréales. Enfin, le troisième problème est celui des biocarburants, du double point de vue des terres agricoles et des besoins en eau. Il faut en effet 4 650 litres d'eau pour produire un litre d'éthanol à partir de maïs. Cela n'est possible que parce que l'eau ne coûte rien.

Comment réagit Nestlé à la hausse des prix des matières premières ?

Nous sommes moins touchés par ce renchérissement que les petits fabricants, car la force de nos marques nous permet de répercuter une partie des coûts supplémentaires sur les clients, ce qui ne fait que renforcer notre compétitivité.

Combien de personnes dépendent de Nestlé, directement ou indirectement ?

Avant l'acquisition de Gerber, nous avions 265 000 employés directs. A présent, l'effectif devrait se situer entre 280 000 et 285 000 collaborateurs. Si l'on ajoute à cela les quelque 550 000 agriculteurs qui travaillent pour nous et tous ceux qui gèrent notre réseau de distribution, cela fait au total environ 1,2 million de personnes qui travaillent exclusivement avec Nestlé et pour Nestlé.

Comment gérez-vous le fait qu'une mauvaise décision de votre part peut avoir une influence directe sur la vie de 1,2 million de gens ?

Je pense que nos décisions ont une influence sur quasiment tous les habitants du monde, puisque notre clientèle est partout. Nous vendons chaque jour environ 1,2 milliard de produits. Vous rendez-vous compte de ce que cela signifie ? Je dis toujours que c'est cela la vraie démocratie. Car rien n'oblige nos clients à acheter des produits Nestlé. Chaque jour, ils décident librement, 1,2 milliard de fois, d'accorder ou non la préférence à l'un de nos produits. Et la somme de toutes ces décisions détermine notre succès.

J'ai déjà eu des discussions avec des Australiens, des Américains ou des

Italiens, qui pensaient tous que Nestlé était un groupe australien, américain ou italien. Qu'en est-il réellement ?

En ce qui concerne la perception de la marque par les consommateurs, nous voulons être très ancrés au niveau local. Nous sommes par exemple très fiers que les Allemands croient que Nestlé est une firme allemande. Cela s'explique par le fait qu'il existe un lien affectif très fort entre les consommateurs et les marques. Mais si vous demandez à des leaders d'opinion de quelle nationalité est Nestlé, ils vous diront certainement que c'est une société suisse. Ce qui, en fait, n'est plus le cas. La participation suisse s'élève aujourd'hui à environ 30%. Le reste est en mains étrangères.

Et combien de collaborateurs de Nestlé travaillent en Suisse ?

En Suisse, Nestlé emploie quelque 8 600 collaborateurs.

L'origine suisse de Nestlé se reflète-t-elle encore dans les principes directeurs ou les valeurs fondamentales du groupe ?

Il y a effectivement certaines valeurs qui sont marquées par la Suisse. Pour moi, la plus importante est peut-être la tolérance. Au siège social de Vevey, nous avons 80 nationalités différentes, ce qui implique par exemple qu'un Arabe, un Indonésien et une Israélienne doivent pouvoir partager le même bureau et se tolérer mutuellement. La tolérance est une valeur primordiale, qui est certainement liée à la multiculturalité de la Suisse. Parmi les valeurs de notre entreprise figure également le goût du travail, et je crois que cela reflète aussi la mentalité des Suisses. A l'époque où certains partis politiques voulaient introduire la semaine des 35 heures, le peuple a été consulté par référendum. Et nous avons été très fiers que les Suisses disent : « Non, nous voulons travailler 42 heures. » Résultat : nous avons construit en Suisse trois usines qui étaient destinées à la France et créé ainsi 600 emplois.

Vous êtes chez Nestlé depuis bientôt quarante ans. Quelle importance attachez-vous à la loyauté envers l'entreprise ?

Chez Nestlé, les collaborateurs qui prennent leur retraite ont en moyenne plus de vingt-cinq ans d'ancienneté. La loyauté et l'engagement à long terme envers l'entreprise ne sont donc pas de vains mots pour nous. Et il va de soi que l'entreprise fait

preuve de la même loyauté à l'égard de ses collaborateurs.

Dans un article, un journaliste de Time Magazine vous a qualifié d'homme ambitieux, prudent et déterminé. Quelles autres qualités vous attribueriez-vous ?

Je ne sais pas d'où ce journaliste tient ses informations. En tout cas, je ne suis pas d'accord avec lui. Je ne me considère pas comme quelqu'un d'ambitieux. J'aime réaliser des projets, mettre en œuvre des changements. C'est ainsi que nous avons réussi à faire de Nestlé, qui était au départ une société de produits alimentaires, un leader mondial dans les domaines de la nutrition, de la santé et du bien-être.

Avez-vous un modèle en matière de style de direction ?

A ce sujet, j'ai assisté récemment à quelque chose de très intéressant. C'était lors de la Coupe de l'America. Une fois le départ donné, le manager de l'équipe néo-zélandaise a mis son micro de côté et n'a plus rien dit pendant toute la course. L'équipe n'avait pas besoin d'instructions pour savoir ce qu'elle devait faire. Avant la course, le manager avait fixé la stratégie avec son équipe, mais ensuite il n'est plus intervenu. Ce n'est qu'à l'arrivée qu'il a repris le micro pour l'analyse de la course. Chez un groupe mondial comme Nestlé, c'est un peu la même chose. Pourquoi irais-je me mêler des décisions concernant nos sites aux Etats-Unis ou en Chine ? Il faut faire entièrement confiance aux équipes qui travaillent sur place et les soutenir le mieux possible.

Passons à l'un de vos loisirs, l'alpinisme. Vous avez déjà fait l'ascension de la montagne la plus connue de Suisse, le Cervin. Y a-t-il d'autres sommets alpins que vous aimeriez gravir un jour ?

En plus du Cervin, il y a eu le Jungfrau, le Monte Rosa, le Breithorn et le mont Blanc. Mais la Dent Blanche se trouve depuis longtemps sur ma liste...

Ces courses de haute montagne ne sont pas de tout repos. Elles exigent une excellente condition physique.

C'est l'une des raisons qui m'ont incité à me freiner un peu. Avec chaque année qui passe, il faut fournir plus d'efforts. Mon autre passion, pilote de glacier, est aussi un sport où il faut être à la hauteur, sur le plan tant physique que mental. <

design made in germany **Wilkhahn**



Business class pour tous.

Avec **Neos**, la forme et la fonction ne font qu'un. Le réglage du nouveau siège de bureau de Wilkhahn est simple et intuitif, et s'adapte de façon ergonomique au corps de chaque personne. C'est donc la chaise de bureau idéale qui s'adresse à tous les utilisateurs, indépendamment de leur poids, de leur taille et de leur position sociale.

www.wilkhahn.ch



@propos

L'enfer des mots de passe

dorothee.enskog@credit-suisse.com



Faites-vous partie de ceux qui, comme moi, utilisent Internet pour écrire des e-mails, payer des factures et acheter billets d'avion, livres ou vêtements? Des activités qui pourraient être effectuées très rapidement s'il ne fallait pas d'abord remplir la page d'inscription du site.

Le plaisir d'acheter un roman culte ou une nouvelle tenue disparaît aussitôt lorsque cette page s'affiche et qu'il vous faut saisir votre mot de passe pour pouvoir passer commande. Alors qu'il ne s'agit finalement que de taper un simple identifiant, votre cerveau se bloque. Impossible de vous souvenir du mot de passe astucieux que vous avez créé il n'y a pourtant pas si longtemps et que, pour des raisons de sécurité évidentes, vous n'avez pas consigné par écrit. Bienvenue dans «l'enfer des mots de passe».

L'un des moyens d'éviter ce type de situation consiste à utiliser le même mot de passe le plus souvent possible. De nombreux internautes pratiquent cette méthode et ne changent de mot de passe que si le système l'exige. Étonnamment, ces personnes sont aussi celles qui citent la sécurité des données comme leur principale préoccupation concernant l'utilisation du Web. Ce qui ne les empêche pas de choisir des mots de passe courts et composés uniquement de minuscules.

Il n'y a rien de plus frustrant que les mots de passe imposés, totalement dénués de sens, qui doivent comporter au moins dix caractères, une majuscule, un chiffre et un caractère spécial. Pour les retenir, les utilisateurs doivent avoir une mémoire d'éléphant. Je me suis longtemps plainte de ce

phénomène jusqu'à ce que j'apprenne qu'un pirate peut déchiffrer un mot de passe de cinq caractères en quelques secondes. Aujourd'hui, j'utilise un programme disponible gratuitement sur Internet qui génère automatiquement des mots de passe.

Pour les lecteurs souffrant eux aussi d'amnésie dans ce domaine, un bon gestionnaire de mots de passe peut constituer une solution intéressante. Cette application permet en effet d'enregistrer des centaines de noms d'utilisateur, de mots de passe et de codes d'identification. Mais pour y accéder, il vous faudra inventer un nouveau mot de passe, suffisamment long et compliqué pour ne pas être déchiffré. Pire encore, vous devrez le mémoriser ou accepter le risque qu'un intrus prenne connaissance de tous vos autres mots de passe.

credit-suisse.com/infocus

Forum en ligne avec Alain Sutter

Alain Sutter, ancien joueur de l'équipe nationale, interrogé sur l'Euro 2008.




Le 7 juin 2008 à 18 heures, l'équipe suisse de football entrera sur la pelouse du stade Sankt Jakob de Bâle pour le match d'ouverture de l'Euro 2008. Certes, en ce début d'hiver, la fièvre du football n'est pas encore au plus haut, mais le thermomètre ne devrait cesser de monter durant les prochains mois. Sponsor principal de l'équipe nationale de football depuis 1993, le Credit Suisse proposera différentes manifestations d'ici au lancement du plus grand événement sportif de l'année 2008. Celles-ci auront lieu aussi bien dans la rue que sur la Toile. Ainsi, le magazine en ligne «In Focus» organisera régulièrement des chats avec des personnalités du football suisse. Le premier à se prêter au jeu sera Alain Sutter, ancien joueur de la «Nati», dont de nombreux fans de football se souviennent en raison de sa participation remarquée à la Coupe du monde de 1994. La carrière professionnelle du Bernois l'a conduit de Zurich (Grasshoppers) à Nuremberg, puis à Munich et à Dallas. Elle s'est achevée il y a près de dix ans, mais cet artiste du ballon rond reste très présent

dans l'actualité, que ce soit comme consultant à la télévision ou comme chroniqueur dans la presse. Ambassadeur de la Suisse auprès de la Laureus Foundation, Alain Sutter soutient par ailleurs différents projets sociaux, tels que buntkicktgut, Blind Spot ou MYSA, en faveur des jeunes espoirs du football. Il fait également partie de la commission d'attribution de la «Young Kicker Foundation» créée en 2006.

Le forum avec Alain Sutter sera ouvert le 14 janvier 2008 et restera accessible aux internautes pendant deux semaines. Ces derniers pourront poser toutes leurs questions concernant, par exemple, la promotion des jeunes joueurs, les chances de l'équipe nationale suisse pour l'Euro 2008 ou la carrière d'Alain Sutter. Les réponses seront fournies avec un certain décalage. ath

Plus d'informations sur www.credit-suisse.com/football.



Vous pensez
œuvre de toute
une vie.

**Nous pensons
aussi
planification de
la succession.**

«Best Private
Bank» pour les
entreprises sur
le marché suisse.

Distinction
d'Euromoney 2007.

Vous souhaitez placer l'œuvre de votre vie en mains sûres. Le Credit Suisse est à vos côtés avant, pendant et après la transmission à la génération suivante. En vous conseillant de manière exhaustive sur tous les aspects de la succession, afin d'assurer la pérennité des valeurs de votre famille et de votre entreprise.
www.credit-suisse.com

De nouvelles perspectives. Pour vous.

CREDIT SUISSE 

Chaque jour voit son lot de problèmes. Chaque jour, nos bénévoles agissent.



Evelyne R. enseigne les règles des premiers secours à des adolescents.



Anne S., infirmière membre du Service Croix-Rouge, assiste Antoine, paraplégique, dans le camp de l'armée pour handicapés.



En apportant son aide à l'action «2 x Noël», Pierre E. se rend solidaire de familles dans le besoin en Suisse.



Elise G., du service d'accompagnement de la Croix-Rouge, guide Guillaume F. lors de sa promenade dans la campagne.



Michel Z. et le chien de catastrophe Loup s'entraînent, dans le cadre d'un cours Redog, à rechercher des personnes ensevelies.



René T. et ses collègues samaritains planifient les prochaines interventions des postes sanitaires.



Marie W., formatrice dans le domaine des soins, montre à des jeunes comment poser des pansements sur des blessures.



Léa D., de la Croix-Rouge Jeunesse, enseigne le français à Selime, élève de 2e classe, et l'aide à faire ses devoirs.



Sylvie K., sauveteur, explique, dans un jardin d'enfants, quels sont les dangers de l'eau.



Jean E., du service des transports Croix-Rouge, conduit Charles S. chez son médecin.

Le travail bénévole, une expérience au plus près de l'humain. Plus de 50 000 volontaires œuvrent au service de leur prochain. Cette expérience formatrice enrichit leur vie. Leur investissement qui se chiffre à plus de 1,6 million d'heures par an est indispensable à la bonne marche de notre société. Sans nos relais bénévoles, nous ne pourrions remplir notre mission en faveur des plus démunis. C'est pourquoi la Croix-Rouge suisse et les organisations membres adressent à tous les bénévoles leurs remerciements les plus sincères.

Croix-Rouge suisse



Croix-Rouge suisse, Rainmattstrasse 10, 3001 Berne, tél. 031 387 71 11, info@redcross.ch, www.redcross.ch, compte postal 30-9700-0